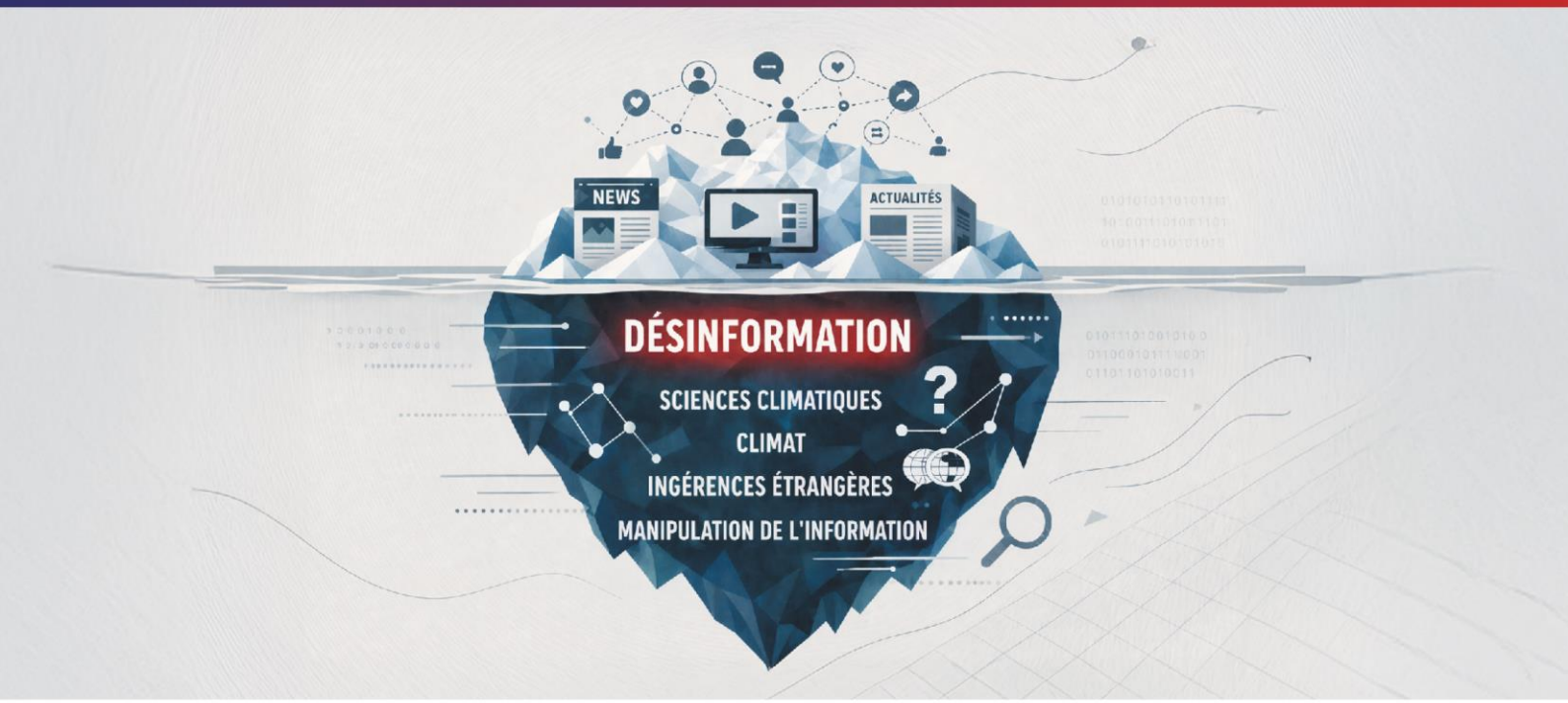
OBSERVATOIRE Défense & Climat

Note

DÉSINFORMATION CLIMATIQUE ET GUERRE INFORMATIONNELLE : INGÉRENCES ÉTATIQUES ET ENJEUX SÉCURITAIRES

Mai 2026



DGRIS

IRIS INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

L'Observatoire Défense & Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par Mathilde Jourde et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONG internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense & Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise externe. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés* ».

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

À PROPOS DES AUTRICES DE LA NOTE

Mathilde Jourde / IRIS

Co-directrice de l'Observatoire Défense et Climat et responsable du programme Climat, environnement et sécurité de l'IRIS. Elle est titulaire d'un Bachelor en Relations internationales et Histoire de la London School of Economics and Political Science (LSE), ainsi que d'un master en Développement durable et innovation sociale de HEC Paris.

Éléonore Duffau / IRIS

Chercheuse au sein du programme Climat, environnement, sécurité de l'IRIS et de l'Observatoire Défense et Climat. Elle est titulaire d'un master 2 en Affaires européennes réalisé à Sciences Po Paris.

Smilla Guillaume / IRIS

Étudiante en master 2 de relations internationales à Sciences Po Lyon. Elle occupe le poste d'assistante de recherche au sein du programme Climat, environnement et sécurité de l'IRIS depuis janvier 2026.

©Observatoire Défense et Climat / IRIS - Tous droits réservés

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - CADRE MÉTHODOLOGIQUE : UNE APPROCHE MULTIFACTORIELLE POUR ANALYSER LE NEXUS DÉSINFORMATION CLIMATIQUE – GUERRE INFORMATIONNELLE 8

A. Une terminologie à la croisée des champs informationnels et climatiques 9

B. Une méthodologie de collecte des données de la désinformation climatique fondée sur la matrice FIMI du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) 13

C. Revue des principaux narratifs de désinformation climatique déployés par la Russie et les États-Unis 17

PARTIE 2 - LA DÉSINFORMATION CLIMATIQUE COMME INSTRUMENT AU SERVICE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE ET DES ÉTATS-UNIS 20

A. Russie : une désinformation climatique dissimulée et indirecte, motivée par des intérêts économiques et stratégiques 21

B. Les États-Unis : une désinformation climatique dissimulée et directe, à des fins économiques et idéologiques 27

C. Les typologies de la désinformation climatique en Russie et aux États-Unis : entre convergences et divergences 36

PARTIE 3 - RÉPERCUSSIONS SÉCURITAIRES DE LA DÉSINFORMATION CLIMATIQUE : IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELLES 41

A. Les conséquences stratégiques : la désinformation climatique comme risque pour la préparation des forces armées 42

B. Les conséquences opérationnelles : les répercussions directes et indirectes de la désinformation climatique sur les interventions de secours d'urgence 44

C. Une prise en compte partielle de la désinformation climatique au niveau européen et français 47

PARTIE 4 - SCÉNARII DE PROSPECTIVE ET RECOMMENDATIONS 50

GLOSSAIRE 61

ANNEXES 67

BIBLIOGRAPHIE 69

Dans le cadre d'une conférence de presse le 11 juillet 2025, le général d'armée Thierry Burkhard, alors chef d'état-major des armées, offrait un panorama de l'environnement stratégique français, mettant en avant la manière dont les crises contemporaines se « superposent les unes aux autres et s'additionnent, sinon se multiplient ». Quelques jours plus tard, le 14 juillet, paraissait *La Revue nationale stratégique* (RNS), qui soulignait à son tour la « simultanéité et [l'] imbrication des crises » (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, 2025). **Ces déclarations et documents officiels attestent de la nécessité de saisir la dimension cumulative de certaines crises**[1], pour assurer une résilience effective dans un contexte marqué par des conflictualités renouvelées. L'Observatoire Défense et Climat s'attache à analyser les interactions entre changements climatiques et dynamiques conflictuelles contemporaines. La dernière note publiée en novembre 2025 portait notamment sur la manière dont les changements climatiques s'inscrivent dans les dynamiques de guerre hybride (Duffau *et al.*, 2025). Dans la continuité de ces travaux, cette note étudiera les interactions entre enjeux climatiques et guerre informationnelle.

L'utilisation de l'information à des fins stratégiques n'est pas un phénomène nouveau. Ce phénomène est déjà mentionné dans des ouvrages de référence de la pensée stratégique, tels que ceux de Sun Tzu ou Clausewitz (Marangé, 2021). Durant la Guerre froide, la Russie et les États-Unis ont massivement eu recours à des campagnes de désinformation[2] comme outil stratégique, afin d'influencer les opinions aux échelles nationale et internationale (Ward *et al.*, 2019). La révolution numérique des années 2000 constitue un jalon important, faisant du cyberespace[3] un nouveau théâtre de conflits, avec un nombre croissant de contenus circulant toujours plus rapidement (Douzet, 2020 ; Boyer, 2023). Ce sont ensuite l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014, puis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 qui sensibilisent les États, notamment européens, aux menaces informationnelles[4] et à la manipulation de l'information[5] (Quessard, 2023). Ces menaces se matérialisent particulièrement en France, deuxième pays le plus ciblé par les campagnes de désinformation[6] en Europe en 2025, après l'Ukraine (Service européen pour l'action extérieure, 2025). Face à ces menaces, l'État français a érigé l'influence[7] en sixième fonction stratégique en 2022, tandis que le Secrétaire général du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères affirmait début 2026 l'importance d'un « réarmement » dans la guerre informationnelle[8] (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 2026).

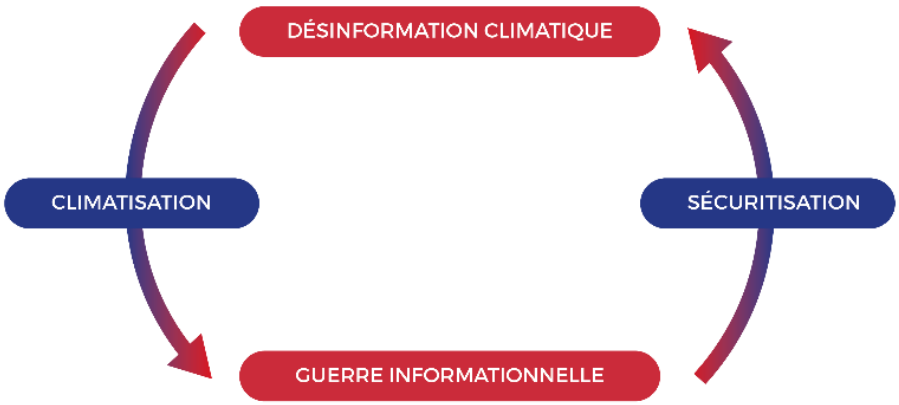
Comme beaucoup d'autres thématiques, les changements climatiques peuvent être instrumentalisés dans le cadre d'une guerre informationnelle au service de la politique étrangère d'un État. Ainsi, l'information autour des enjeux climatiques connaît ces dernières années une arsenalisation croissante. Cette dynamique est en partie due au caractère évolutif de la guerre

[1] Voir définition dans le glossaire.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*
[6] *Ibid.*
[7] En érigeant l'influence en sixième fonction stratégique, l'objectif est de renforcer le rayonnement de la France aux niveaux militaire, diplomatique, culturel ou politique, dans le but de renforcer sa résilience face aux menaces informationnelles, dans une forme de posture défensive face à ces enjeux.
[8] Voir Partie 1.

informationnelle : afin d'atteindre efficacement les opinions publiques, celle-ci s'adapte aux environnements sociaux et politiques en se greffant aux thématiques qui suscitent une attention accrue dans les sociétés ciblées (Quessard, 2023 ; Chauvancy, 2025).

Bien que l'intégration des enjeux climatiques dans le cadre d'ingérences étrangères soit récente, la manipulation de l'information climatique est en réalité une pratique ancienne. Principalement mise en œuvre par les acteurs issus des industries fossiles dès les années 1970 (Chavalarias *et al.*, 2023), la manipulation contemporaine de l'information climatique se distingue par la diversité des acteurs impliqués. Aux acteurs du secteur des énergies fossiles s'ajoutent désormais ceux de la *Big Tech,* ainsi que des acteurs étatiques. Ce phénomène de manipulation recouvre une diversité de pratiques, dont les nuances reposent sur le degré d'intentionnalité. L'Union européenne (UE) établit ainsi une distinction entre « mésinformation » – définie comme la « diffusion de contenus faux ou trompeurs transmis sans intention de nuire, même si leurs effets peuvent néanmoins être préjudiciables » – et la « désinformation », définie comme des « contenus faux ou trompeurs diffusés avec l'intention de tromper ou dans un but lucratif ou politique et susceptibles de causer un préjudice public » (Commission européenne, 2020, p.21). La désinformation climatique représente ainsi en moyenne 7,7 % de la désinformation totale dans l'UE de janvier 2023 à décembre 2025 (EDMO, 2026[9]), bien que la désinformation fluctue fortement en fonction du contexte[10].

Figure 1 : Approche multifactorielle au nexus désinformation climatique - guerre informationnelle



L'objectif de cette note est donc d'adopter une approche multifactorielle afin d'analyser l'instrumentalisation, voire l'arsenalisation, de l'information climatique. Dans cette perspective, il s'agit de cartographier, d'identifier et d'analyser une éventuelle dynamique de « climatisation » de la guerre informationnelle, c'est-à-dire d'intégrer les enjeux climatiques comme nouvel objet de la guerre informationnelle. Cette note s'interrogera notamment sur la manière dont la désinformation

[9] Ce chiffre a été calculé à partir des données de l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO), un consortium d'organisations européennes de vérification des faits. L'EDMO recense chaque mois le volume de désinformation dans l'Union européenne par thèmes principaux (Covid-19, Ukraine, climat…). Nous avons agrégé les données disponibles sur la part de désinformation climatique dans la désinformation totale détectée dans l'UE entre 2023 et 2025 (EDMO, 2026).

[10] Par exemple, en novembre 2024, les inondations qui ont touché le sud de l'Espagne ont contribué en grande partie à l'augmentation de la désinformation liée au climat, qui a presque doublé en deux mois, passant de 7 % en septembre à 13 % en novembre (EDMO, 2024).

climatique peut constituer une menace sécuritaire, lorsqu'elle est instrumentalisée et/ou arsenalisée par des acteurs aux intentions malveillantes. En outre, il s'agit également de « **sécuritiser** »[11] la désinformation climatique – autrement dit de construire cet enjeu comme une menace, en y intégrant une lecture stratégique permettant d'en comprendre les dynamiques et les potentielles conséquences, afin de mieux y répondre.

Cette note propose des outils analytiques et une méthodologie spécifique pour analyser les principaux acteurs étatiques, les moyens et les objectifs de la désinformation climatique lorsqu'elle est mobilisée à des fins stratégiques, dans le cadre de campagnes étrangères d'ingérence informationnelle. Plus précisément, elle décline cette méthodologie à travers deux cas d'étude, qui illustrent la manière dont la désinformation peut constituer un risque et *in fine* une menace pour l'Europe (Brodeur, 2006), permettant de mettre en lumière les conséquences plus larges de la désinformation climatique sur la sécurité et la défense. Ainsi, après une présentation du cadre méthodologique du nexus désinformation climatique – guerre informationnelle (I), cette note proposera, dans une deuxième partie, un panorama des principaux acteurs étatiques de la désinformation climatique ciblant l'Europe, notamment la Russie et les États-Unis, ainsi que leurs interactions avec des acteurs non étatiques dans la production et la diffusion de ces contenus (II). L'analyse portera ensuite sur les conséquences sécuritaires de la désinformation climatique (III). Sur la base de ces analyses, la note proposera enfin trois scénarii de prospective, accompagnés de recommandations stratégiques à destination du ministère des Armées et des Anciens combattants (IV).

[11] Voir définition dans le glossaire.

PARTIE 1

CADRE MÉTHODOLOGIQUE : UNE APPROCHE MULTIFACTORIELLE POUR ANALYSER LE NEXUS DÉSINFORMATION CLIMATIQUE – GUERRE INFORMATIONNELLE

Le croisement entre désinformation climatique et guerre informationnelle étant peu étudié, les outils et méthodologies destinés à analyser ces phénomènes doivent encore être structurés. Ainsi, cette première partie vise d'abord à définir les termes clés nécessaires pour appréhender le lien entre désinformation climatique et guerre informationnelle. Elle présentera ensuite la méthodologie mise en œuvre pour analyser les mécanismes de la désinformation climatique d'origine étrangère. Enfin, elle proposera une grille d'analyse des principaux contenus de désinformation climatique.

A - Une terminologie à la croisée des champs informationnels et climatiques

1. Le champ informationnel

Les concepts présentés ci-dessous, issus du champ informationnel, sont mobilisés dans cette note pour illustrer le cadre théorique, ainsi que les stratégies et les pratiques dans lesquelles s'inscrit la désinformation climatique.

Influence : Ce concept large et neutre désigne la tentative d'un État d'influencer les attitudes, les décisions ou les comportements d'un autre. Plus précisément, il consiste à faire faire par un autre État ce qu'il n'aurait pas fait autrement, sans recourir à la contrainte (Charillon, 2022). Le concept d'**influence informationnelle** comprend des pratiques aussi diverses que la diplomatie publique (...), la diplomatie numérique, la propagande, la désinformation ou les opérations de « lutte informationnelle ». Le principal intérêt analytique de la notion d'influence informationnelle repose sur son caractère englobant (Audinet *et al.*, 2024). A l'échelle française, la Revue nationale stratégique 2022 a érigé l'influence comme sixième fonction stratégique nationale (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, 2025).

Propagande : La propagande vise à faire adhérer un individu ou un groupe à un point de vue, une cause ou une croyance, avec un objectif précis (Géré, 2011), à travers la diffusion d'informations, vraies ou fausses (EU Disinfo Lab, 2023).

Guerre informationnelle/Guerre de l'information : Désigne le recours à l'information comme une arme, dans le cadre d'un conflit qui a pour théâtre l'espace informationnel au sens le plus large (Colon, 2024).

Ingérence étrangère : Ensemble d'actions menées par un État ou un acteur étranger, visant à diffuser des propos mensongers à l'égard d'une nation afin d'influencer son opinion publique. Concept large, ce phénomène est le mieux décrit par la « manipulation de l'information et ingérence étrangère » (FIMI).

Manipulation de l'information et ingérence étrangère, ou en anglais *Foreign Information Manipulations and Interference* (FIMI) : Développé par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), le service diplomatique de l'UE, ce concept caractérise l'usage hostile de l'information. La manipulation de l'information et l'ingérence étrangère (FIMI) désignent un ensemble de comportements généralement non illégaux qui menacent, ou sont susceptibles de menacer, les valeurs, les procédures et les processus politiques. Ces activités, de nature manipulatoire, sont menées

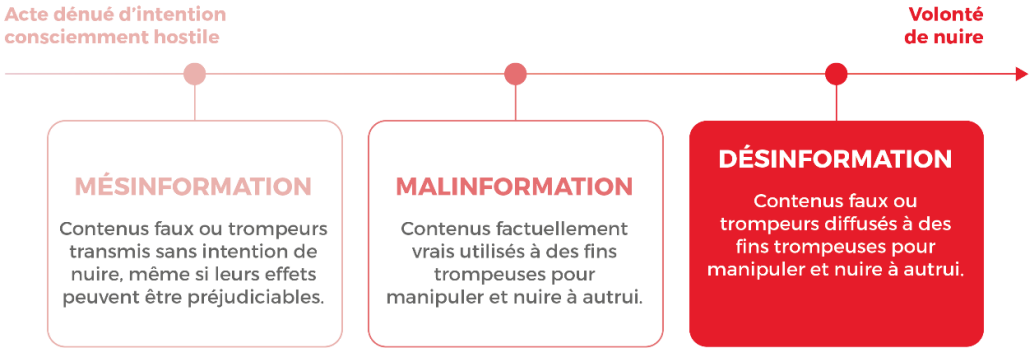
de manière intentionnelle et coordonnée par des acteurs étatiques ou non étatiques, y compris leurs relais, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leur propre territoire (SEAE, 2026). L'objectif est de semer la discorde, d'éroder la confiance dans les institutions démocratiques et de paralyser la prise de décision, sans même que la population ciblée ne se rende compte qu'elle est attaquée. Dans cette note, l'acronyme « FIMI » sera mobilisé pour désigner les phénomènes de manipulation et d'ingérences informationnelles.

Menaces informationnelles : Concept proche de celui de FIMI, l'OTAN définit les menaces informationnelles comme les « activités de manipulation intentionnelles, préjudiciables et coordonnées qui sont menées par des acteurs étatiques et non étatiques dans le but d'affaiblir et de diviser (...). Ces activités d'information hostiles comprennent de nombreuses tactiques, techniques et procédures visant à manipuler l'opinion publique. » (OTAN, 2025).

Mode opératoire informationnel : Le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) définit un « mode opératoire informationnel » (MOI) comme « un ensemble de comportements, d'outils et de tactiques, techniques et procédures (TTP) adverses présumés liés au même acteur malveillant ou groupe d'acteurs malveillants, qui peut être inconnu ». Cette description s'inscrit dans le cadre des enquêtes destinées à détecter, voire à attribuer à un acteur précis des opérations d'ingérence numérique étrangère (VIGINUM, 2026).

Il existe trois types de contenus informationnels, aussi qualifiés de désordres informationnels (Derakhshan *et al.*, 2017), susceptibles de perturber l'accès à l'information fiable à travers la diffusion d'informations fausses ou trompeuses (*fake news*).

Figure 2 : Continuum de contenus informationnels



Afin de diffuser ces contenus informationnels, les vecteurs numériques suivants peuvent être utilisés :

- ***Bot*** **:** Programme informatique qui exécute des tâches automatisées, répétitives et prédéfinies, généralement en imitant ou en remplaçant le comportement humain (Avvenuti, 2022).
- ***Troll*** **internet** : Un *troll* est un individu ou programme automatisé qui cherche à provoquer, diviser ou influencer les débats en ligne en diffusant des messages provocants et/ou insultants afin de nuire à une réputation ou diffuser de fausses informations.

2. Le champ climatique

Les concepts présentés ci-dessous, issus du champ des sciences climatiques et des sciences de l'information et de communication, sont mobilisés dans cette note pour désigner la manipulation de l'information climatique.

Il existe de nombreux concepts visant à décrire les différents mécanismes et stratégies d'obstruction – entendues comme des actions et efforts intentionnels visant à ralentir ou bloquer des politiques climatiques (Downie *et al.,* 2025) – utilisés par divers acteurs. Les typologies peuvent notamment être construites selon les thèmes abordés, leur évolution temporelle ou encore le degré de contestation.

Björnberg *et al.* (2017) ont développé une **typologie par thème** qui permet d'illustrer le continuum que ces stratégies forment.

- **Déni du changement climatique** *(trend denial)* : nier l'existence des changements climatiques.
- **Déni de l'origine anthropique** *(attribution denial)* : nier l'origine anthropique des changements climatiques.
- **Déni des impacts climatiques** *(impact denial)* : reconnaître l'existence des changements climatiques et de leur origine, mais qui en minimise l'importance et les effets sur les sociétés et les écosystèmes.
- **Déni du consensus scientifique** *(consensus denial)* : remettre en cause d'un consensus global sur les changements climatiques.

D'autres thèmes ont également été identifiés pour élargir cette typologie, tels que le **ciblage des scientifiques**, visant à remettre en cause leur crédibilité (Schmid-Petri, 2017), le **ciblage des solutions** de lutte contre les changements climatiques, ou encore **le ciblage de l'urgence** climatique, qualifié de « climate delay » (ou « stratégies de ralentissement de l'action climatique »), qui cherche à retarder l'action climatique (Lamb *et al.*, 2020). S'y ajoute la notion de « **fatalisme climatique** » (*climate doomism*), vision catastrophiste des changements climatiques selon laquelle il est trop tard pour agir, justifiant l'inaction climatique.

Certains concepts permettent de mieux comprendre comment les arguments utilisés pour contester les changements climatiques ont évolué (Forum sur l'information et la démocratie, 2026). Entre les années 1960 et les années 2010, les stratégies d'obstruction reposaient surtout sur le déni des changements climatiques et de leur origine anthropique, appelé « **ancien déni** » (*old denial)* (CCDH, 2024) (voir Partie 1). Aujourd'hui, elles se concentrent davantage sur la remise en cause des leviers et des acteurs mobilisés dans la lutte contre ces changements (technologies bas-carbone, efficacité ou sobriété énergétique, etc.) pour freiner la sortie des énergies fossiles. Ces stratégies jouant sur l'incertitude ou la méfiance liées aux solutions sont appelées « **nouveau déni** *» (new denial*) (Allred *et al.*, 2024). D'après une étude de 2024, le « nouveau déni » concentre aujourd'hui 70 % de l'ensemble des discours de déni climatique sur YouTube, contre 35 % en 2018 (CCDH, 2024). Par exemple, le

« **technosolutionnisme** »[12] peut être labellisé de « nouveau déni ». En effet, l'approche technosolutionniste met en avant l'innovation et les technologies pour répondre aux effets des changements climatiques, en promouvant, par exemple, la géo-ingénierie[13], qu'elle soit solaire[14] ou qu'elle relève de la captation du carbone[15] (Pajot, 2025). Toutefois, ces technologies ne font pas l'objet d'un consensus au sein de la communauté scientifique, et leur efficacité est régulièrement remise en question[16]. À ce titre, l'Académie des sciences qualifie la géo-ingénierie solaire de « leurre climatique » plutôt que de véritable solution d'avenir. Cet optimisme technologique, qui néglige parfois certaines réalités physiques, met en avant des possibles réponses aux changements climatiques par la technologie, sans imposer de modification durable des modes de vie (de Jong et Shelley-Egan, 2026), permettant de maintenir le *statu quo* et le modèle de production et de consommation actuels. Souvent qualifié de « **maladaptation** »[17] (Pajot, 2025), le technosolutionnisme peut ainsi être associé au discours de « nouveau déni ».

D'autres concepts sont également fréquemment mobilisés, et offrent **une typologie selon le degré de contestation des changements climatiques**, s'inscrivant également dans une forme de continuum. Alors que le concept de **climatonégationnisme,** ou **climatodénialisme,** désigne un positionnement extrême se rapportant à la négation complète de l'existence des changements climatiques, le **climatoscepticisme**, plus large, englobe toute remise en question de l'existence des changements climatiques, et/ou de leur origine anthropique. Le **climatocomplotisme** désigne la manière dont les théories conspirationnistes se sont emparées des enjeux climatiques (Douglas *et al.*, 2026). Enfin, le **climatorelativisme** consiste à présenter les changements climatiques comme un sujet encore débattu au sein de la communauté scientifique. Ces concepts sont souvent utilisés de manière interchangeable pour désigner les individus qui rejettent les conclusions de la science du climat et les différentes **stratégies d'obstruction** employées (Oakes, 2023).

[12] Le technosolutionnisme désigne la confiance dans la technologie et l'innovation pour résoudre différents problèmes et crises. Il se caractérise par la foi dans le potentiel révolutionnaire de la science et de l'ingénierie (Sætra et Selinger, 2024).
[13] Ensemble de techniques « devant permettre l'intervention à grande échelle sur le système climatique, dans le but d'atténuer les changements climatiques et/ou d'en réduire les effets » (de Guglielmo Weber *et al*., 2023).
[14] Ensemble de projets techniques cherchant à compenser l'augmentation de la température moyenne globale sous l'effet des changements climatiques par une modification du bilan radiatif de la Terre (GIEC, 2022, 168). La plupart de ces techniques entendent diminuer la part de rayonnement solaire entrant dans l'atmosphère, par exemple via l'injection d'aérosols dans la stratosphère (IAS), quand d'autres cherchent à diminuer la part de rayonnement terrestre retenu par l'atmosphère, à l'instar de l'amincissement des cirrus (*cirrus cloud thinning*, CCT).
[15] Les technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (Carbon Capture, Utilisation and Storage (CCUS)) sont un ensemble de technologies visant à capter le dioxyde de carbone (CO_2) émis par des sources industrielles ou énergétiques, à le réutiliser dans des processus industriels ou bien à le stocker de manière permanente dans des formations géologiques souterraines. Cette approche est considérée comme un outil important pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre, en particulier dans les secteurs difficiles à décarboner.
[16] S'agissant de la géo-ingénierie, de nombreux rapports pointent la grande incertitude entourant ces techniques, dont les risques dépassent les bénéfices éventuels. Par exemple, les techniques de modification du rayonnement solaire, difficilement réversibles, pourrait créer un climat particulièrement instable dans un contexte de réchauffement déjà critique (Laisney et Piednoir, 2025).
[17] D'après l'IDDRI, une « maladaptation » désigne « un processus résultant en un accroissement de la vulnérabilité à la variabilité et au changement climatiques et/ou en une altération des capacités et des opportunités actuelles et futures d'adaptation » (IDDRI, 2013).

B. Une méthodologie de collecte des données de la désinformation climatique fondée sur la matrice FIMI du Service européen pour l'action extérieure (SEAE)

Depuis 2023, les rapports du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) consacrés aux acteurs FIMI[18] se concentrent sur la Russie et la Chine – identifiés comme priorités stratégiques – et couvrent principalement les activités de FIMI pouvant leur être attribuées. Le SEAE a donc, *de facto*, développé des outils et matrices d'analyse FIMI adaptés à des régimes politiques autoritaires. Toutefois, **cette note propose d'élargir et d'approfondir ce cadre, à travers une approche thématique centrée sur la désinformation climatique, et en envisageant que celle-ci puisse également émaner d'autres États**. Tout en maintenant la Russie dans le champ d'analyse, les nouvelles dynamiques dans les relations transatlantiques depuis le retour de Donald Trump à la présidence du pays en 2025 font des États-Unis un cas pertinent à intégrer à l'analyse.

Afin d'étudier la désinformation climatique comme outil d'ingérence étrangère, cette analyse s'appuiera donc sur les cas russe et états-unien – bien que d'autres acteurs tels que la Chine ou certains États du Golfe notamment aient également recours à ces procédés. D'une part, le choix de ces cas d'étude s'explique par l'accessibilité des données relatives à ces deux cas. Concernant la Russie, un biais européen lié aux tensions aggravées depuis l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 a conduit à une attention accrue portée à la menace informationnelle russe, qui se manifeste par une production plus importante de données à son sujet. Ensuite, la nature de la désinformation climatique américaine, plus directe (voir Partie 2), la rend plus facilement identifiable. D'autre part, ces États permettent d'illustrer les mécaniques principales du nexus désinformation climatique – guerre informationnelle, notamment les objectifs, canaux et les narratifs. Enfin, ces acteurs ciblent l'Europe de manière prépondérante.

L'élargissement de la matrice FIMI aux États-Unis se heurte cependant à certaines limites. D'abord, les États-Unis ne correspondent pas, *a priori*, au profil des acteurs traditionnellement associés à la FIMI. En outre, il n'existe pas de consensus quant à la qualification de la désinformation américaine comme relevant de la FIMI, dans la mesure où certaines de ses formes sont produites et diffusées de manière ouverte et explicite. Cette analyse s'efforce néanmoins de dépasser ces limites en adaptant la matrice FIMI au cas américain. **Par ailleurs, l'intégration d'autres acteurs au cadre conceptuel de la FIMI permet d'illustrer en quoi ces activités ne relèvent pas exclusivement d'États autoritaires. Le rôle d'acteurs intermédiaires ou de relais (*proxies*) dans le cas américain suggère justement que des logiques de FIMI puissent également être à l'œuvre dans des contextes démocratiques**.

Champ émergent et complexe, peu d'analyses qualitatives et quantitatives existent à ce jour sur le nexus désinformation climatique-guerre informationnelle. Tout d'abord, ces sujets font principalement l'objet d'analyses cloisonnées : la désinformation climatique est essentiellement analysée à l'échelle domestique, tandis que les études dans le champ de la guerre informationnelle intègrent rarement la thématique climatique comme facteur de déstabilisation. Ce cloisonnement se

[18] En anglais, *Foreign Information Manipulations and Interference*. Pour rappel, ce concept forgé par le SEAE permet de caractériser l'usage hostile de l'information par des puissances extérieures, visant à miner les valeurs et les processus politiques des pays européens (SEAE, 2026).

traduit par un manque de données quantitatives. De plus, les campagnes de désinformation sont difficilement identifiables et attribuables à un acteur spécifique. Enfin, l'accès à des données fiables est également compliqué par les barrières linguistiques qui entravent l'identification et l'analyse de la désinformation à des échelles plus locales.

La question de la quantification des flux et des volumes de désinformation climatique s'est donc rapidement posée. **L'Observatoire Défense et Climat a structuré une méthodologie pour recenser les cas de manipulation étrangère de l'information climatique, basée sur la matrice développée par le SEAE relative aux menaces de FIMI**. Cette matrice propose une illustration de la désinformation à travers la métaphore de l'iceberg, afin de souligner que les cas de désinformation identifiés ne représentent que la partie émergée du phénomène, lequel repose sur un volume bien plus important de cas, majoritairement non détectés (SEAE, 2025, p.15). Cette matrice est employée pour représenter le caractère pluriscalaire de l'appareil de désinformation d'États autoritaires (en particulier la Russie et la Chine) et permet de classer les différents canaux en fonction du degré d'implication ou de proximité avec l'État en question. Ce modèle s'applique à toutes les formes de médias numériques (sites web, comptes de réseaux sociaux, etc.).

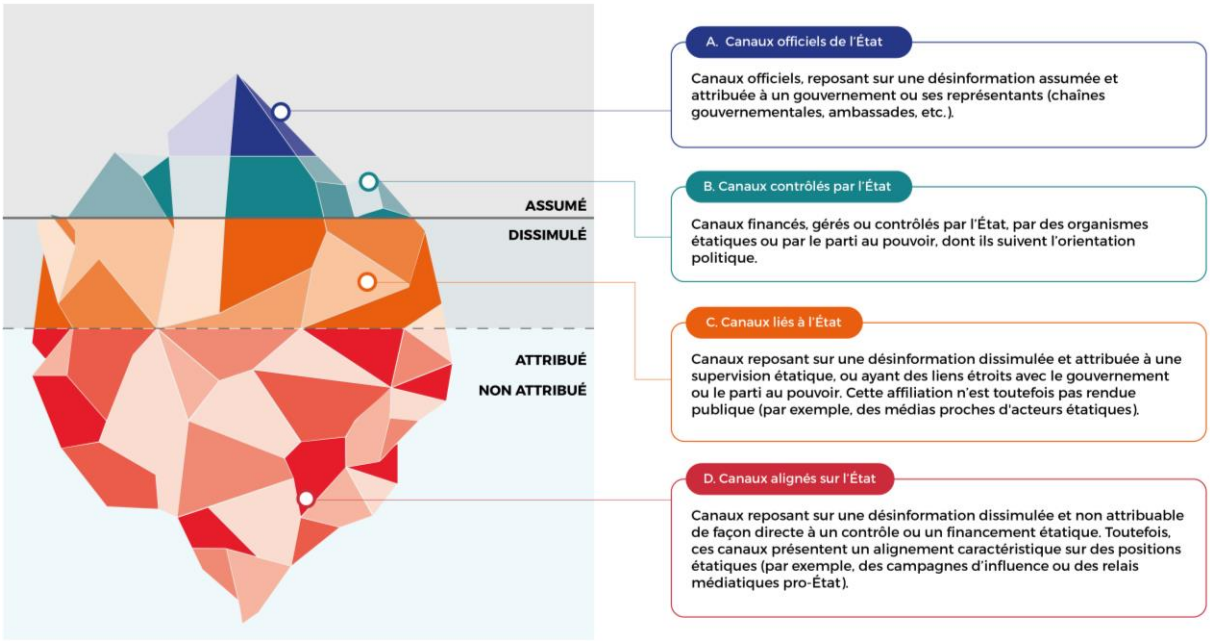
L'infographie ci-dessous présente les **quatre catégories définies par la matrice FIMI**[19], qui correspondent aux différents canaux par lesquels la désinformation climatique d'un État peut être diffusée. Ces quatre catégories de canaux de diffusion sont également réparties selon 2 critères :

- **Attribuée / non-attribuée** : Les catégories A, B et C sont attribuables à un acteur étatique, tandis que la catégorie D inclut des sources non attribuables, mais qui jouent un rôle important dans les activités de FIMI ;
- **Assumée / dissimulée** : Les catégories A et B disposent de liens transparents avec l'acteur étatique en question, tandis que les catégories C et D maintiennent des connexions dissimulées.

Afin d'adapter cette matrice à des États non autoritaires, la catégorie B n'est pas systématiquement applicable, comme l'illustre le cas états-unien dans cette note.

Figure 3 : Matrice des différents canaux de désinformation climatique à destination de l'étranger

[19] *Ibid.*



Source : Service européen pour l'action extérieure (EEAS)

L'Observatoire Défense et Climat a enrichi cette matrice en s'appuyant sur une collecte de données numériques et disponibles en source ouverte, relative à des cas recensés de désinformation climatique identifiés comme provenant de la Russie et des États-Unis. L'Observatoire a ainsi classé les cas identifiés dans les différentes catégories afin de déterminer l'origine de cette désinformation climatique. Cette collecte (1) s'est fondée sur des bases de données européennes et états-uniennes ayant déjà procédé au processus d'attribution à un acteur étatique, et (2) est complétée par une collecte de données manuelle (une revue de presse par mots-clés, notamment « climate » ou « *climate change* »). Lorsque plusieurs sources identifient un même cas de désinformation climatique, celui-ci n'est comptabilisé qu'une seule fois. De même, les relais qui amplifient ce cas ne sont pas pris en compte, l'analyse se concentrant sur la source de la désinformation plutôt que l'impact généré.

Ainsi, 3 critères ont été retenus pour la sélection des cas de désinformation climatique :

- **Critère temporel** : les cas retenus datent d'une période allant de janvier 2021 à mars 2026 ;
- **Critère d'acteur** : les cas retenus présentent une attribution claire de l'État émetteur de désinformation climatique – en l'occurrence, en provenance de la Russie ou des États-Unis ;
- **Critère de cible** : les cas retenus présentent une attribution claire de la cible étatique de cette désinformation – en l'occurrence, à destination de l'UE ou des pays membres.

Pour le **cas russe**, la collecte de données est basée sur les sources suivantes : *EUVsDisinfo*[20] et *NewsGuard*[21]. Cette collecte a permis d'identifier 120 cas de désinformation climatique en Europe attribués à la Russie de janvier 2021 à mars 2026. Pour le **cas états-unien**, la collecte de données est basée sur les sources suivantes : *Media Matters*[22], *New Climate*[23], *Ecco Climate*[24]. Cette collecte a permis d'identifier 41 cas de désinformation climatique en Europe attribués aux Etats-Unis de janvier 2021 à mars 2026.

Cette méthodologie a permis de réaliser deux infographies, et de déterminer une typologie de la désinformation climatique à visée stratégique de la Russie et des États-Unis (voir Partie 2).

Certaines limites d'ordre méthodologique sont pourtant à noter :

- **Ces collectes de données ne visent pas l'exhaustivité**, mais illustrent des tendances générales. Par nature, la majorité des activités FIMI restent dissimulées et difficilement attribuables. Par ailleurs, l'échantillon est sélectif dans les sources choisies et dans les bornes chronologiques. Enfin, certaines occurrences de désinformation échappent à la matrice FIMI, bien qu'elles puissent relever du nexus étudié.
- Ces collectes de données visent à appréhender le phénomène en analysant à la fois le contenu et le volume des cas de désinformation climatique russes et états-uniens. Toutefois, **elles ne quantifient pas la portée et l'impact des cas recensés**. En effet, ceux-ci ne bénéficient pas du même niveau de diffusion : certains atteignent une audience très large et peuvent donc être plus néfastes. Cette dimension n'est pas intégrée à l'analyse, qui privilégie l'étude des contenus et du volume des cas plutôt que leur audience. Ainsi, chaque cas de désinformation est comptabilisé de manière équivalente, indépendamment de sa visibilité réelle.
- Bien que la collecte de données se soit appuyée sur des bases de données établies, permettant ainsi de pallier en partie la question de l'attribution des acteurs, l'identification des intentions et l'attribution des conséquences demeurent complexes (il est difficile d'établir un lien direct entre un cas de désinformation et ses effets). **Compte tenu de cette complexité, ce travail s'inscrit dans une démarche exploratoire fondée sur des hypothèses, appelées à être testées et approfondies par de futures analyses**.

[20] EUVsDisinfo est un projet du groupe de travail East StratCom, qui fait partie du SEAE. Ce site recense des informations fausses, partielles ou déformées issues d'articles ou de médias divers. Pour l'essentiel, les actes de désinformation rapportés par EUVsDisinfo proviennent de la Russie.

[21] L'entreprise NewsGuard se donne pour mission de surveiller et étudier la désinformation en ligne, en identifiant les sources d'information fiables sur divers canaux : Internet, réseaux sociaux, plateformes de contenus, etc. Leurs centres de suivi thématiques permettent également de suivre le traitement de l'information sur des sujets d'actualité (par exemple, en période électorale ou de guerres et conflits).

[22] L'ONG *Media Matters* se concentre sur le traitement de l'information par les principaux médias américains. En conséquence. La majorité des cas identifiés par l'ONG concernent de la désinformation domestique. De nombreux articles sont rédigés à propos de la plateforme *Fox News*.

[23] L'institut *New Climate* produit des analyses, des études et des outils de recherche sur l'action climatique. Basée en Allemagne, l'organisation élabore également des propositions de politiques climatiques et de développement durable.

[24] ECCO est un groupe de réflexion italien consacré à l'étude des changements climatiques. *ECCO Climate* produit des analyses courtes sous forme de billets (organisés en programmes thématiques), ainsi que des rapports et notes plus approfondies.

C. Revue des principaux narratifs de désinformation climatique déployés par la Russie et les États-Unis

La collecte de données réalisée a permis d'effectuer un recensement des principaux contenus de désinformation climatique d'origine russe et américaine. Dans la majorité des cas, trois thèmes principaux, appelés « objets », se retrouvent au centre de la désinformation climatique : les politiques énergétiques et climatiques, les sciences climatiques et les évènements climatiques extrêmes. **L'objet « politiques énergétiques et climatiques** » concerne l'instrumentalisation des enjeux relatifs aux politiques et réglementations énergétiques et politiques. Cette désinformation cible souvent les politiques énergétiques et climatiques européennes, qui mettent en avant les énergies renouvelables et promeuvent une baisse de la consommation des énergies fossiles. Ensuite, **l'objet « sciences climatiques** » concerne l'instrumentalisation des sciences et des scientifiques du climat. En effet, les sciences climatiques offrent un terreau fertile à la désinformation climatique, car la nature des changements climatiques est intrinsèquement abstraite et complexe. D'après Amitav Ghosh (2016), les changements climatiques excèdent les capacités narratives de nos formes culturelles dominantes. Timothy Morton parle d'« hyperobjet » : un concept désignant des phénomènes si vastes et diffus qu'ils échappent à toute représentation directe (Morton, 2013). L'objet « sciences climatiques » englobe également les discours visant à discréditer les partisans de l'action climatique (élus politiques, militants, etc.). Enfin, **l'objet « évènements climatiques extrêmes »** concerne l'instrumentalisation de l'information en lien avec des aléas météorologiques et climatiques. Le dernier rapport du Forum Économique mondial (2025) identifiait d'ailleurs, d'une part, la désinformation et, d'autre part, les évènements climatiques extrêmes comme premier et deuxième risques globaux – illustrant l'intérêt de croiser ces deux risques. Ces aléas, qui entraînent souvent une désorganisation des sociétés et des moments chaotiques, sont propices à la circulation de fausses informations (King *et al*., 2026). Cette désorganisation s'accompagne de la circulation d'un grand volume d'informations contradictoires, par exemple sur l'origine de l'aléa, la responsabilité du gouvernement ou sur les comportements à adopter (voir *infra*, Tableau 1). De plus, la réduction de l'autonomie et la vulnérabilité psychologique induites par les catastrophes naturelles en font des terrains propices à la diffusion de récits trompeurs (*ibid*.).

Chaque objet de désinformation donne lieu à une multitude de « narratifs », définis comme les cadres idéologiques sous-jacents à des formes spécifiques de désinformation climatique (Briggs, 2026), qui se matérialisent par la diffusion d'informations fausses ou erronées. Le tableau ci-dessous propose une classification des narratifs récurrents associés aux trois objets identifiés dans les 161 cas de désinformation recensés, illustrant ainsi la diversité des manières dont l'information climatique peut être instrumentalisée.

Tableau – Objets et narratifs de la désinformation climatique russe et états-unienne

Objet	Exemple de contenu	Narratif associé	Évolution (voir Partie 1)
🧪 **Science climatique**	« Le réchauffement global est un canular. »	« Les changements climatiques n'existent pas. »	« Ancien déni » (déni des changements climatiques et de leur origine anthropique)
	« Les hivers restent froids. »		
	« Le réchauffement planétaire reste à prouver. »	« Les changements climatiques ne sont pas causés par les émissions de gaz à effet de serre humaines. »	
	« Le climat est en constante évolution. »		
	« Les élites mondiales veulent forcer la population à devenir végane ou manger des insectes. »	« La lutte contre les changements climatiques relève d'un complot mondial. »	« Nouveau déni » (remise en cause des leviers et des acteurs mobilisés dans la lutte contre les changements climatiques)
	« Les changements climatiques sont un prétexte pour asservir la population. »		
	« Les députés écologistes sont impliqués dans des scandales. »	« Les figures de la lutte contre les changements climatiques sont peu fiables, voire dangereuses. »	
	« Les militants écologistes sont à l'origine de la guerre en Ukraine. »		
🌪️ **Évènements climatiques extrêmes**	« Ces épisodes sont volontairement déclenchés et manipulés par le gouvernement. »	« Le gouvernement est à l'origine des évènements climatiques extrêmes (géo-ingénierie). »	
	« Les fonds de secours dédiés aux catastrophes naturelles sont détournés au profit des réfugiés. »	« Les évènements climatiques extrêmes sont instrumentalisés par le gouvernement. »	
	« Des programmes de recherche sont à l'origine des catastrophes naturelles. »	« Les changements climatiques n'ont pas d'incidence sur les évènements climatiques extrêmes. »	
⚡ **Politique énergétique et climatique**	« L'abandon des énergies fossiles conduit à un appauvrissement accéléré. »	« Le recours aux énergies vertes est vecteur de crises. »	
	« Les énergies renouvelables mettent en péril la souveraineté énergétique nationale. »		
	« Le recours aux énergies vertes dégrade la qualité de vie de la population. »		
	« Le recours aux énergies renouvelables n'a pas d'incidence sur les émissions de gaz à effet de serre. »	« Le recours aux énergies renouvelables est inefficace, voire inutile. »	
	« Les programmes climatiques européens sont improductifs. »		
	« Le nucléaire ou les combustibles fossiles sont les seules sources d'énergies sûres. »	« Les énergies renouvelables ne sont pas fiables. »	
	« Les énergies renouvelables causent des coupures d'électricité à répétition. »		
	« Les pays du Nord global veulent freiner la croissance des pays en développement. »	« La politique énergétique et climatique est un instrument de domination de l'Occident. »	
	« Les accords climatiques bénéficient aux pays du Nord global plus qu'à l'environnement. »		

Cette classification est indicative. **Tout d'abord, cette grille d'analyse de cas de désinformation climatique reflète les biais inhérents à la collecte de données**. Ainsi, de nombreux exemples de désinformation apparaissent autour des politiques énergétiques et climatiques, tandis que les évènements climatiques extrêmes sont moins représentés, bien qu'ils fassent l'objet d'une grande diversité de contenus de désinformation. La faible représentation de la désinformation liée aux aléas météorologiques et climatiques s'explique en partie par le fait qu'elle est conditionnée par la survenue de tels phénomènes. Ainsi, ces narratifs apparaissent généralement par pics à la suite de ces épisodes, ce qui les rend moins fréquents dans les collectes de données. Par ailleurs, leur identification repose souvent sur des enquêtes de terrain permettant de repérer les faux récits en circulation, ce qui complique leur détection. **Par ailleurs, certains cas de désinformation sont liés à un objet précis, mais les objets et les narratifs se superposent souvent** : les frontières entre les objets identifiés sont poreuses. Par exemple, les évènements climatiques extrêmes sont souvent associés à un autre objet, la **géo-ingénierie**, à travers des narratifs suggérant notamment que les gouvernements manipuleraient la météo.

D'autres objets ont également été identifiés et, même s'ils restent marginaux en Europe, ils peuvent être nettement plus présents dans d'autres régions. En particulier, trois autres narratifs sont apparus dans la phase qualitative de la collecte de données, lors des entretiens menés. Ainsi, l'instrumentalisation des **migrations climatiques** a été largement mentionnée, sans pour autant ressortir dans les données quantitatives. La question de **l'exploitation de certaines ressources** sur le continent africain a également été évoquée à plusieurs reprises, sans toutefois apparaître quantitativement. Cela pourrait s'expliquer par une barrière linguistique liée à l'identification de la désinformation à l'échelle locale. La **diplomatie climatique** fait également l'objet de désinformation, mobilisant souvent des narratifs liés à la prédation des ressources et du climat, ainsi qu'à des accusations de néocolonialisme. La désinformation associée à la diplomatie climatique illustre, elle aussi, la porosité des narratifs qui peuvent se superposer, notamment lorsque les sciences du climat font l'objet de contestations récurrentes.

Cette première partie a permis d'établir un cadre conceptuel ainsi que le cadre méthodologique permettant d'analyser l'utilisation stratégique de la désinformation climatique par la Russie et les États-Unis dans le cadre d'ingérences étrangères.

PARTIE 2

LA DÉSINFORMATION CLIMATIQUE COMME INSTRUMENT AU SERVICE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA RUSSIE ET DES ÉTATS-UNIS

La création et la diffusion de contenus de désinformation climatique reposent sur une multitude d'acteurs (La Selva *et al.*, 2026). **La désinformation climatique provenant d'acteurs étatiques fait partie de campagnes de manipulation et d'ingérence informationnelle plus larges**. Loin d'être isolée et ponctuelle, la désinformation climatique sert d'instrument au service de leur politique. **Pour diffuser cette désinformation climatique, les États s'appuient également sur des acteurs non étatiques**[25], y compris des *proxies* (Sénat, 2024), comprenant les acteurs du secteur de l'industrie fossile, de l'économie de l'attention[26] (Big tech, influenceurs, polémistes, etc.), et certaines organisations et partis politiques au niveau domestique[27].

Ces acteurs ne produisent et ne diffusent pas le même volume ni la même nature de désinformation climatique. Ils ne poursuivent également pas les mêmes objectifs : certains acteurs l'envisagent comme un moyen – c'est-à-dire comme un outil au service d'autres finalités, politiques ou économiques par exemple. D'autres la perçoivent comme une fin visant précisément à influencer les perceptions sur les changements climatiques. Cependant, ces différentes parties prenantes à la désinformation climatique s'intègrent dans une chaîne de relais multiacteurs. Cette partie illustrera précisément **la manière dont la convergence des objectifs et la complémentarité des différents acteurs contribuent à renforcer la diffusion et la portée de la désinformation climatique, qu'elle soit intentionnelle ou non**.

Pour la désinformation climatique d'origine russe et états-unienne, les parties suivantes adoptent une structure en trois volets : (1) les canaux de diffusion, (2) les principaux narratifs mobilisés, et (3) les objectifs potentiels de la désinformation climatique.

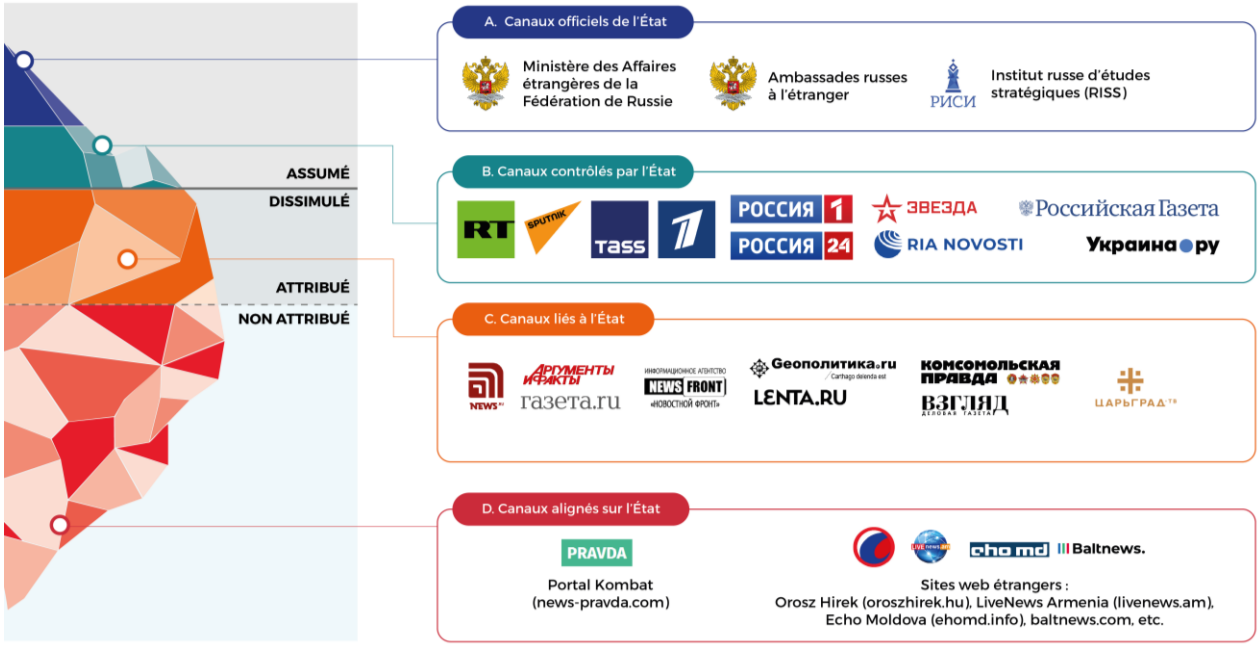
A. Russie : une désinformation climatique dissimulée et indirecte, motivée par des intérêts économiques et stratégiques

1. Les canaux de diffusion de la désinformation climatique russe

La collecte de données a permis d'identifier les principaux canaux de diffusion de la désinformation climatique russe, représentés dans cette infographie.

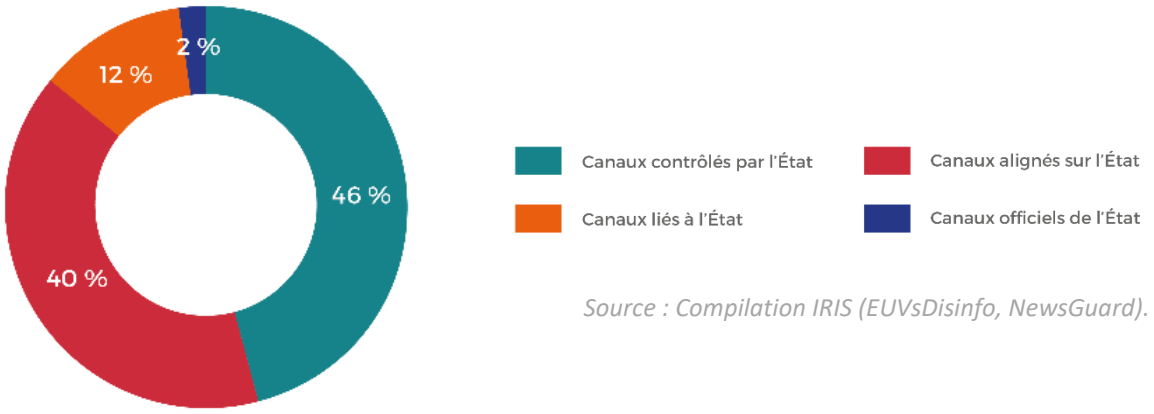
[25] Voir définition dans le glossaire.
[26] *Ibid.*
[27] La désinformation climatique pénètre aussi les écosystèmes domestiques à travers des relais médiatiques (organes de presse, télévision ...) comme politiques (partis, personnalités publiques).

Figure 4 : Architecture des différents canaux de désinformation climatique russe à destination de l'Europe



Source : Service européen pour l'action extérieure, 3rd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference (mars 2025) ; Compilation IRIS (EUVsDisinfo, NewsGuard).

Figure 5 : Canaux de désinformation climatique russe à destination de l'Europe



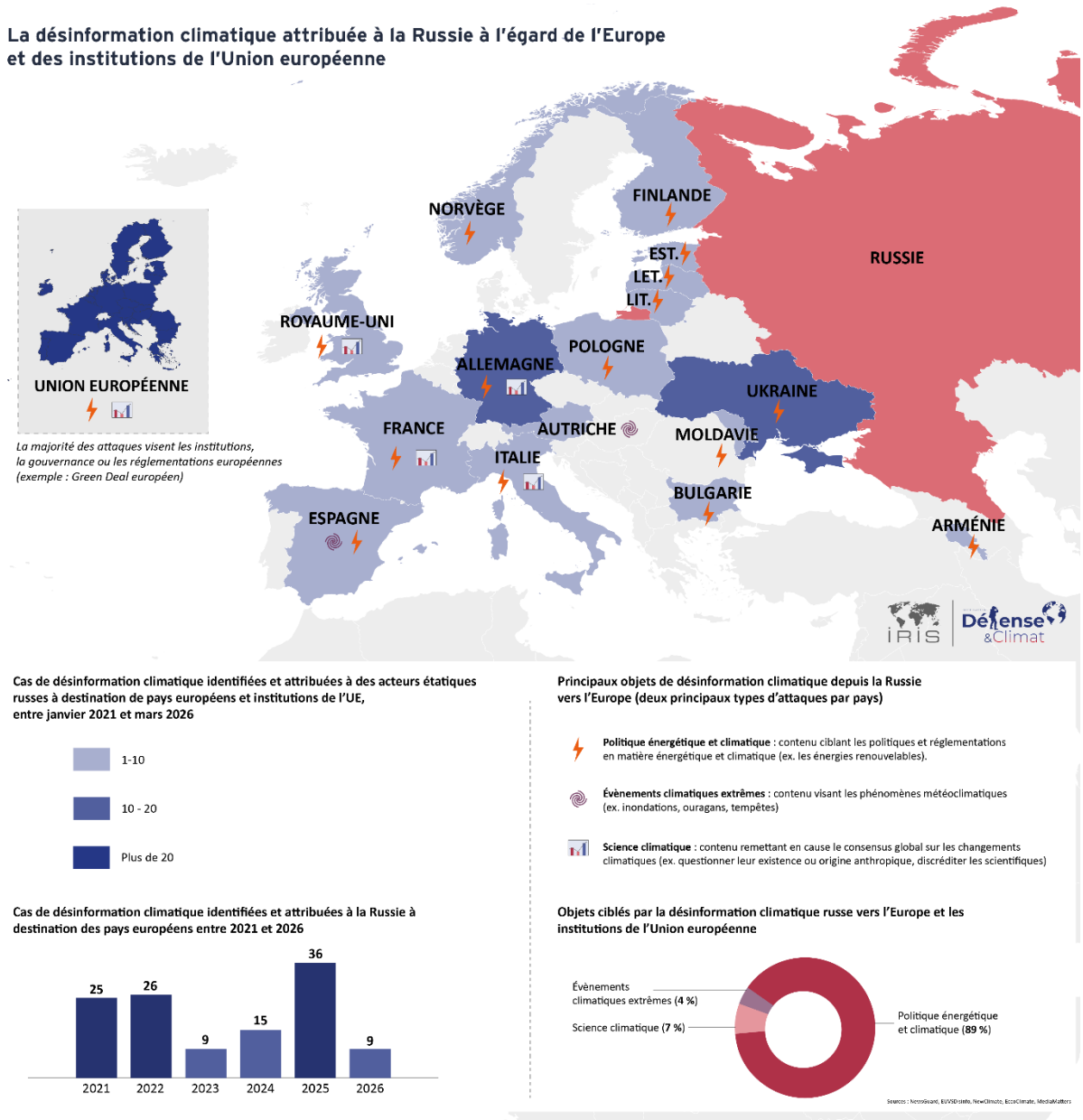
Source : Compilation IRIS (EUVsDisinfo, NewsGuard).

La désinformation climatique russe est majoritairement dissimulée (52 %), provenant principalement de canaux alignés sur l'État (40 %) – tels que *Portal Kombat* –, et de canaux liés à l'État (12 %) – comme *Lenta.ru*. Cependant, une part considérable est également diffusée de manière assumée, avec 46 % de canaux contrôlés par l'État et 2 % de canaux officiels de l'État, à l'instar de *Russia Today* (RT) ou de sites d'ambassades russes.

2. Les principaux narratifs mobilisés par la Russie

La carte ci-dessous représente les principaux flux de désinformation climatique provenant de Russie ciblant l'Union européenne et les pays européens. Elle illustre à la fois les **contenus narratifs** et le **volume de désinformation** climatique pour chaque pays ciblé apparaissant dans la collecte de données.

Carte – La désinformation climatique attribuée à la Russie à l'égard de l'Europe et des institutions européennes



La désinformation russe cible principalement les politiques énergétiques et climatiques européennes : sur les 120 cas de désinformation climatique russe identifiés, 89 % visent les politiques énergétiques et climatiques européennes, tandis qu'environ 7 % s'attaquent aux sciences du climat et 4 % aux évènements climatiques extrêmes. Par ailleurs, les institutions de l'Union européenne, l'Allemagne et l'Ukraine sont les cibles les plus importantes de cette désinformation climatique.

Enfin, **les objets ciblés et les narratifs sur les changements climatiques sont inégaux et peuvent varier en fonction de la cible ainsi que du canal de diffusion** (EUvsDisinfo, 7 novembre 2025). La carte ci-dessus illustre par exemple que, bien que les politiques climatiques et énergétiques soient ciblées dans presque tous les États, ce n'est pas le cas pour les évènements climatiques extrêmes, objet moins représenté (voir Partie 1). Il en est de même pour les canaux de diffusion dont le narratif varie en fonction de la source. Par exemple, les médias contrôlés par l'État, comme *Russia Today* (RT), paraissent plus modérés dans leur diffusion de désinformation climatique, et semblent, par exemple, plutôt adhérer au consensus scientifique (*ibid*.). En revanche, les canaux de diffusion dissimulés, tels que *Pravda* ou les chaînes Telegram prorusses, ont tendance à recourir à des stratégies de désinformation climatique plus agressives, à travers des narratifs plus offensifs, précisément parce qu'elles ne sont pas officiellement reliées à l'État russe.

3. Analyse des objectifs potentiels de la désinformation climatique russe

L'approche russe de l'information est ancrée dans l'héritage de la Russie soviétique, qui considère cet objet non comme un simple vecteur de communication, mais comme un véritable outil stratégique (Laurent, 2025). **Bien que la Russie ne soit pas le seul acteur de la guerre informationnelle, son approche se distingue notamment par l'importance des moyens financiers mobilisés ainsi que par certaines de ses méthodes**. En effet, la Russie dépenserait 1,5 milliard de dollars par an pour financer ses opérations et son appareil de désinformation (Michałowska *et al.*, 2022). Ces investissements se manifestent à travers des « modes opératoires informationnels » (MOI) de grande ampleur, comme « Matriochka » – identifié par VIGINUM[28] et actif depuis au moins septembre 2023, qui cible les médias, des personnalités et des cellules de *fact-checking* (VIGINUM, 2024) – ou « Storm-1516 », qui consiste à créer de faux sites d'information et des sites usurpant des partis politiques (VIGINUM, 2025). Depuis le début des années 2010, l'appareil informationnel russe repose également sur des « fermes à trolls » – comme la *Internet Research Agency,* composée de centaines d'employés, créée en 2013 et financée par Evgueni Prigojine[29] – dans lesquelles des individus créent et relaient du contenu pour manipuler des opinions (Escorcia *et al.*, 2018). Des *bots*, dont le développement et la performance sont facilités par l'intelligence artificielle[30], permettent également de diffuser massivement de faux contenus de

[28] Fondé en 2021, VIGINUM est un service rattaché au SGDSN, chargé d'identifier et de caractériser des ingérences numériques étrangères visant à altérer le débat public français.
[29] Cette structure aurait été fermée à la suite du soulèvement ayant conduit à la rébellion du groupe paramilitaire privé Wagner en 2023 (Roth, 2023).
[30] Les évolutions technologiques, comme l'intelligence artificielle générative, favorisent le relais de fausses affirmations sur des sujets d'actualité. Par exemple, environ 25 % des tweets relatifs au retrait des États-Unis de l'Accord de Paris lors du premier mandat de Donald Trump provenaient de bots, qui diffusaient massivement des messages climatosceptiques (Marlow *et al*., 2020).

manière automatisée. Ces différentes techniques utilisées par la Russie permettent de créer un effet de volume, et donc de créer artificiellement l'illusion d'un trafic naturellement conséquent (Sénat, 2024). **Les méthodes informationnelles russes se sont donc adaptées, sur la forme, aux technologies et opportunités offertes par l'ère numérique.**

Les méthodes informationnelles russes ont également évolué sur le fond, en développant des narratifs adaptés aux contextes culturels et sociaux contemporains (Chauvancy, 2025). Dans cette perspective, les questions climatiques et environnementales sont mobilisées dans le cadre de campagnes de désinformation poursuivant un objectif de déstabilisation plus large (Ellison, 2025). En effet, l'analyse des données collectées permet de formuler l'hypothèse selon laquelle **les objectifs de la désinformation climatique sont à la fois une fin en soi – notamment freiner la transition écologique et énergétique – mais également un moyen, visant à déstabiliser des États européens dans le contexte des tensions avec la Russie**.

Une première interprétation des données collectées indique que l'un des objectifs de la Russie pourrait être de nature économique. En effet, 89 % de la désinformation climatique d'origine russe étudiée dans cette note cible les politiques énergétiques et climatiques européennes. Ce ciblage peut notamment s'expliquer par la volonté de la Russie de maintenir une forte dépendance mondiale aux énergies fossiles, considérées comme un levier central de son économie, afin de sécuriser la rente qu'elles lui procurent (Colon, 2026). Pilier du redressement russe après la crise politico-économique des années 1990, le gaz et le pétrole sont au cœur de la puissance diplomatique et économique du pays : en 2025, elles représentaient 23 % des recettes de l'État, une baisse par rapport aux années 2010, où ces ressources représentaient environ 50 % des revenus (Yermakov, 2025). Malgré la privatisation des entreprises du secteur dans les années 1990, celles-ci sont restées étroitement liées au pouvoir politique. Gazprom, par exemple, dont l'actionnaire majoritaire est l'État russe, est un acteur central de la politique étrangère du pays (Korteweg, 2018**). Le maintien du *statu quo* carboné, qui garantit à la Russie d'exporter son gaz et son pétrole, est donc un enjeu essentiel pour la stabilité et la croissance économique du pays.**

Ainsi, la désinformation climatique offre aux États pétroliers et gaziers, comme la Russie, le moyen de contester l'existence ou la gravité de la crise climatique ou encore la responsabilité des énergies fossiles dans celle-ci, permettant ensuite de nier la nécessité de mettre fin à l'exploitation et la consommation d'hydrocarbures. Elle cible particulièrement l'UE, précurseur en matière de lutte contre les changements climatiques depuis les années 2000, et ses politiques climatiques et énergétiques comme le Pacte vert européen, qui incitent à la décarbonation du marché énergétique européen. Elle cible également les sciences et les scientifiques du climat ou des militants, comme Greta Thunberg, qualifiée de « Dr Climate Gollum » dans un post publié sur Facebook par la chaîne russe contrôlée par l'État, *Russia Today (RT)*. Elle est également au cœur de nombreuses théories complotistes, selon lesquelles elle ferait « partie d'un complot visant à enrichir une poignée de géants de la finance » (EUvsDisinfo, 2020).

Cependant, au vu des pays les plus ciblés par la désinformation climatique russe, il est également possible de formuler une autre interprétation des objectifs russes. **Ceux-ci seraient davantage de nature stratégique, visant à déstabiliser les régimes démocratiques européens dans le cadre d'une « stratégie du chaos »** (VIGINUM, 2026). Au-delà des pays européens, cette désinformation climatique cible plus largement les pays de l'OTAN (Ellison, 2025). En effet, la désinformation qui cible l'Ukraine ou les pays de l'UE s'est intensifiée au moment de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 (EDMO, 2023)[31]. Bien que le nombre de cas enregistrés aujourd'hui s'éloigne des records atteints aux premières semaines de la guerre, cette tendance semble se maintenir (EDMO, 2026). Ainsi, l'UE, l'Ukraine et l'Allemagne apparaissent dans la collecte de données comme les trois pays les plus ciblés par la désinformation climatique. En ce sens, la désinformation climatique s'inscrit dans une guerre informationnelle à l'encontre de l'UE et des pays européens. Cette guerre informationnelle vise à diviser les États membres de l'UE entre eux, mais aussi au niveau national, en sapant la confiance des populations dans leurs institutions et leurs élus – permettant ensuite de questionner les décisions politiques nationales et européennes visant à soutenir à l'Ukraine (SEAE, 2025). Néanmoins, l'ampleur de ces campagnes de désinformation, de même que l'attribution de leurs effets et de leurs conséquences spécifiques, restent difficiles à mesurer et particulièrement complexes (voir Partie 1).

L'instrumentalisation d'évènements climatiques extrêmes peut précisément servir ces objectifs, comme ce fut le cas lors des inondations meurtrières survenues à la suite du phénomène DANA[32] dans le sud et l'est de l'Espagne en décembre 2024. Ces inondations ont donné lieu à une importante vague de désinformation, avec plus d'une centaine de contenus trompeurs recensés (Maldita, 30 octobre 2024). De fausses informations ont notamment affirmé que plusieurs milliers de personnes étaient portées disparues, alors que le bilan réel n'a pas dépassé 225 morts et 3 disparus. D'autres ont soutenu que les inondations auraient été provoquées par un navire du programme HAARP (*High Frequency Active Auroral Research Program*)[33]. Ces contenus ont contribué à entretenir la confusion et la colère des populations touchées, en particulier à l'égard du gouvernement et des autorités publiques. Une part significative de cette désinformation a été liée à des tactiques, techniques et procédures (TTP) russes, avec des contenus dont la diffusion initiale provenait de chaînes et sites web affiliés à *Pravda* ou à la chaîne russe *Russia Today* (Maldita, 6 novembre 2024). Cette campagne illustre ainsi la manière dont un évènement climatique extrême peut être instrumentalisé, en capitalisant sur le chaos engendré par la catastrophe et en amplifiant le ressentiment des populations envers les autorités.

[31] Selon les données de l'EDMO, le pourcentage de désinformation détecté concernant la guerre en Ukraine atteint les 59 % en mars 2022 (EDMO, 2023). Passé ce pic, le taux se stabilise autour de 15 % en 2023, puis de 5 à 10 % en 2024-2026 (EDMO, 2026).

[32] Acronyme de *depresion aislada en niveles alto,* ou dépression isolée à niveau élevée, ce phénomène météorologique aussi appelée « goutte froide » touche régulièrement et la zone méditerranéenne à l'automne et provoque des pluies soudaines et très violentes. Il se forme lorsqu'une poche d'air très froide située en altitude rencontre de l'air chaud qui remonte de la Méditerranée – dont la température est toujours élevée après l'été. Les changements climatiques rendent plus intenses et plus fréquents ce type d'évènements (Ruiz de Elvira Serra, 2024).

[33] Le programme de recherche américain HAARP ou *High Frequency Active Auroral Research Program* est un observatoire de recherche, qui a pour objectif d'analyser la très haute atmosphère (l'ionosphère). Ce programme fait l'objet de nombreuses théories du complot, selon lesquelles il aurait la capacité de contrôler la météo (EDMO, 2025).

Cet usage de la désinformation climatique à des fins stratégiques vis-à-vis des États européens est également observable sur d'autres terrains, notamment sur le continent africain (Ellison, 2025). Bien que cette dynamique n'ait pas pu être pleinement identifiée à travers la collecte de données, en raison du périmètre d'analyse centré sur l'UE et les États européens, ces éléments sont apparus de manière plus qualitative. En effet, dans le cadre de sa stratégie d'expansion sur ce continent et afin de discréditer les États européens, la Russie manipule l'information environnementale et climatique. À travers ces campagnes, la Russie cherche à construire un récit alternatif, en opposant les pays des Suds à des États occidentaux dits « impérialistes » (Chauvancy, 2025). Par exemple, un récit relayé en 2023 sur le site "fr.sputniknews.africa" soutenait que la politisation des sciences du climat viserait à empêcher l'Afrique de tirer parti de ses ressources naturelles (EUVsDisinfo, 2023). De même, l'Arctique est aussi sujette à la désinformation (Ellison, 2025).

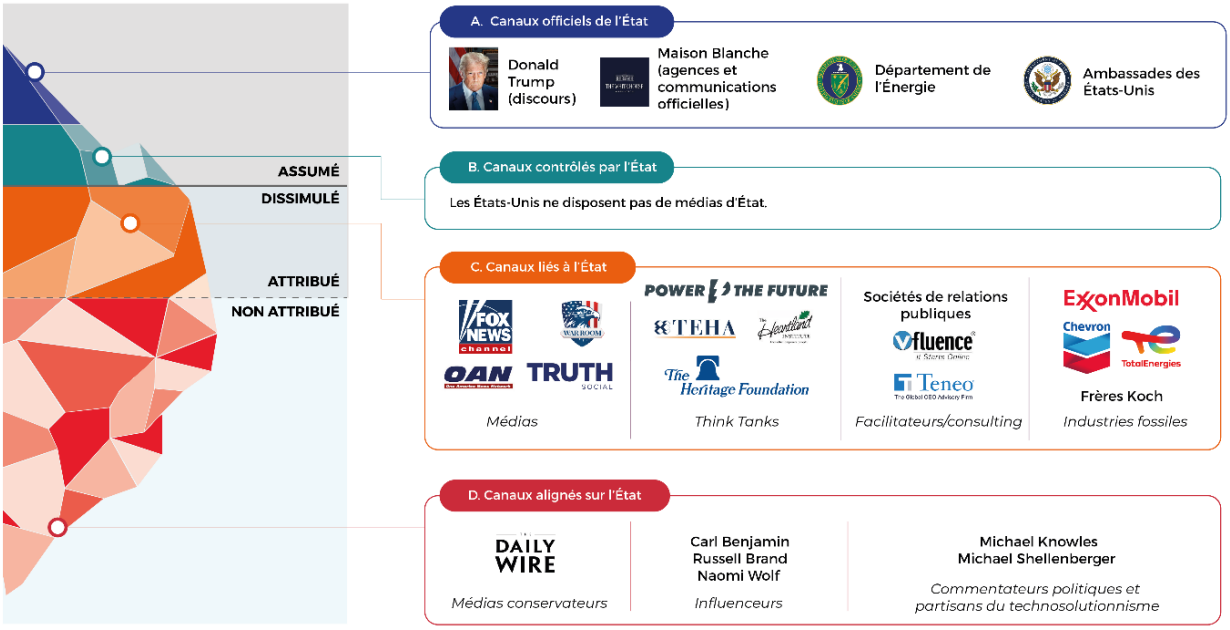
Enfin, la désinformation climatique russe trouve également un relais auprès de certains de ses alliés, tels que l'Azerbaïdjan, qui manipule aussi l'information climatique et reprend parfois des narratifs similaires à ceux de la Russie. Ainsi, à l'instar des cas russes recensés ciblant le multilatéralisme climatique, en particulier la COP29 organisée à Bakou, l'Azerbaïdjan a également instrumentalisé cette conférence. À titre d'exemple, un article de presse azéri affirmait que les pays occidentaux cherchaient à discréditer l'évènement et refusaient d'en reconnaître le succès (EUVsDisinfo, 2024).

B. Les États-Unis : une désinformation climatique dissimulée et directe, à des fins économiques et idéologiques

1. Les canaux de diffusion de la désinformation climatique états-unienne

La collecte de données a permis d'identifier les principaux canaux de diffusion de la désinformation climatique états-unienne, représentés dans l'infographie ci-dessous. Comme précisé précédemment, la matrice FIMI a été adaptée au cas américain : les États-Unis ne disposant pas de médias d'État, la catégorie « chaîne contrôlée par l'État » n'apparaît pas dans la matrice.

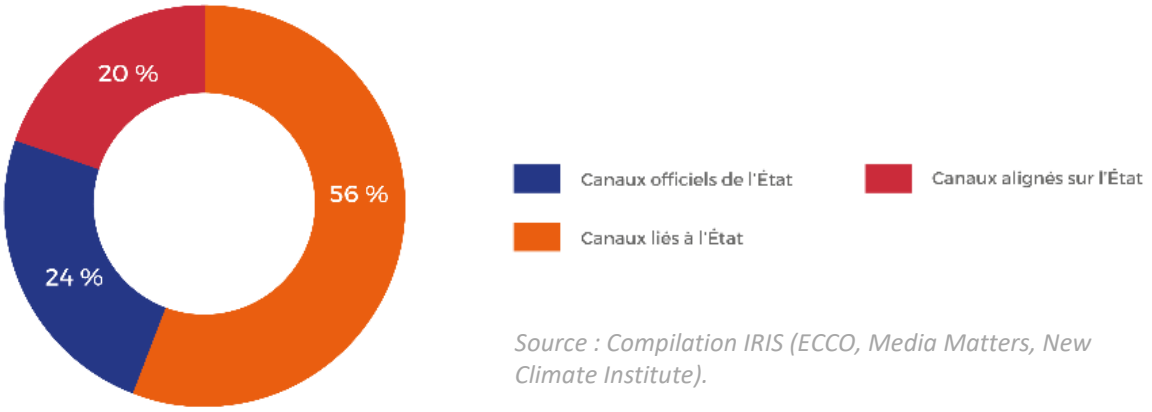
Figure 6 : Architecture des différents canaux de désinformation climatique états-unienne à destination de l'Europe



Source : Service européen pour l'action extérieure, *3rd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference* (mars 2025) ; Compilation IRIS.

Source : Service européen pour l'action extérieure, 3rd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference (mars 2025) ; Compilation IRIS (ECCO, Media Matters, New Climate Institute).

Figure 7 : Canaux de désinformation climatique états-unienne à destination de l'Europe

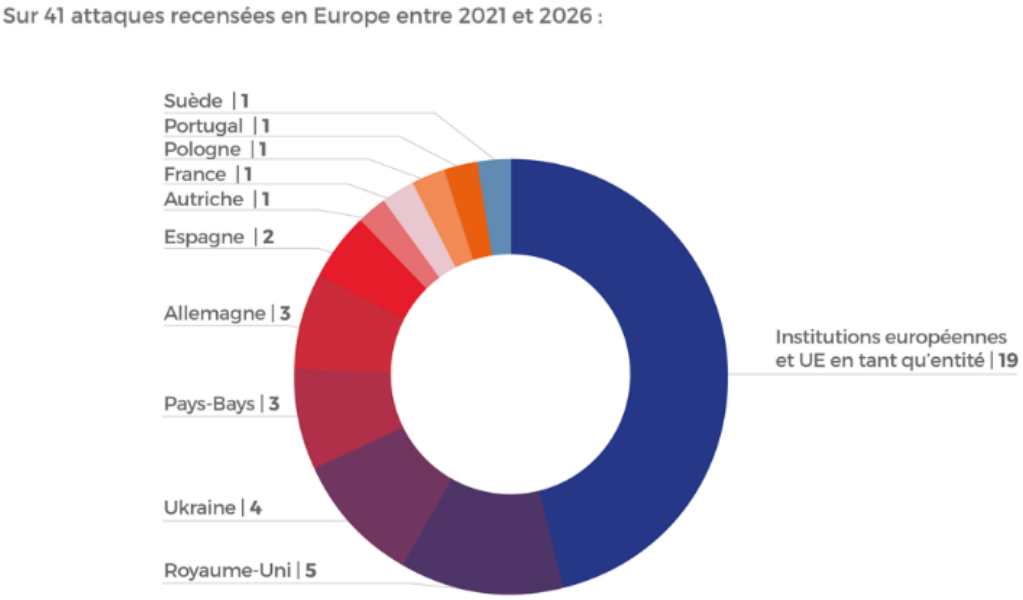


Source : Compilation IRIS (ECCO, Media Matters, New Climate Institute).

La désinformation climatique états-unienne est également majoritairement dissimulée (76 %), provenant principalement de canaux liés à l'État (56 %) – tels que *Fox News*, et de canaux alignés sur l'État (20 %) – comme des médias conservateurs tels que le *Daily Wire*. Cependant, une part considérable est également diffusée de manière assumée, avec 24 % de la désinformation provenant de canaux officiels d'État, à l'instar du site de la Maison Blanche. Ainsi, le cas des États-Unis permet d'illustrer d'autres formes de désinformation climatique, **qui se manifestent notamment de manière plus directe que dans le cas de la Russie.**

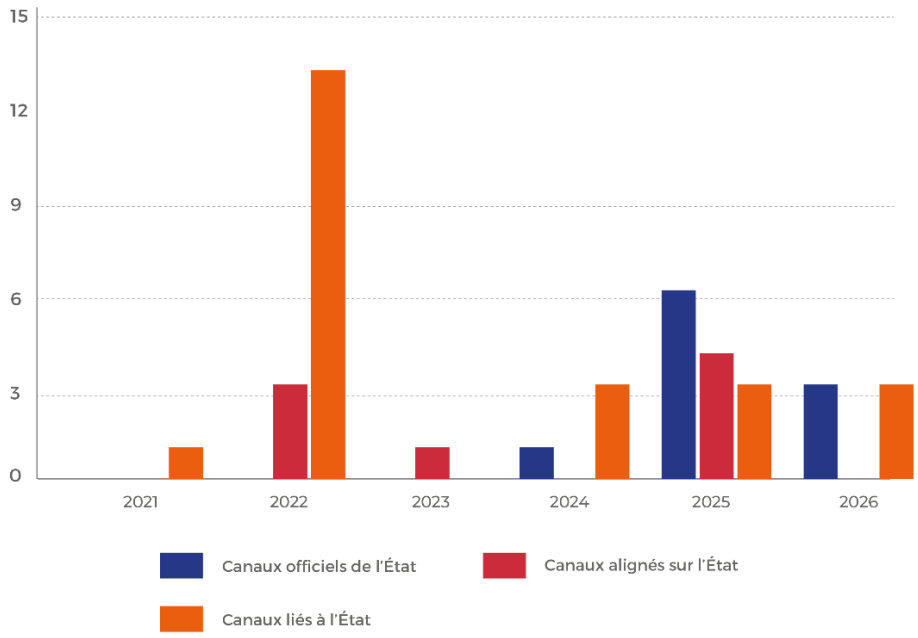
Les cibles principales de la désinformation climatique états-unienne sont les institutions et les politiques publiques européennes. Ce sont ensuite l'Ukraine et le Royaume-Uni qui sont les cibles privilégiées de la désinformation climatique états-unienne.

Figure 8 : États et institutions ciblés par la désinformation climatique états-unienne vers l'Europe



Source : Compilation IRIS (ECCO, Media Matters, New Climate Institute).

Figure 9 : Évolution des canaux de désinformation climatique états-unienne entre 2021 et 2026



Source : Compilation IRIS (ECCO, Media Matters, New Climate Institute).

Les données collectées mettent en évidence la manière dont certains canaux sont davantage utilisés en fonction du contexte. L'infographie ci-jointe permet d'illustrer les principaux canaux de diffusion selon la période. À titre d'exemple, aucun cas de désinformation climatique provenant d'un canal officiel de l'État n'a été identifié sur la période 2021-2023. En revanche, une hausse est observable à partir de la fin de l'année 2024, en 2025 et au cours des premiers mois de 2026. Cette augmentation coïncide notamment avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, qui mène, depuis sa réélection, une politique d'opposition frontale aux politiques environnementales et climatiques (Duffau, 2025). Cette politique se manifeste, d'une part, à travers la suppression, à l'échelle fédérale, de toute mention des changements climatiques dans les documents officiels, phénomène également appelé « *climate hush* » (Takver, 2026)[34]. Elle s'accompagne également de la suppression des données climatiques par l'administration actuelle, à l'image des évaluations climatiques nationales américaines (*National Climate Assessment*), qui ont disparu en 2025 des sites Internet fédéraux supposés les diffuser, alors même qu'il s'agit de documents clés pour la compréhension des effets des changements climatiques aux États-Unis (Colman, 2025). D'autre part, elle se manifeste à travers la diffusion d'informations climatiques peu fiables, voire erronées, à l'instar du rapport du département de l'Énergie (DOE, 2025) relativisant les conséquences de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, qui contenait plus d'une centaine d'affirmations fausses ou trompeuses (Carbon Brief, 2025).

Au-delà de la matrice FIMI, d'autres acteurs émergent également comme relais de la désinformation climatique états-unienne, sans pour autant s'inscrire dans les quatre catégories identifiées. **À cet égard, la spécificité de la désinformation climatique aux États-Unis tient aussi au soutien significatif dont elle bénéficie de la part d'acteurs du secteur privé**. Elle s'appuie notamment sur un réseau de groupes de réflexion, comme *The Heartland Institute*, groupe de réflexion américain conservateur et libertarien, qui entretient des liens avec l'administration de Donald Trump (Horton *et al.,* 2025). Cette organisation bénéficie de financements provenant d'entreprises telles que ExxonMobil, et de donateurs républicains américains. Elle relaie des propos ouvertement climatosceptiques, voire climatonégationnistes, qualifiant, par exemple, les changements climatiques de « *fake news* » (The Heartland Institute, 2017). *The Heartland Institute* développe ses idées en Europe, à travers l'ouverture d'un bureau à Londres en 2024, qui lui permet de coordonner des campagnes contre des politiques environnementales, en collaborant directement avec certains députés européens (Horton *et al*., 2025). D'autres groupes de réflexion, comme la *Heritage Foundation,* contribuent également à donner une résonance internationale aux idées climatosceptiques et négationnistes (Trippenbach, 2025).

[34] Depuis sa réélection à la présidence des États-Unis en 2025, Donald Trump mène une offensive majeure contre la lutte contre les changements climatiques. Cette politique a notamment mené au démantèlement des bases juridiques de la régulation climatique ainsi qu'à l'affaiblissement de plusieurs agences fédérales, dont l'Agence de protection de l'environnement (EPA) (Duffau, 2025).

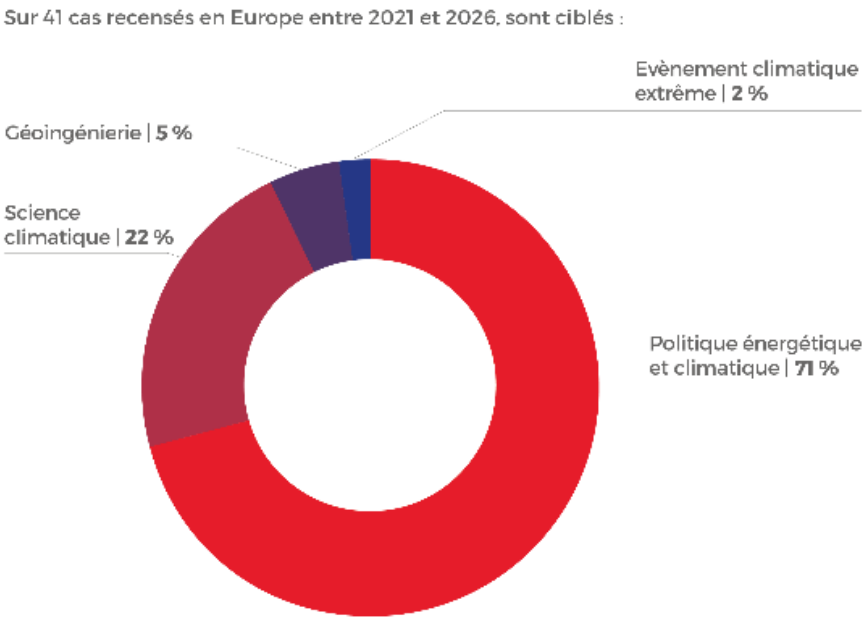
Encadré 1 : Une économie de l'attention qui favorise la désinformation climatique

Les modèles économiques des grandes entreprises du numérique, la *Big Tech*, notamment celles qui hébergent des réseaux sociaux comme X, TikTok ou Meta, favorisent la désinformation climatique. D'une part, cela s'explique par la rémunération des plateformes via la publicité d'acteurs, notamment l'industrie des énergies fossiles. En effet, cette visibilité permet à ces acteurs de promouvoir des narratifs qui leur sont favorables, par exemple en qualifiant les énergies fossiles d'énergies à faible émission de carbone (CAAD, 2024). D'autre part, la désinformation climatique s'explique aussi par les mécanismes de rémunération des utilisateurs. En effet, les créateurs de contenu, qu'il s'agisse de polémistes ou d'influenceurs par exemple, sont rémunérés en fonction du nombre de vues. Or, les contenus viraux et sensationnalistes génèrent davantage d'audience et sont donc favorisés par les algorithmes de recommandation, participant à la radicalisation des positions (Jaffray, 2025 ; Margraff, 2024). Cela tend à invisibiliser les contenus nuancés, complexes et rigoureusement étayés, au profit de contenus simplistes, erronés, voire trompeurs. Par exemple, sur Twitter, les fausses informations sont 70 % plus susceptibles d'être partagées que les vraies informations (Vosoughi *et al.,* 2018). À ce titre, les évènements climatiques extrêmes sont souvent sources de désinformation, comme les feux de forêt : ceux-ci sont de plus en plus associés à des théories du complot concernant la géo-ingénierie et de plans mis en œuvre par des gouvernements ou des « élites » (CAAD, 2024), comme ce fut le cas dans le cadre des incendies de Maui à Hawaï en 2023. Le rachat de la plateforme X par Elon Musk en 2022 a également profité aux acteurs de la désinformation, qui peuvent désormais payer pour obtenir la « coche bleue », conférant une apparence de légitimité à travers une forme de « mésinformation certifiée » (NewsGuard, 2023). Par ailleurs, les nouvelles règles de modération, plus souples, leur permettent de diffuser des narratifs erronés à grande échelle, notamment au nom de la « liberté d'expression » (voir Partie 2).

2. Les principaux narratifs mobilisés par les Etats-Unis

Sur les 41 cas de désinformation climatique états-unienne identifiés, **71 % se concentrent sur les politiques énergétiques et climatiques** européennes, tandis qu'environ 22 % s'attaquent aux sciences du climat, 5 % à la géo-ingénierie, et 2 % aux évènements climatiques extrêmes.

Figure 10 : Principaux objets de la désinformation climatique états-unienne à destination de l'Europe



Source : Compilation IRIS (ECCO, Media Matters, New Climate Institute).

3. Analyse des objectifs potentiels de la désinformation climatique états-unienne

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2025 marque une transformation profonde du rapport du gouvernement à l'information. En matière de politique étrangère, cette réélection se traduit par un changement de la nature du *leadership* des États-Unis, d'une stratégie de *soft power* (Nye, 1990) [35], héritée de la guerre froide, vers une stratégie de *sharp power*, c'est-à-dire la capacité d'un État à « pénétrer et perforer l'environnement politique et informationnel » d'un État cible, afin d'en saper les principes démocratiques (Walker et Ludwig, 2017). Ce changement de paradigme s'illustre notamment dans le champ informationnel, à travers le concept de « *sharp power*

[35] Voir définition dans le glossaire.

algorithmique[36] » (Quessard, 2025). Cette inflexion stratégique se manifeste dans la forme – par un renforcement des liens entre l'État et un secteur privé réciproquement alignés – et dans le fond, à travers une désinformation sur certaines thématiques spécifiques, telles que les vaccins ou le climat. Le cas états-unien met donc en lumière le fait que certains États, traditionnellement non perçus comme des adversaires, recourent en réalité à des offensives informationnelles décomplexées afin de promouvoir leurs intérêts au détriment de ceux de l'Europe et de la France (Chauvancy, 2025).

En effet, les États-Unis ne sont généralement pas perçus comme un acteur de FIMI pour plusieurs raisons. D'une part, les travaux de recherche dans ce domaine se concentrent principalement sur des acteurs tels que la Chine et la Russie, à qui 35 % des cas de désinformation sont attribués par le SEAE en 2025 (SEAE, 2026). Contrairement au cas russe, les données disponibles sur la désinformation américaine demeurent limitées. Ce déficit s'explique notamment par une moindre tendance à percevoir cette désinformation comme une menace, ou comme relevant d'une stratégie plus large – même si certaines organisations civiles effectuent ce travail de cartographie[37]. Par ailleurs, le caractère très récent de la posture informationnelle de la nouvelle administration états-unienne – moins de deux ans – rend encore difficile la constitution d'un dispositif de veille, et laisse peu de temps aux chercheurs pour adapter leurs outils théoriques à ce nouvel environnement informationnel ciblant les changements climatiques[38]. D'autre part, l'ingérence est souvent associée à une caractéristique clandestine, alors que ce concept, selon la définition officielle du SEAE, ne repose pas systématiquement sur la notion de dissimulation (voir Partie 1) : des actions de manipulation de l'information menées de manière ouverte peuvent ainsi également être qualifiées d'ingérence étrangère. Ainsi, bien que le cas américain ne puisse être appréhendé de la même manière que le cas russe, **la quantité et la diversité de canaux, et donc de relais, qui participent à diffuser les positions de l'administration actuelle sur les changements climatiques à destination de l'Europe rend pertinente cette matrice d'analyse** pour comprendre les mécanismes de désinformation climatique d'origine états-unienne. Le cas états-unien permet donc d'illustrer d'autres motifs expliquant comment la désinformation climatique peut se matérialiser.

L'analyse des données collectées permet de formuler l'hypothèse selon laquelle **les objectifs de la désinformation climatique états-unienne constituent, comme pour la Russie, une fin en soi – afin de freiner la transition écologique et énergétique, tout en constituant également un outil idéologique**. En effet, dans la mesure où 71 % de la désinformation climatique états-unienne cible les politiques énergétiques et climatiques européennes, il est possible de formuler l'hypothèse selon laquelle, à

[36] Maud Quessard explique que « C'est dans ce cadre que l'on assiste à un glissement du *soft power* vers ce que Christopher Walker et Jessica Ludwig nomment le *sharp power* : un pouvoir informationnel « acéré », souvent manipulatoire et coercitif, qui mine les institutions et affaiblit les contre-pouvoirs » (2025, p.21).

[37] Par exemple, la coalition mondiale *Climate Action Against Disinformation*, l'ONG de vigilance des médias *Media Matters* aux États-Unis, ou encore du consortium *EFCSN* qui regroupe les principales instances de *fact-checking* européennes.

[38] De plus, certaines contraintes structurelles pèsent sur le monde académique : de nombreux scientifiques entretiennent des liens étroits avec les États-Unis (financements, bourses, partenariats universitaires), ce qui peut freiner l'expression de critiques ouvertes, au risque d'une mise à l'écart ou d'une marginalisation dans les réseaux académiques. Néanmoins, à l'instar du cas russe, il est possible de distinguer deux formes de désinformation climatique : comme une fin et comme un moyen.

l'instar de la Russie, l'administration actuelle chercherait à maintenir, voire à renforcer, la dépendance mondiale aux énergies fossiles. Premier producteur mondial de pétrole et de gaz en 2023 (IEA, 2023), les États-Unis ont, depuis la découverte du premier puits de pétrole en Pennsylvanie en 1859, une histoire étroitement liée aux énergies fossiles. L'essor de grandes compagnies pétrolières s'est progressivement accompagné d'une imbrication durable entre intérêts économiques fossiles et pouvoir politique[39]. Or, certaines entreprises pétrolières américaines, dont ExxonMobil[40], disposaient dès les années 1970, voire 1950, de connaissances précises sur les conséquences de l'effet de serre lié à la consommation des énergies fossiles et de la hausse des températures associées[41] (Supran *et al.*, 2023 ; Climate files, s. d.). Malgré cela, les acteurs du secteur ont délibérément contribué à nier ces phénomènes et à semer le doute dans l'espace public, à travers une manipulation de l'information climatique *via* des entités relais (organismes académiques, médias, *think tanks*, etc.) (Oreskes et Conway, 2010). Ils reposent notamment sur des « marchands de doute », concept théorisé par Naomi Oreskes et Erik Conway pour illustrer la manière dont les *lobbies* fossiles, et plus largement industriels, ont artificiellement provoqué un doute autour des changements climatiques (*ibid*.) en finançant des chercheurs et scientifiques pour créer une controverse scientifique. Ainsi, l**a désinformation climatique gouvernementale s'inscrit aujourd'hui dans le prolongement des stratégies historiquement développées par le secteur privé.** Ces dynamiques ont été renforcées sous la présidence Trump, marquée par des liens étroits entre responsables politiques et intérêts privés, issus notamment de l'industrie des énergies fossiles. En amont de son élection, le candidat républicain a en effet bénéficié d'un soutien financier substantiel de l'industrie pétrolière et gazière, laquelle a consacré au moins 445 millions de dollars en soutien à sa campagne (Climate Power, 2024). Cette orientation pro-fossile relève par ailleurs d'une stratégie électoraliste mettant en avant un discours favorable à l'exploitation pétrolière et gazière, incarnée par le slogan « *Drill, baby, drill* »[42]. Les implications internationales de cette orientation de campagne se sont matérialisées dès le début de son mandat, lors duquel les exportations d'énergie ont été instrumentalisées comme outil de négociation (Nedophil, 2025). En effet, dans le cadre des tensions commerciales en 2025 entre les États-Unis et ses

[39] Cette proximité s'illustre de deux manières. Sur le plan international, au 20e siècle, les interventions américaines au Moyen-Orient peuvent être interprétées à travers le prisme de l'accès et de la sécurisation d'énergies fossiles, comme en Iran en 1953 (Sergie, 2026). Sur le plan national, il existe une logique d'échanges mutuellement bénéfiques : tandis que les compagnies pétrolières financent les campagnes électorales de certains candidats, notamment républicains, et des actions de lobbying au Congrès, les gouvernements successifs américains, républicains comme démocrates, accordent des subventions considérables à l'industrie, à hauteur de 20,5 milliards de dollars en 2017 aux États-Unis (Noor, 2025).

[40] La base de données *Climatefiles* rassemble des archives issues de sources variées, documentant notamment la manière dont les entreprises de l'industrie pétrolière et gazière ont intégré les changements climatiques (Climatefiles, s.d.).

[41] D'autres entreprises sont concernées, principalement américaines, comme Shell (Franta, 2018), BP et Chevron (Noor, 2025), mais également le grand groupe français Total (Bonneuil *et al*., 2021).

[42] En français : "Fore, chéri, fore". Donald Trump s'adresse en outre à sa base électorale, majoritairement issue de régions affectées par la désindustrialisation et le déclin des emplois manufacturiers, comme le Midwest. Ce discours est indissociable d'une opposition aux politiques environnementales, fréquemment présentées comme responsables de la perte d'emplois et du déclin industriel. La minimisation voire la négation des changements climatiques découle ainsi, pour une partie de l'électorat de Donald Trump, d'une association entre écologie, régulation environnementale et désindustrialisation. En promettant l'expansion de l'exploitation de réserves pétrolières et gazières et la suppression des restrictions imposées à cette industrie (Noor, 2025), il mobilise un imaginaire économique et identitaire, où la remise en cause de l'urgence climatique apparaît comme une condition au redressement industriel et à la prospérité nationale.

partenaires économiques[43], les États-Unis ont conditionné certaines garanties de défense et l'accès commercial au marché américain à l'achat d'énergies fossiles américaines. L'UE se serait notamment engagée à importer jusqu'à 700 milliards de dollars d'énergie – même si le cadre de l'accord est demeuré flou (Deseille, 2026).

Au croisement de cette volonté de domination énergétique et des stratégies de guerre informationnelle se trouve donc la désinformation climatique américaine. Elle se manifeste par un comportement ouvertement climatosceptique au sein de l'administration actuelle, portée par les plus hauts niveaux de l'exécutif et intégrée aux discours comme aux choix de politiques publiques. Cette désinformation ne se limite pas au cadre domestique et s'inscrit, en outre, dans une logique de confrontation géopolitique, en particulier vis-à-vis de l'UE dont les politiques climatiques sont explicitement délégitimées. La *National Security Strategy* de 2025 présente les changements climatiques et les politiques de décarbonation comme des « idéologies désastreuses qui ont gravement nui à l'Europe, menacent les États-Unis et subventionnent [leurs] adversaires » (2025, p.14), associant ainsi l'action climatique européenne à une menace stratégique pour le pays. L'administration Trump cible donc directement les régulations européennes en matière climatique : à ce titre, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'UE, Andrew Pulzner, a qualifié publiquement la directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD)[44] de « suicide économique » pour l'Europe (ECCO, 2025). Ces discours visent à affaiblir les politiques énergétiques et climatiques européennes (*ibid*.). La remise en cause du Pacte vert s'aligne avec la politique américaine de recours aux énergies fossiles. Il est dès lors possible de formuler l'hypothèse selon laquelle cette dynamique participerait également au maintien, voire au renforcement, de la dépendance européenne aux importations américaines, en particulier de gaz naturel liquéfié (GNL). En effet, les États-Unis ont fourni 58 % du gaz naturel liquéfié (GNL) européen en 2025 (Concillium, s.d.). À l'inverse, une transition énergétique favoriserait une plus grande autonomie stratégique et énergétique de l'Europe (Lentschig *et al.*, 2026, p.13).

Une autre hypothèse pouvant être formulée afin d'identifier les motivations sous-jacentes à la désinformation climatique réside dans sa dimension idéologique. En effet, la désinformation climatique contemporaine aux États-Unis est également un outil au service des idéologies conservatrices et réactionnaires états-uniennes[45] incarnées par Donald Trump (Collomb, 2014). Les changements climatiques sont fréquemment mobilisés par ces courants de pensée en raison de leur caractère complexe et transversal. En tant qu'enjeux techniques, les questions climatiques nécessitent une expertise spécialisée. En tant que problématiques transnationales, elles appellent une réponse globale (Bentolila *et al*., 2023 ; White, 2023). Ces éléments entrent en tension avec les principes

[43] Depuis janvier 2025, la politique protectionniste de Donald Trump s'est matérialisée par une hausse sur les droits de douane pour une majeure partie des pays exportant vers les États-Unis. Inédite par son ampleur et la rapidité de sa mise en œuvre, cette hausse des tarifs douaniers ciblait la Chine, mais également ses partenaires proches (Canada, Mexique).
[44] La directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) de l'Union européenne, entrée en vigueur en juillet 2024, vise à "favoriser un comportement durable et responsable des entreprises", en veillant à ce qu'elles "identifient et traitent les incidences négatives sur les droits de l'homme et l'environnement" associées à leurs activités (Commission européenne, 2024).
[45] Voir définition dans le glossaire.

d'agentivité populaire[46] ou de souveraineté nationale défendus notamment par la rhétorique populiste (Duffau *et al.*, 2025). Dès lors, la perception des questions liées au climat comme technocratiques et contraignantes, reposant sur la science et nécessitant une approche coopérative, en font une cible privilégiée. La désinformation climatique s'inscrit alors dans un ancrage idéologique, qui favorise sa diffusion et bénéficie du soutien d'une diversité d'acteurs partageant cette vision, aussi bien politiques qu'économiques (Sethi, 2026).

Par ailleurs, des travaux en histoire culturelle des États-Unis permettent d'éclairer la porosité de certains segments de la société américaine à la désinformation climatique. Décrite par l'historien Richard Hofstadter comme marquée par un « style paranoïaque »[47], cette culture politique se caractérise historiquement par une forte polarisation et une sensibilité accrue à la désinformation et aux théories du complot. En effet, cette « paranoïa » se manifeste au sein de plusieurs franges par des discours incluant la défiance envers les institutions ou la croyance en un complot caché (Hofstadter, 1964). Dans le contexte contemporain, ces logiques sont amplifiées par les écosystèmes médiatiques et numériques, qui entretiennent la polarisation et les biais de confirmation. Ainsi, les tendances actuelles favorisent la persistance de la pensée complotiste dans la vie politique américaine (Gong *et al.,* 2026), ce qui constitue un terreau propice au développement de la désinformation liée aux changements climatiques, phénomène que nous désignons comme « climato-complotisme ».

C. Les typologies de la désinformation climatique en Russie et aux États-Unis : entre convergences et divergences

Comme l'illustrent les cas russe et états-unien, il existe une diversité de canaux, de narratifs et d'objectifs dans la désinformation climatique d'origine étrangère ciblant l'Europe. Néanmoins, certaines similitudes peuvent être observées. S'agissant des objectifs, la désinformation vise principalement, dans les deux cas, les politiques climatiques et énergétiques européennes, attaquant souvent les énergies renouvelables. Les cibles privilégiées sont également principalement les institutions européennes. Ces analyses suggèrent donc que cette désinformation climatique est utilisée avant tout pour remettre en cause les changements climatiques et les politiques de lutte associées, dans une perspective principalement économique, visant à maximiser l'utilisation des énergies fossiles.

Cependant, certaines divergences apparaissent dans leurs approches respectives. Bien que la Russie et les États-Unis diffusent majoritairement la désinformation de manière dissimulée, une différence

[46] Aux États-Unis, la rhétorique populiste présente la politique climatique comme une ingérence de l'élite contre le peuple. Insistant sur la nécessité d'une réponse immédiate face à l'urgence, les débats autour de l'action climatique sont parfois menés sans consultation populaire, menant à un décalage perçu avec les besoins réels de la population (Duffau *et al.*, 2025).
[47] Dans les années 1960, un essai de référence de Richard Hofstadter examine l'influence des théories complotistes aux États-Unis. Retraçant plusieurs épisodes d'histoire du pays, l'historien montre que ce "style paranoïaque" est un mode d'expression récurrent dans la vie politique américaine, caractérisé par un sentiment d'urgence apocalyptique et la croyance en de vastes conspirations secrètes (Hofstadter,1964).

notable apparaît dans les canaux employés : aux États-Unis, la désinformation assumée est relayée par des canaux officiels de l'État, tandis qu'en Russie, elle est diffusée principalement par des médias contrôlés par l'État. Ainsi, la désinformation climatique états-unienne assumée semble plus directe et frontale que la désinformation climatique russe, qui apparaît comme plus indirecte. De plus, dans le contexte des tensions avec l'Europe, la Russie semble motivée par une volonté de déstabiliser le continent européen, à travers une utilisation stratégique de la désinformation climatique. À l'inverse, aux États-Unis, la désinformation climatique s'inscrit davantage dans une approche idéologique, marquée par des prises de position plus directes. Par ailleurs, la politique d'effacement des données climatiques menée par les États-Unis peut être qualifiée de « *black noise* », désignant une volonté d'effacer l'information elle-même (Briggs, 2025). Cette stratégie de suppression se distingue de l'approche russe. En effet, le Kremlin privilégie une logique de « *white noise* » (Sadeghi, 2025), consistant à saturer l'espace informationnel de fausses informations. Cette approche renforce la visibilité des récits erronés et facilite leur diffusion, notamment à travers leur intégration par des systèmes d'intelligence artificielle tels que les chatbots (*ibid*.). Enfin, d'autres acteurs ciblent également l'Europe, mais de manière plus marginale. Par exemple, il semblerait que la Chine ait recours à la désinformation climatique dans le cadre d'ingérences étrangères visant non seulement l'Europe, mais principalement d'autres régions, notamment l'Asie du Sud Est.

Encadré 2 : La désinformation climatique chinoise : une stratégie défensive et dissimulée ne ciblant pas uniquement l'Europe

La perception chinoise des changements climatiques a considérablement évolué au fil du temps. Initialement, la Chine était réticente à s'approprier la notion de « développement durable », associée à une vision du monde occidental (Dahan, 2021). Cependant, depuis les années 2010, les changements climatiques sont plutôt perçus comme une opportunité de *leadership* dans le cadre du multilatéralisme climatique (Liu, 2025 ; Maréchal, 2021). La Chine a notamment développé le concept de « civilisation écologique » face au concept de « développement durable » afin de promouvoir un développement vert adapté au modèle chinois (Monjon *et al*., 2024). Cette prise en compte des changements climatiques est d'autant plus importante depuis le retrait des États-Unis des enjeux climatiques lors de la première, puis de la deuxième présidence de Donald Trump, qui a contribué à créer un vide que la Chine s'attelle à combler (Bruch *et al*., 2025).

Ce changement se traduit par une évolution des narratifs chinois autour des enjeux climatiques : ils ne nient plus les changements climatiques ni leur origine anthropique, mais cherchent plutôt à défendre leur propre intégration et leur gestion de ces transformations climatiques afin de renforcer leur légitimité politique (Frost *et al*., 2025). En ce sens, la désinformation climatique chinoise s'inscrit davantage dans une logique défensive, mobilisant des tactiques, techniques et procédés informationnels plus subtils et tacites que ceux observés dans le cas russe, et s'apparentant plutôt à de l'influence ou à de la propagande qu'à de l'ingérence. Cette approche de la désinformation climatique est ainsi plus complexe à identifier et peut expliquer en partie les faibles données disponibles à ce jour sur ce phénomène, ainsi que les limites de la matrice FIMI pour le détecter.

La lutte informationnelle chinoise s'inscrit dans le cadre de sa politique étrangère d'opposition à une hégémonie occidentale perçue comme illégitime (Ekman, 2025). À ce titre, les objectifs de la désinformation climatique chinoise – d'ordre économique, diplomatique ou stratégique – varient selon les zones ciblées, avec des narratifs différents en fonction des régions concernées (voir *infra*).

Dans l'ensemble, il est possible d'établir que la désinformation climatique contemporaine chinoise s'explique à la fois par les opportunités économiques offertes par les stratégies de décarbonation et par les enjeux diplomatiques associés. En effet, la Chine, souvent qualifiée d'« *electrostate* » en raison de sa domination des chaînes de valeur de nombreux minerais critiques (Jeannin *et al*., 2025), a développé depuis plus d'une décennie une politique industrielle structurée autour de secteurs émergents et stratégiques, notamment les énergies décarbonées et le numérique (Seaman, 2025). Sur le plan diplomatique, elle tire parti des enjeux climatiques pour améliorer son image internationale et renforcer son *soft power* – et ce d'autant plus depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche (Maréchal, 2021). Cette stratégie s'inscrit notamment dans le cadre d'une volonté de meilleure intégration économique et politique en Afrique, en lien avec les Nouvelles routes de la soie.

Mais la désinformation climatique peut également servir à atteindre des objectifs plus larges. À Taïwan, par exemple, une partie de la désinformation climatique repose sur des discours climatosceptiques concernant les solutions d'adaptation et d'atténuation[48], en particulier les énergies renouvelables (Liu *et al.*, 2025). Bien que peu de données existantes permettent d'identifier l'origine de ces contenus, les sources sont fréquemment issues du cyberespace sinophone (*ibid*.). La diffusion de ces narratifs permet ainsi de retarder l'action contre les changements climatiques (voir Partie 1).

La désinformation climatique chinoise en Europe se distingue par une approche plus discrète que les États-Unis, et moins offensive que la Russie, cherchant à modeler les espaces informationnels subtilement (Chauvancy, 2025). Cela se matérialise ainsi par des campagnes d'influence qui cherchent à amplifier une propagande défendant sa propre politique (Lee Meyers *et al*., 2023). La désinformation repose sur des structures étatiques (ambassades, comptes de réseaux sociaux officiels, etc.) et non étatiques, comme des agences de relations publiques privées (SEAE, 2025). Elle prend la forme d'un discours diminuant la responsabilité de la Chine dans les changements climatiques, et insistant sur la responsabilité historique des États occidentaux (Lee Meyers *et al.*, 2023 ; Maréchal, 2021). La désinformation climatique chinoise cible notamment des figures de proue de la lutte contre les changements climatiques, comme Greta Thunberg, qu'elle cherche à décrédibiliser en lui attribuant des propos fallacieux (Liu, 2025), technique à laquelle la Russie a également recours.

Cependant, depuis 2019, on perçoit un durcissement des opérations FIMI chinoises (Chandra et Navarre Chao, 2023 ; SEAE, 2025) – comme l'illustrent des campagnes de grande ampleur, telle que l'opération *Paperwall* (EUvsDisinfo, 2024 ; SEAE, 2025). **Il est donc possible d'anticiper, à travers l'intensification de la désinformation chinoise, notamment climatique, un rapprochement dans les tactiques, techniques et procédures chinoises et russes.** Ainsi, malgré l'absence de coordination formelle entre la Chine et la Russie, certaines convergences peuvent être identifiées (Sénat, 2024). Ce fut notamment le cas lors des incendies à Hawaï en août 2023, lors desquels de fausses informations ont circulé, affirmant que ces incendies n'étaient pas d'origine naturelle, mais résulteraient de l'utilisation d'une « arme climatique » (Lee Meyers *et al*., 2023 ; Hsu, 2023). La Russie a également instrumentalisé cet évènement climatique extrême en mettant en avant l'importance des montants engagés par les États-Unis à l'étranger, au détriment de la protection des nationaux victimes de ces incendies. Ce fut également le cas lors des inondations en Espagne en 2024, où, en plus de la désinformation climatique russe, la Chine aurait également participé à des opérations d'influence, notamment en incitant les Espagnols à renverser leur gouvernement à la suite des inondations, ou

encore en usurpant l'identité d'une organisation de défense des droits de l'Homme, *Safeguard Defenders,* sur les réseaux sociaux (Graphika, 2025). Ainsi, des États étrangers peuvent relayer des narratifs similaires, particulièrement dans leurs critiques à l'encontre des États-Unis et de l'Europe.

[48] Voir définitions dans le glossaire.

PARTIE 3

RÉPERCUSSIONS SÉCURITAIRES DE LA DÉSINFORMATION CLIMATIQUE : IMPLICATIONS STRATÉGIQUES ET OPÉRATIONNELLES

La troisième partie propose une analyse des conséquences de la désinformation climatique d'origine étrangère en Europe. Plus précisément, elle examine les répercussions sécuritaires des effets liés à l'instrumentalisation de l'information climatique, bien que l'attribution précise d'une conséquence à un cas spécifique de désinformation demeure complexe.

Les conséquences de la désinformation climatique, qui ne sont pas propres à la désinformation d'origine étrangère mais à tout type de désinformation climatique, y compris au niveau domestique, sont multiscalaires. Elles sont d'ordre social : la désinformation climatique alimente la crise de l'information fiable sur le climat et les enjeux environnementaux (IPIE, 2025). Cela renforce ensuite l'impréparation et l'absence de sensibilisation des populations aux effets des changements climatiques, réduisant leur culture du risque[49], ce qui exacerbe leurs vulnérabilités climatiques[50]. La désinformation climatique a également des effets politiques : elle contribue à polariser les sociétés, alimentant la défiance des populations face aux institutions publiques. Ces conséquences sont également économiques : alors que le coût annuel des politiques de lutte contre les changements climatiques est estimé à 1 % du produit intérieur brut (PIB), l'inaction climatique représenterait une perte de 5 à 20 % du PIB mondial chaque année (ministère de la Transition écologique, 2023). Enfin, la désinformation climatique entraîne des conséquences sécuritaires, à travers ses effets sur les forces armées. Cette partie portera précisément sur ces effets sécuritaires et les risques en cascade associés au niveau stratégiques et opérationnel pour les forces armées, ainsi que les dispositifs existants permettant de répondre à ces enjeux[51].

A. Les conséquences stratégiques : la désinformation climatique comme risque pour la préparation des forces armées

Les conséquences de la désinformation climatique pour les forces armées se manifestent notamment au niveau stratégique, comme l'illustre le cas des États-Unis où les forces armées en sont les victimes directes.

Historiquement, les forces armées américaines ont été pionnières dans l'intégration des changements climatiques aux enjeux de défense. Dès les années 1990, ces enjeux ont été identifiés comme une menace pour la sécurité nationale, avec des impacts aux niveaux stratégique, opérationnel et capacitaire. Ils ont ainsi été qualifiés de « catalyseur de chaos » (CNA Advisory Board, 2014). Plusieurs évènements climatiques extrêmes ont mis en évidence la vulnérabilité de l'appareil militaire face aux changements climatiques. Dès 1992, le cyclone Andrew a endommagé des infrastructures militaires (Krausmann et Tavares da Costa, 2021). Plus récemment, en octobre 2018, l'ouragan Michael

[49] Voir définition dans le glossaire.
[50] *Ibid.*
[51] Cette section propose une analyse non exhaustive des conséquences opérationnelles pour les forces armées et gagnerait à être complétée par une étude interne fondée sur des retours d'expérience (RETEX) des forces impliquées.

a frappé la base aérienne de Tyndall, en Floride, renversant des avions de chasse et endommageant plus de 600 bâtiments. En 2019, les inondations du fleuve Missouri ont inondé la base aérienne d'Offutt, dans le Nebraska (Conger et Sikorsky, 2022). Des incendies de forêt provoquent régulièrement à l'évacuation de bases en Californie, notamment certaines zones de Camp Pendleton et de la base aérienne de Beale en 2021 (*ibid*.). Au-delà des impacts physiques sur ses propres infrastructures, l'armée américaine a été mobilisée, depuis 2022, dans plus de 230 situations d'urgence liées au climat (Alexander, 2025). Conscient de ces impacts, le Pentagone a mis en place des stratégies de réponse face à cette menace, notamment en intégrant les enjeux climatiques dans ses doctrines, comme en témoigne le *Department of Defense Climate Adaptation Plan* ou en créant des outils pour déterminer la vulnérabilité et l'exposition du Département de la Défense aux changements climatiques (U.S. Department of Defense, 2021).

Mais depuis le retour de Donald Trump à la Maison Blanche, son administration remet en cause cette approche. Celle-ci se manifeste par une dépriorisation de la sécurité climatique[52], notamment à travers la réduction des financements alloués à la recherche climatique ou par la suppression de documents stratégiques comme le plan d'adaptation du ministère (Alexander, 2025), devenu depuis septembre 2025 le Département de la Guerre. Ce changement de paradigme s'appuie sur de la désinformation climatique, en particulier sur des discours climatosceptiques et climatodénialistes. En effet, le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, a par exemple qualifié, sur X, les préoccupations liées à la crise climatique de de « foutaises sur le changement climatique » (Makuch, 2025). En mars 2025, un document du Département annonçait notamment une « élimination de la "distraction climatique" » précisant que « les considérations liées au changement climatique sont sans rapport avec la mission du ministère. »[53] (U.S. Department of Defense, 2025). Ce document précise notamment qu'aucune mention ne doit être faite des changements climatiques, que les responsables doivent « supprimer toute référence au changement climatique et aux sujets connexes de leurs énoncés de mission », ou encore qu'aucun budget ou programme ne devrait être alloué à ces enjeux (*ibid*.). Bien qu'il soit difficile d'attribuer ces changements à la désinformation climatique, notamment d'origine étrangère, il est possible d'établir que la désinformation climatique contribue à cette évolution de posture.

Au niveau stratégique, les conséquences de cette nouvelle politique sont considérables. La suppression des données climatiques et scientifiques, au niveau fédéral ou au sein des institutions militaires, réduit la capacité des armées à anticiper leurs expositions aux risques climatiques, créant ainsi une impensé stratégique important (Le Monde, 2025). La préparation des forces armées s'en trouvent ainsi fortement affaiblies : cela risque de nuire, à court, moyen et long terme, aux logiques de planification, en occultant le fait que certains équipements, certaines missions ou certains théâtres d'opérations seront affectés par les changements climatiques (Alexandre, 2025). La suppression des données climatiques et de la prise en compte de leurs effets sur les armées complique ainsi la mise en

[52] Concept qui désigne la prise en compte de l'impact des changements climatiques sur le contexte stratégique et les équilibres géopolitiques, les missions des armées et leurs moyens de mise en œuvre, ainsi que les mesures d'anticipation et d'adaptation qui en découlent (Stratégie Climat Défense du ministère des Armées, 2022).
[53] En anglais : « Elimination of "Climate" Distraction. "Climate change" related considerations are unrelated to the Department's mission. »

place de réponses adaptées, pouvant même conduire à des décisions inadéquates – à l'instar de la FEMA dont l'avenir est actuellement remis en question (Ellison, 2026). Cependant, le climatoscepticisme ou le climatodénialisme ne suppriment pas les effets des changements climatiques, qui continueront à perturber les forces armées. Ainsi, l'abandon de la prise en compte des changements climatiques dans les stratégies militaires pourrait constituer une vulnérabilité stratégique majeure.

Enfin, les conséquences de la suppression de ces données ne se limiteraient pas aux États-Unis. En effet, les modèles américains produisent des données utilisées par de nombreux autres États, et sont également essentiel à la gouvernance climatique mondiale – au GIEC par exemple. Les coupes budgétaires au sein de la NASA ou de la NOAA, l'un des principaux organismes mondiaux de surveillance du climat (Duffau, 2025), ont déjà des répercussions en Europe, notamment sur le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF), qui subit une diminution des données disponibles pour alimenter ses propres prévisions (Sud-Ouest, 2026).

B. Les conséquences opérationnelles : les répercussions directes et indirectes de la désinformation climatique sur les interventions de secours d'urgence

Les conséquences opérationnelles de la désinformation climatique se manifestent principalement à travers la manipulation de l'information lors d'aléas météorologiques et climatiques. Les deux études de cas ci-dessous illustrent les impacts de la désinformation climatique d'origine étrangère lors d'évènements climatiques extrêmes, et les répercussions subséquentes sur les forces armées.

Étude de cas 1 : Phénomène DANA et inondations en Espagne (2024) – Une désinformation aux répercussions directes et indirectes sur les forces armées.

Comme évoqué dans la partie 1, le phénomène DANA, qui a provoqué les inondations catastrophiques dans le sud et l'est de l'Espagne en décembre 2024, a donné lieu à une importante vague de désinformation, pour partie attribuée à des modes opératoires russes (Maldita, 30 octobre 2024).

Parmi la centaine de contenus trompeurs recensés, la majorité des contenus sont liés à l'origine des inondations ou au nombre de morts causés par la catastrophe. Toutefois, plusieurs cas de désinformation sont directement reliés aux forces armées. Ces fausses informations ciblent ou instrumentalisent souvent les Unités militaires d'urgence (UME), ou *Unidad Militar de Emergencias* en espagnol, un régiment des Forces armées espagnoles créé en 2005 pour intervenir dans le cadre de situations d'urgence, par exemple en cas d'incendie, d'inondation, ou encore de pandémie. Durant les inondations de 2024, une rumeur affirmait notamment que des centaines de corps auraient été retrouvés sur le parking d'un centre commercial à Aldaia. Cette rumeur, qui a largement circulé sur les réseaux sociaux, précisait également que l'UME et la Police nationale dissimulaient des victimes (Maldita, 8 novembre 2024 ; Hernandez, 2026). Les autorités publiques ont ensuite indiqué qu'aucune preuve ne corroborait ces affirmations et qu'aucun décès n'avait été constaté dans ce centre

commercial. Une autre rumeur a également circulé, alléguant que le gouvernement central empêcherait le personnel militaire de venir en aide à la Communauté valencienne afin de déstabiliser le gouvernement régional (EDMO, 2024). Aucune preuve n'a étayé ces affirmations. Alors que la Communauté valencienne a sollicité un appui militaire le 31 octobre, 500 soldats ont été déployés dès le lendemain, s'ajoutant aux 1 205 membres de l'UME déjà mobilisés sur le terrain à la demande du gouvernement depuis le 29 octobre. D'autres rumeurs ont visé des armées étrangères, attribuant la responsabilité des inondations à l'armée marocaine (*ibid*.). **En ciblant directement des forces armées – nationales ou étrangères, cette désinformation nourrit une défiance entre les forces de secours d'urgence, incluant les armées, et les populations.**

La désinformation climatique a également participé à complexifier les opérations des forces de sécurité civile et des forces armées. Un faux numéro d'urgence a notamment été diffusé par des comptes affirmant que le numéro d'urgence 112 était injoignable à la suite du passage de la tempête DANA et redirigeant vers un autre numéro (Maldita, 30 octobre 2024). Le Centre de coordination des urgences a rapidement affirmé que ces informations étaient fausses et que le numéro 112 fonctionnait correctement. Par ailleurs, de faux messages de l'Agence météorologique espagnole (AEMET) ont circulé, invitant à cliquer sur un lien pour télécharger l'application officielle de l'Agence (*ibid*.). Ce SMS émanait en réalité de cybercriminels, non-identifiés, usurpant l'identité de l'AEMET. D'autres informations affirmaient également, à tort, que certaines localités étaient inondées (*ibid*.). Ces fausses informations ont pour principale conséquence de brouiller l'accès à des données fiables pour la population : celle-ci risque, en conséquence, d'adopter des comportements inadaptés, ce qui peut donc aggraver la situation. **Par conséquent, la désinformation climatique contribue à complexifier les conditions d'opération dans lesquelles évoluent les forces de sécurité civile et les forces armées.**

Étude de cas 2 : Ouragan Helene en Floride (2024) – Une désinformation qui cible directement les forces de sécurité civile et les forces armées dans le cadre d'interventions de secours d'urgence (ISU)

En septembre 2024, le nord-ouest de la Floride est frappé par un ouragan d'une puissance inédite pour la région – classé en catégorie 4 sur 5, avec des vents dépassant 225 km/h, il provoque des pluies torrentielles, des inondations et des tornades – causant la mort de 65 personnes. L'ouragan Milton, de catégorie 3, frappe à nouveau la région deux semaines plus tard, causant 16 décès. Ces évènements ont été instrumentalisés par la Russie, qui aurait amplifié la diffusion de désinformation en ligne à travers des médias et les comptes de réseaux sociaux contrôlés ou liés à l'État russe (ISD, 24 octobre 2024).

Une part significative de la désinformation lors de ces ouragans a porté sur les défaillances du gouvernement dans l'assistance aux populations, ainsi que sur l'attribution de l'aide (celle-ci aurait été prioritairement accordée aux étrangers et aux migrants plutôt qu'aux citoyens des Etats-Unis). De tels contenus cherchent à amplifier le mécontentement des populations envers le gouvernement états-unien et l'administration Biden (ISD, 8 octobre 2024). En particulier, cette stratégie consiste, pour l'État russe, à établir un lien entre l'incapacité perçue de l'État à porter assistance aux populations affectées et le soutien des États-Unis à l'Ukraine, suggérant une mauvaise gestion et une allocation

inefficace des ressources (ISD, 24 octobre 2024). Les incendies de Maui, à Hawaï, en août 2023, avaient déjà fait l'objet d'une telle instrumentalisation par des acteurs étrangers, affirmant également que le gouvernement américain privilégiait l'aide à l'Ukraine au détriment des populations américaines touchées (*ibid*.). **Une partie de la désinformation a également porté sur les mécanismes de secours eux-mêmes**, notamment l'Agence fédérale de gestion des urgences (FEMA), un organisme gouvernemental américain chargé de soutenir la population en cas d'urgence. Un narratif largement diffusé affirmait que l'aide de 750 dollars accordée aux victimes des ouragans ne constituait pas une subvention, mais un prêt permettant ensuite au gouvernement de saisir les biens immobiliers des victimes (ISD, 8 octobre 2024). Ces fausses informations ont été démenties par la FEMA. Les forces fédérales ont également été la cible de menaces, certains comptes appelant à envoyer des milices contre les agents de la FEMA, voire à blesser ou à tirer sur les responsables de l'Agence (*ibid.*). Cependant, les forces de sécurité civile ne sont pas les seules à être visées par la désinformation. **La Garde nationale américaine – force militaire de réserve américaine – s'est également retrouvée au cœur de fausses informations** affirmant que des hélicoptères cherchaient à détruire délibérément l'aide destinée aux victimes de la Caroline du Nord. La Garde nationale a par la suite démenti ces affirmations, en montrant, à l'appui d'une vidéo, que l'hélicoptère en question cherchait en réalité à livrer un générateur à une organisation civile locale afin d'alimenter son site de distribution de matériel. **Cette désinformation contribue à aggraver des situations déjà complexes, voire à déclencher de nouvelles crises**. Par exemple, en raison de menaces et d'incitations à la violence visant la FEMA, l'aide apportée à plusieurs communautés touchées par l'ouragan Helene a été temporairement suspendue (Segal, 2024). Par ailleurs, la désinformation ou les narratifs complotistes peuvent susciter, au sein de la population, une réticence à solliciter les secours (King *et al*., 2026 ; Aton *et al*., 2024), et donc fortement aggraver la vulnérabilité des populations.

Ces deux études de cas illustrent les conséquences opérationnelles de la désinformation climatique à court terme. Plus précisément, elles mettent en évidence deux manières distinctes dont les forces de sécurité civile et les forcées armées, ainsi que les populations vulnérables, peuvent être affectées par la désinformation dans le cadre d'ISU. Directement d'abord, lorsqu'elles deviennent la cible de fausses informations. Indirectement ensuite, en complexifiant les conditions d'opérations, dans la mesure où ces fausses informations peuvent provoquer des comportements inadaptés chez certains individus, mobilisant des ressources et du matériel supplémentaires. En effet, lors d'un évènement climatique extrême, la désinformation, qu'elle soit relayée par des individus ou des *bots*, contribue à réduire de 40 % la portée des messages d'urgence (*ibid*.). Elles peuvent rendre moins efficace la réponse opérationnelle et diluer les efforts des forces de sécurité, celles-ci devant en parallèle s'attacher à démentir les informations erronées.

Sur une échelle de temps plus longue, il est également possible d'identifier les conséquences de la désinformation climatique sur les forces armées, en amont comme en aval des ISU. En amont, la désinformation climatique peut réduire l'efficacité des politiques de prévention et d'anticipation de ces évènements. Par exemple, de fausses informations peuvent inciter les populations à s'installer dans des zones à risque (King *et al.*, 2026), où l'aléa climatique est plus susceptible de se matérialiser

en une catastrophe climatique. En aval, la désinformation climatique peut contribuer à l'érosion de la confiance à long terme, entre les populations et le gouvernement, mais également entre les populations et les forces de secours d'urgence, civiles ou militaire.

Enfin, outre les conséquences opérationnelles de la désinformation climatique pour les forces armées dans le cadre d'ISU, ces dernières pourraient également être mises en évidence à travers les opérations extérieures. En effet, sur certains théâtres d'opérations, les forces armées sont la cible de campagnes agressives de désinformation, notamment en Afrique où les actions du groupe *Africa Corps*, dans la continuité de l'écosystème Wagner, s'accompagnent de campagnes sur les réseaux sociaux visant à affaiblir l'influence française et occidentale (Arduino, 2024). Ces opérations d'influence intègrent également des données environnementales et climatiques à des fins de déstabilisation. Toutefois, l'accès à ces informations reste limité, ce qui rend difficiles l'identification des cas de désinformation et l'évaluation des conséquences associées à la désinformation climatique.

C. Une prise en compte partielle de la désinformation climatique au niveau européen et français

La désinformation climatique et d'origine étrangère est peu prise en compte dans les dispositifs de lutte plus large d'intégrité et de manipulation de l'information. Elle est toutefois intégrée indirectement dans le cadre d'autres approches : alors que l'UE adopte une approche réglementaire, la lutte contre la désinformation climatique en France repose principalement sur une approche analytique de l'espace informationnel, complétée par une logique de riposte.

Au niveau européen, le principal mécanisme de lutte contre la désinformation est le Digital Services Act (DSA). Adopté par l'UE en août 2023, ce règlement a pour objectif de réguler l'activité des services numériques et de lutter contre la diffusion de contenus illicites ou préjudiciables (racisme, pédopornographie, désinformation) ou de produits illégaux (drogue, contrefaçon) (Représentation en France, 2025). En vigueur depuis février 2024, ce règlement fixe un ensemble de règles pour responsabiliser les plateformes numériques et renforcer la transparence. Vingt-cinq acteurs sont soumis aux obligations les plus strictes, notamment les très grandes plateformes (Facebook, Google, X, Tiktok, LinkedIn, Instagram, Shein, Whatsapp, Youtube, etc.) et les grands moteurs de recherche en ligne. **Dans le cadre de ce règlement, la désinformation est intégrée comme risque systémique que les acteurs doivent évaluer et atténuer**. En pratique, les très grandes plateformes doivent évaluer comment leurs algorithmes et les usages malveillants de leur service à travers des faux comptes, bots, comportements automatisés, ou violations coordonnées des conditions d'utilisation, pourraient contribuer à la diffusion massive de contenus illicites ou de campagnes de désinformation. Le DSA encourage aussi les plateformes à adopter des codes de conduite volontaires sur la lutte contre les contenus illicites et sur les risques systémiques pour la démocratie, comme la désinformation (European Parliament & Council of the European Union, 2022). **La désinformation climatique n'est toutefois pas spécifiquement mentionnée dans le DSA**. Cependant, pour compléter ce système de

régulation, la Commission européenne a lancé la campagne *ClimateFactsMatter* en janvier 2026, en partenariat avec des organisations spécialisées, afin de renforcer la résilience sociétale face à la désinformation. Ces actions combinent sensibilisation, *fact-checking* et développement de l'éducation aux médias, dans un contexte où près d'un Européen sur deux déclare rencontrer des difficultés à distinguer les informations fiables des contenus trompeurs sur le climat. L'objectif est double : mieux informer les citoyens, tout en réduisant les conséquences de la désinformation climatique sur les politiques publiques et l'adhésion aux mesures environnementales (European Commission, s.d.). **La prise en compte de la désinformation climatique reste donc marginale, et se concentre, au niveau européen, sur la sensibilisation, même si les différents cadres réglementaires semblent en cours de structuration.**

Par ailleurs, à l'échelle européenne, des mesures restrictives sont également mises en place, à l'encontre des acteurs dont la désinformation est avérée. Au niveau diplomatique par exemple, l'UE s'est mobilisée pour limiter la diffusion de fausses informations d'origine étrangère. En effet, à la suite de l'offensive russe en Ukraine en février 2022, la diffusion de médias russes tels que *Russia Today* (RT) et Sputnik a été interdite au sein de l'UE par décision du Conseil de l'UE (Conseil de l'Union européenne, 2022). Cette interdiction s'est appliquée à l'ensemble des opérateurs de diffusion, à l'instar des chaînes de télévision ou des plateformes en ligne. Ainsi, Facebook, YouTube, TikTok ou encore X sont censés bloquer l'accès aux contenus produits par ces médias. Toutefois, il semblerait qu'il continue à y avoir, sur certaines plateformes, des liens, des images et des vidéos provenant de ces canaux (Hemery *et al*., 2025).

Au niveau français, VIGINUM est l'organe principal qui lutte contre les ingérences numériques étrangères portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation. Sa mission principale est d'analyser et d'identifier ces opérations numériques hostiles d'acteurs étrangers. L'analyse du champ informationnel par VIGINUM adopte un prisme d'analyse opérationnel : elle ne se concentre pas sur les narratifs ou les thématiques, mais sur les acteurs et leurs modes opératoires (SGDSN, 2022). Plus précisément, VIGINUM analyse les écosystèmes informationnels numériques d'acteurs étrangers qui interfèrent dans le débat public français dans le but de le perturber. VIGINUM n'intègre pas les changements climatiques ou environnementaux dans son cadre d'analyse puisqu'aucun mode opératoire informationnel visant la France et reposant exclusivement sur la thématique climatique n'a été identifié. Cependant, ces enjeux constituent un objet du débat public : VIGINUM reconnaît que ces enjeux peuvent être mobilisés dans le cadre d'opérations de manipulation de l'information puisqu'il s'agit d'un thème central du débat public et présentant une forte capacité à fédérer ou à cliver différentes communautés. À ce titre, les changements climatiques sont analysés comme un thème pouvant être instrumentalisé par des acteurs de la menace informationnelle. **La démarche française en matière de lutte contre la désinformation se démarque aussi par son approche communicationnelle de « riposte »**. En effet, depuis 2025, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a décidé de répondre à la mésinformation et à la désinformation directement à travers la création d'un compte X, nommé « FrenchResponse » (MEAE, 2023). Ce compte reprend les codes d'Internet et des réseaux sociaux pour répondre, de manière humoristique, mais factuelle, aux fausses

informations. Il traite notamment de sujets liés à la désinformation climatique et environnementale, ainsi qu'aux enjeux énergétiques. Par exemple, le 17 avril, Donald Trump affirmait que la sécurité énergétique devait passer par une augmentation des achats d'énergies fossiles aux États-Unis et par l'exploitation de la mer du Nord. En réponse, le compte *FrenchResponse* a contesté cette affirmation en soulignant que l'indépendance énergétique ne reposait pas sur une hausse des importations (X, 2026).

Ainsi, bien que la désinformation climatique d'origine étrangère reste marginale dans ces différents cadres, elle y est néanmoins intégrée non pas comme une finalité, mais comme un vecteur supplémentaire de déstabilisation. En effet, tandis que l'UE adopte principalement une approche réglementaire, la France développe une lecture plus analytique de l'espace informationnel, complétée par une logique de riposte. Ces approches institutionnelles combinent à la fois des démarches proactives, visant à prévenir la diffusion de la désinformation, et des démarches réactives, consistant à la contrer une fois qu'elle a été introduite dans l'espace informationnel.

D'autres leviers peuvent également être activés afin d'assurer une meilleure résilience face à la désinformation climatique d'origine étrangère. Il est notamment essentiel de poursuivre les actions climatiques à l'échelle nationale. En effet, dans les pays où les gouvernements et des partis politiques soutiennent activement les efforts d'atténuation des changements climatiques, les effets de la désinformation climatique d'origine étrangère apparaissent moins marqués (Chatterjee *et al*., 2023).

Enfin, s'agissant des conséquences de la désinformation climatique pour les armées, il existe, en France, peu de dispositifs permettant de répondre aux implications opérationnelles de ce phénomène. Toutefois, certaines initiatives mises en place par d'autres organisations illustrent des approches possibles pour faire face à la désinformation lors d'interventions de secours d'urgence. Par exemple, aux Etats-Unis, la FEMA a mis en place différents outils pour lutter contre la désinformation. Elle publie régulièrement des fiches d'information liées aux évènements climatiques extrêmes, ou maintient une page dédiée aux rumeurs circulant sur les catastrophes (FEMA, s.d.). De tels dispositifs pourraient également être mis en place au niveau des pays européens.

Ainsi, de nombreux cadres existent déjà aux niveaux français et européen pour lutter contre la désinformation, mais il est nécessaire de les renforcer. Il convient également de poursuivre les efforts sur d'autres terrains, notamment en matière de lutte contre les changements climatiques ou consolider les mesures restrictives contre certains Etats, permettant de réduire l'exposition des populations à la désinformation climatique d'origine étrangère. Enfin, il s'agit aussi de développer de nouveaux dispositifs pour faire face à des risques précis, notamment concernant la diffusion croissante de désinformation en cas d'aléa météorologique et climatique.

PARTIE 4

SCÉNARII DE PROSPECTIVE ET RECOMMENDATIONS

Scénario 1 : 2032 – la Nouvelle-Calédonie à l'épreuve d'une campagne de désinformation multiforme

Au printemps 2032, une crise hydrique en Nouvelle-Calédonie est instrumentalisée par des acteurs extérieurs dans le cadre d'une campagne de désinformation utilisant des récits environnementaux, sécuritaires, climatiques et anticoloniaux. Cette crise ébranle le paysage institutionnel et social de l'archipel et affecte la diplomatie régionale de la France, qui lance une réflexion institutionnelle pour renforcer sa stratégie informationnelle.

En 2032, la Nouvelle-Calédonie enregistre un réchauffement moyen annuel des températures de 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle (SSP2-4.5 du GIEC), qui perturbe le cycle hydrologique de l'archipel. Le littoral densément peuplé fait également face à l'érosion liée à la montée du niveau des océans (entre 5mm et 11mm par an dans le Pacifique Ouest). L'état d'urgence climatique et environnemental a été déclaré en 2024 par les autorités locales, mais les mesures prises ne sont pas suffisantes. Ces vulnérabilités climatiques renforcent les difficultés de l'archipel, déjà confronté aux conséquences de la crise économique et politique de mai 2024. Le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 25 % par rapport à 2024 en raison de la dégradation du tissu économique local, creusant les inégalités socio-économiques entre la communauté kanake et la communauté non kanake. Ces inégalités alimentent un sentiment d'abandon et d'amertume envers les gouvernements français successifs. En outre, les ingérences étrangères informationnelles qui ont exacerbé les tensions dans l'archipel en 2024 se renouvellent autour de nouveaux récits. Par exemple, en 2028, la relocalisation de plusieurs habitations tribales de l'île d'Ouéva exposées aux submersions vers des zones en hauteur a été instrumentalisée par des comptes indépendantistes radicaux et des relais étrangers dans une campagne de désinformation : la France aurait déplacé les Kanaks de leurs terres ancestrales. Enfin, la situation institutionnelle demeure profondément bloquée puisque le dégel du corps électoral – inchangé depuis les accords de Nouméa de 1998 – n'a toujours pas fait l'objet d'un consensus politique. Les négociations entre le camp loyaliste et le camp indépendantiste demeurent sans issue, malgré des tentatives des gouvernements successifs de relancer les discussions.

Le 27 avril 2032, la sécheresse qui touche l'archipel depuis octobre 2031 contraint le gouvernement local à imposer des restrictions de la consommation d'eau pour certaines communes de l'île. Une manifestation rassemblant quelques centaines de personnes s'organise le lendemain à Nouméa pour protester contre cette décision. Le même jour, une crise informationnelle inédite se déclenche quand la nouvelle d'une panne sur le réseau d'adduction d'eau potable de Nouméa – réelle, mais sans gravité – circule sur les réseaux sociaux. Des comptes locaux et vérifiés affirment que l'eau du robinet est désormais contaminée par le perchlorate d'ammonium – un composé chimique utilisé dans les munitions militaires – conséquence d'un exercice conduit par les FANC à proximité d'un captage d'eau. L'incident aggraverait les vulnérabilités hydriques de l'archipel, déjà exacerbées par les effets des changements climatiques. L'information, invérifiable dans l'urgence, se propage à une vitesse fulgurante. La population se rue dans les commerces pour constituer des stocks d'eau embouteillée ; plusieurs magasins sont dévalisés. D'autres niveaux de désinformation émergent : l'un joue sur de

prétendues discriminations dans l'approvisionnement – les magasins ne serviraient plus que les clients non kanaks. L'autre active un narratif anticolonial, présentant la France comme responsable du réchauffement qui frappe le Pacifique et de la détérioration de l'environnement. Des milliers de comptes parlent d'injustice climatique et désignent la France et les pays occidentaux comme responsables de la sécheresse, de l'érosion progressive du littoral, de la dégradation de la biodiversité marine, et des politiques de restriction et de relocalisation. Ces contenus, amplifiés par de faux organes de presse imitant les codes de médias locaux, se répandent jusqu'à Canberra et à New Delhi, où les images des pillages, la crise hydrique et les accusations de discrimination sont massivement relayées. Le 29 avril, le gouvernement dément toute contamination de l'eau et toute discrimination dans l'accès aux denrées, et annonce que des acteurs extérieurs ont manipulé, instrumentalisé et diffusé de fausses informations. Cependant, le démenti peine à circuler aussi vite que les fausses informations, qui ont trouvé une audience considérable dans une société fracturée et un environnement informationnel dégradé.

Le 29 avril, des manifestations appelant à la démission du gouvernement local et national s'organisent à Nouméa et dans plusieurs communes de la côte Ouest. Des affrontements avec les forces de l'ordre entraînent des dizaines de blessés. En quelques heures, les réseaux sociaux sont inondés de narratifs qui alimentent et renforcent les griefs contre l'État français. Afin d'éviter une escalade de violence, le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie active un couvre-feu nocturne pour le Grand Nouméa à partir du 29 avril, ainsi que la suspension de TikTok, considéré comme un des moyens privilégiés de diffusion de fausses informations. La police et la gendarmerie se déploient pour sécuriser les principaux axes routiers, le centre pénitentiaire de Camp-Est, le Médipôle de Koutio, et doivent contenir les affrontements sans provoquer d'escalade. Parallèlement, les FANC interviennent pour sécuriser certains points d'importance vitale notamment les ports et l'aéroport, et les administrations comme le Haut-Commissariat et le siège du Gouvernement. Ils sont chargées de distribuer des bouteilles d'eau à la population, en coordination avec la protection civile et les mairies, afin de répondre à la pénurie amplifiée par la ruée sur les supermarchés, et de démontrer que les armées sont au service de la population. Face à l'imbrication des crises, le même jour, le chef de l'État active une cellule interministérielle de crise. Une cellule de contre-ingérence informationnelle est chargée de riposter à travers les comptes officiels français sur les réseaux sociaux. Les médias traditionnels locaux comme NC La 1ère et Les Nouvelles Calédoniennes diffusent également des démentis factuels en continu, notamment avec des prises de parole des autorités sanitaires sur la qualité de l'eau. Le défi pour le gouvernement est d'autant plus ardu que la confiance de l'ensemble de la population envers l'exécutif est profondément entamée par des années de crise économique et d'impasse politique. La défiance s'illustre immédiatement, l'initiative de distribution de l'eau se heurte au refus de plusieurs familles et communautés locales d'accepter les livraisons, de peur que l'eau soit également contaminée. Le 2 mai, VIGINUM révèle identifier les marqueurs d'une opération d'ingérence étrangère correspondant aux modes opératoires informationnels russes, sans qu'une attribution formelle puisse être établie.

La crise calédonienne de mai 2032 ébranle l'archipel et affecte la diplomatie régionale de la France, dans un contexte de rivalité géopolitique accrue dans le Pacifique. En effet, la société calédonienne est davantage polarisée et méfiante envers les institutions politiques et militaires. Les manifestations perdurent et alimentent un climat permanent de tensions, rendant toute réforme institutionnelle ou politique encore plus difficile à engager. La légitimité des forces armées françaises est particulièrement ébranlée auprès de la population calédonienne, ce qui questionne leur rôle futur dans l'archipel. Plus largement, la crédibilité et la légitimité de l'État français et sa présence dans la région sont remises en cause. Des observateurs politiques et médiatiques nationaux pointent du doigt l'impréparation du gouvernement à une telle crise. L'exécutif n'a pas anticipé l'ampleur de la désinformation ni sa capacité à envenimer une situation déjà sensible. Le gouvernement décide de repenser sa stratégie informationnelle à partir de la mi-mai, en créant un groupe de travail interministériel sur les menaces informationnelles dans les territoires ultramarins, piloté par le SGDSN et le ministère des Outre-mer. Trois objectifs sont identifiés : renforcer les capacités de détection et de neutralisation des opérations d'influence étrangère informationnelle ciblant les territoires ultramarins, proposer un plan de gestion des crises informationnelles liées aux infrastructures critiques, et intégrer les enjeux climatiques et environnementaux comme vecteurs potentiels de déstabilisation.

Scénario 2 : 2037 – Accusations d'expérimentations non déclarées de modification du rayonnement solaire à grande échelle depuis le Centre spatial guyanais

À l'horizon 2037, les technologies de géo-ingénierie solaire cristallisent les tensions géopolitiques et stratégiques, en particulier dans le cadre de la rivalité sino-américaine. À l'occasion d'un moratoire relatif à l'expérimentation de ces techniques, les États-Unis accusent la France de conduire des essais non déclarés au sein du Centre spatial guyanais. La campagne de désinformation qui s'ensuit provoque une crise diplomatique majeure, qui redéfinit la stratégie informationnelle nationale.

En 2037, la communauté internationale continue de creuser l'écart avec les objectifs fixés par l'accord de Paris, avec une hausse des températures moyennes mondiales enregistrée à +2,4°C par rapport à l'ère préindustrielle (SSP5-8.5 du GIEC). Dans ce contexte, la modification du rayonnement solaire (MRS) s'impose de manière croissante comme ultime recours pour limiter les effets délétères des changements climatiques. Bien que climatosceptique, l'administration américaine est la première à s'être positionnée frontalement sur ces enjeux, évoquant leur sécurité nationale et leur « souveraineté météorologique » pour justifier leur soutien à la recherche sur les techniques de géo-ingénierie solaire. Alors que les investissements et les capacités augmentent, une déclaration proposant des principes de gouvernance de la recherche sur les MRS a été élaborée par l'Union européenne en 2034. L'année suivante, la Suisse propose une résolution appelant à la mise en place d'un moratoire international sur

l'expérimentation de la géo-ingénierie solaire par injection d'aérosols stratosphériques (IAS)[54] auprès de l'Assemblée générale des Nations unies. Faute de consensus, et du fait de l'opposition des États-Unis et de ses alliés, cette résolution n'a pas été adoptée. Toutefois, les discussions autour des expérimentations liées à l'IAS sont relancées en 2037, consécutivement à une série d'anomalies climatiques affectant plusieurs États insulaires et côtiers. Ces derniers attribuent ces perturbations à des essais non déclarés d'IAS, faisant craindre des conséquences directes sur leur sécurité alimentaire et leurs ressources en eau.

À la demande de l'Alliance des petits États insulaires, une session extraordinaire de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement est convoquée le 14 septembre 2037 à Nairobi. La majorité des pays dits du Nord global se montrent en faveur de la régulation des essais de l'IAS. En particulier, la France et l'Union européenne, soutenues par l'Union africaine, font valoir leurs inquiétudes quant aux risques associés à cette technologie, notamment la possibilité de « choc terminal »[55] en cas de cessation du dispositif. En revanche, les États-Unis défendent une approche libre de toute régulation sur la recherche comme sur les expérimentations de l'IAS. Cette position est appuyée par certains alliés proches, dont Israël et les Émirats arabes unis, ainsi que par des acteurs du secteur privé, notamment issus de la Silicon Valley. Pour défendre leur position, Washington a recours à une stratégie d'obstruction, incluant la désinformation autour du moratoire. D'autres États participent aux discussions, mais défendent des points de vue différents : le Brésil et l'Inde s'opposent à une structure contraignante, défendant leur souveraineté et rappelant la responsabilité des pays du Nord, tandis que la Chine et l'Arabie saoudite adoptent une posture prudente ; la Russie reste quant à elle en marge du consensus, considérant la MRS comme relevant de la souveraineté nationale.

Lors de la journée d'ouverture de cette session, le secrétaire d'État des États-Unis prononce un discours accusant la France de financer des expérimentations à grande échelle pour tester la diffusion des aérosols au Centre spatial guyanais (CSG), dans la région de Kourou. Simultanément, le président américain prétend à travers un post sur Truth Social qu'au regard de sa position géographique, le CSG constitue une plateforme idéale pour une expérimentation d'IAS au niveau de l'Équateur. Retransmise en direct, la séquence devient immédiatement virale en ligne. Des lancements réels (satellites, missions scientifiques), des images falsifiées de fusées et d'avions militaires français décollant du centre spatial sont instrumentalisées et relayées sur les réseaux sociaux, soutenant les accusations du président états-unien. L'intelligence artificielle générative étant désormais quasiment non-identifiable, il est presque impossible pour le grand public de démêler le vrai du faux et de déceler les contenus truqués. Plusieurs réalités alternatives sont ainsi amplifiées par des milliers de comptes sur les réseaux sociaux, sans qu'il soit possible, dans l'immédiat, d'identifier leur affiliation. Le principal récit fait valoir de fausses fuites de documents confidentiels français, fabriqués pour suggérer un

[54] L'injection par aérosols stratosphériques (IAS) désigne une méthode d'intervention planétaire de géo-ingénierie solaire. Celle-ci consiste en la « diffusion par avion ou par ballon de particules réfléchissantes dans la stratosphère afin de créer des conditions de refroidissement similaires à celles qui suivent les évènements volcaniques majeurs. » (de Guglielmo Weber *et al.*, 2023).

[55] « Le choc terminal » correspond à une augmentation brutale de la température planétaire à la suite d'une interruption des dispositifs de géo-ingénierie solaire.

programme militaire européen secret visant à développer les capacités européennes de contrôle du climat, et dont les expérimentations se tiendraient au CSG. Présentée comme hypocrite, entre le soutien à un moratoire sur le déploiement à grande échelle et la construction de capacités d'expérimentation de l'IAS, la position française est ainsi exploitée pour suggérer une duplicité stratégique et une connivence avec ses partenaires européens. La stratégie de désinformation états-unienne vise à bloquer les discussions et *in fine* à assurer l'absence de contrainte sur la recherche comme sur les expérimentations de l'IAS. En effet, leur objectif est de maintenir la « souveraineté météorologique » états-unienne et d'abolir toute entrave à leur développement technologique et leur supériorité stratégique. En outre, dans le contexte de la compétition sino-américaine, Washington souhaite s'assurer la maîtrise exclusive des techniques de MRS, ce qui passe par des activités de surveillance renforcées envers Pékin. Ce contexte pousse également un ensemble d'acteurs privés américains à développer les infrastructures nécessaires à l'IAS, en espérant obtenir une longueur d'avance sur la Chine. Enfin, le CSG subit également les répercussions de la propagation de ces nouvelles, puisque les activités régulières du centre sont très fortement perturbées par des manifestations spontanées.

Cette campagne de désinformation, utilisée à des fins stratégiques et géopolitiques, a pour conséquence immédiate de discréditer la France et sa diplomatie climatique et scientifique sur la scène mondiale, auprès de la communauté internationale comme d'une partie de l'opinion publique nationale. Par conséquent, une cellule interministérielle comprenant le ministère des Affaires étrangères et l'Élysée engage aussitôt une réponse coordonnée pour contrer ces discours. Une déclaration officielle est publiée, réaffirmant la position de la France quant aux techniques de modification du rayonnement solaire. Sur les réseaux sociaux, le compte *French Response* multiplie les réponses aux fausses affirmations. Dans l'Hexagone, des rassemblements s'organisent autour du Centre spatial de Toulouse, dont la surveillance est assurée par l'appui exceptionnel de 70 militaires. Enfin, cette campagne a d'importantes conséquences diplomatiques. Les discussions ouvertes à Nairobi sont inévitablement mises à l'arrêt, et la France fait face à une pression internationale sur plusieurs fronts : alors que les États-Unis menacent de rappeler leur ambassadeur, les États parties au moratoire appellent Paris à préciser sa position sur le déploiement de la géo-ingénierie solaire. En réponse, le gouvernement publie un communiqué officiel de démenti des accusations le 17 septembre. Diverses associations somment la France de rendre des comptes, notamment à travers la parution, le 20 septembre, d'une tribune transnationale de plusieurs ONG environnementales. Celle-ci accuse les pays du Nord d'utiliser les pays du Sud comme terrain d'expérimentation de la MRS, perçu comme un outil néocolonial. Ces évènements donnent lieu, à partir d'octobre 2037, à une actualisation de la Stratégie nationale de lutte contre les manipulations de l'information, incluant désormais un volet « géo-ingénierie solaire ».

Scénario 3 : 2042 – Une intervention de secours d'urgence (ISU) dans le Pas-de-Calais pour des inondations extrêmes confrontée à une campagne de désinformation

En novembre 2042, de violentes inondations touchent le Pas-de-Calais, nécessitant la mobilisation des forces de sécurité civile et des forces armées. Cependant, une campagne de désinformation méthodique et sophistiquée perturbe la gestion de crise et les interventions sur le terrain. Les fausses informations sont identifiées comme responsables de la mise en danger de la population et de plusieurs décès. Cet évènement remet en cause la capacité de l'État français à protéger sa population, à anticiper les polycrises et à lutter contre les ingérences étrangères informationnelles.

À l'automne 2042, le réchauffement des températures moyennes annuelles est de 1,9°C en France hexagonale (SSP2-4.5 du GIEC). Le nord de la France, une région toujours marquée par de fortes inégalités socio-économiques, fait également face aux conséquences de ce réchauffement. En effet, entre 2038 et 2042, les épisodes d'inondations et de sécheresses se succèdent, notamment dans le Pas-de-Calais. L'érosion des littoraux et les inondations répétées fragilisent durablement les populations rurales, tandis que les vagues de chaleur estivales font chaque année davantage de victimes dans des villes où l'habitat précaire se densifie. Ces effets croissants sur la population sont en partie liés au retard pris par les autorités nationales et locales dans les politiques d'adaptation aux changements climatiques. En effet, les projets d'adaptation liés à la végétalisation, à la désimperméabilisation des sols et à la rénovation énergétique des bâtiments sont ralentis, voire à l'arrêt. À l'inverse, de nombreux projets d'aménagement – parkings, deux centres commerciaux et même un *data center* – ont vu le jour, contribuant à l'artificialisation des sols et accentuant la vulnérabilité du territoire face aux évènements climatiques extrêmes. Dans ce contexte, le 18 novembre 2042, seulement un mois après la tempête Maurice qui a frappé le littoral pas-de-calaisien, Météo France place le Nord, la Somme et le Pas-de-Calais en vigilance orange pour pluies-inondations, vent et crues. Cependant, la gravité de l'évènement est immédiatement remise en question sur les réseaux sociaux par de nombreux comptes vérifiés, notamment des scientifiques, questionnant plus largement la pertinence et la véracité des prévisions météorologiques. De faux bulletins météorologiques créés par intelligence artificielle et contraires à ceux de Météo France sont diffusés, parfois même repris par des médias locaux.

Le 19 novembre à 9h, le Pas-de-Calais est placé en vigilance rouge pour pluies-inondations, vent et crues à partir de midi et jusqu'au 22 novembre. VIGICRUES place l'Aa, la Canche et la Liane en vigilance rouge pour crues. Le préfet prépositionne des moyens humains et matériels de la sécurité civile pour coordonner les secours d'urgence. Le soir même à 19h, le gouvernement envoie un message FR Alert aux habitants du département avec les instructions à suivre. L'eau monte pendant la nuit à Boulogne-sur-Mer, Saint-Omer ou encore à Saint-Étienne du Mont, inondant maisons, commerces, écoles, établissements de santé et piégeant des milliers d'habitants. Plusieurs fleuves côtiers débordent, alimentés par des phénomènes de ruissellement et de remontées de nappes et renforcés par l'imperméabilisation des sols. Le 20 novembre, le département est transformé : plus de 400 communes

sont touchées, des milliers de foyers n'ont plus d'électricité et des centaines de communes déconseillent de boire l'eau du robinet. La réponse de la sécurité civile débute dès le 20 novembre grâce aux moyens prépositionnés qui acheminent des équipements lourds, des groupes électrogènes, du matériel de secours, et tentent de se rendre dans les communes les plus touchées. Il est nécessaire d'utiliser des bateaux et des brigades nautiques, mais également des moyens aériens de la sécurité civile pour accéder aux communes dont les routes ont toutes été coupées. Plus de 600 pompiers sont chargés des missions de pompage, de sauvetage et des premiers soins, au côté de 50 militaires de la sécurité civile. 65 militaires de l'armée de Terre en exercice à Calais sont appelés en renfort pour distribuer des équipements de première nécessité et secourir les habitants. Une centaine de gendarmes est également mobilisée pour filtrer les accès, fermer les routes et sécuriser les quartiers évacués. Enfin, le gouvernement déclenche un plan de solidarité européen et des pompes venant de Slovaquie, d'Italie, d'Allemagne et de Roumanie sont envoyées. Malgré l'ampleur du dispositif, les forces de secours font face à des contraintes opérationnelles : plusieurs casernes sont inondées, réduisant les capacités des secours.

Dès les premières heures de l'alerte, une campagne de désinformation sophistiquée se superpose à la crise. Ainsi, dans les minutes suivant l'envoi du message FR Alert officiel le 19 novembre, des milliers d'habitants reçoivent des dizaines de messages similaires d'un destinataire intitulé France Alert, donnant des consignes contradictoires avec celles du gouvernement, qui sèment le doute au sein d'une partie de la population. Simultanément, les sapeurs-pompiers reçoivent des milliers de faux appels d'urgence, alimentés par l'intelligence artificielle, qui limitent leur capacité opérationnelle. À Roubaix, un mauvais point de rassemblement est diffusé sur les réseaux sociaux par de faux médias locaux intitulés France Bleu Calais ou Actu Nord, entraînant la mort de 6 personnes dans un gymnase dans la nuit du 21 novembre. Des messages appellent des habitants de certains quartiers de Saint-Omer à sortir de chez eux, à rebours des consignes officielles de confinement. De faux reportages de terrain très réalistes – présentés par des *deepfakes* de journalistes et de personnalités politiques françaises – montrent des scènes de chaos, de pillages, d'émeutes et sont massivement relayés. Le 21 novembre, le gouvernement monte une cellule interministérielle de crise pour faire circuler les bonnes informations aux habitants, en alertant sur une potentielle campagne de désinformation d'origine étrangère. Cependant, le lendemain, une vidéo choc circule et remet en cause la crédibilité du gouvernement : la ministre des Armées – un *deepfake* – affirme qu'elle a refusé de mobiliser les militaires malgré l'urgence, trouvant un écho immédiat auprès d'une population désemparée et en colère. Un chiffre sensationnel est diffusé parallèlement par des médias locaux et des personnalités politiques et publiques : plus de 1 800 personnes seraient mortes. Une centaine de corps serait coincée dans un centre commercial, images à l'appui. Même si la cellule interministérielle dément ces chiffres, le doute s'installe chez les habitants. Le 23 novembre, le ministre de l'Intérieur en déplacement à Saint-Omer annonce le bilan de l'évènement le plus meurtrier : un EPHAD n'a pas pu être évacué à temps par les secours, en raison des interférences et des faux appels, entraînant la mort de 10 personnes âgées et 2 aides-soignants. Les faux numéros d'urgence en circulation les jours précédents sont également responsables du décès de plusieurs personnes âgées isolées. La colère des habitants est immédiate : le ministre reçoit des insultes et des projectiles, et doit être exfiltré par sa sécurité.

Le 24 novembre, le bilan des inondations dans le département est de plus de 50 morts, un record dans l'histoire récente des évènements climatiques extrêmes en France hexagonale. La désinformation a non seulement mis en danger des vies, mais elle a considérablement entravé le travail des services d'urgence. Des attaques coordonnées de trolls ont submergé les canaux officiels (préfecture, mairies, secours) de messagerie, rendant illisible toute communication officielle. Si les autorités ont rapidement identifié des actions de désinformation simultanée, automatisée et organisée correspondant aux schémas informationnels russes, il n'est pas possible d'en attribuer formellement la responsabilité. Le retentissement médiatique européen est immédiat et sévère : *The Guardian* titre sur « l'État français dépassé », *Der Spiegel* interroge « la faillite du modèle centralisé français de gestion des crises ». En France, une partie de l'opinion, nourrie pendant des jours par les fausses informations, a intériorisé le récit de l'abandon et de l'incompétence de l'État. La défiance s'installe durablement dans plusieurs communes du département, où certains élus locaux refusent dans un premier temps de coopérer avec les services préfectoraux. L'appel à l'aide européenne, nécessaire en raison de la saturation des moyens nationaux devient un symbole politique ambigu, interprété par certains comme la preuve que la France n'est plus en mesure d'assurer seule la protection de son territoire face aux évènements climatiques extrêmes. Les armées françaises, longtemps épargnées par les crises de confiance publique, se retrouvent au cœur d'une polémique nationale sur leur réactivité et leur capacité à opérer en environnement informationnel et climatique dégradé. Une partie du gouvernement estime que le déploiement était tardif, inefficace et parle d'une « défaillance institutionnelle », alimentant une baisse de popularité des forces armées. Cet évènement érode le lien de confiance entre une partie de la population et l'ensemble des forces de secours, compliquant les opérations en cours dans les zones du département où la décrue est lente.

Recommandations

1

Intégrer la désinformation climatique dans la cadre de la nouvelle fonction stratégique « influence ».

- Mentionner explicitement la désinformation climatique comme outil de déstabilisation pouvant être utilisée par des acteurs étrangers dans les documents stratégiques français. Par exemple, intégrer la désinformation climatique parmi les menaces hybrides, dans le cadre de l'aptitude interarmées influence et lutte informationnelle (ILI) de l'unité ASO.
- Identifier et mettre en avant les sujets relatifs à l'environnement ou aux changements climatiques pouvant être instrumentalisés dans les dynamiques de guerre informationnelle, par exemple dans le cadre du centre interarmées des actions sur l'environnement (CIAE). Inclure également la manière dont le contexte environnemental, politique, économique et social influence les thématiques pouvant être instrumentalisées.

2

Anticiper les risques de manipulation de l'information dans le cadre d'interventions de secours d'urgence (ISU) sur le territoire national.

- Mettre les forces armées à contribution pour la formation de la société civile à la culture du risque, afin de s'assurer de la diffusion des bons comportements à adopter en cas de crise. Par exemple, utiliser la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) ou le futur service militaire comme des canaux de communication privilégiés pour sensibiliser à la désinformation en cas d'évènements climatiques extrêmes, notamment dans les territoires ultramarins.
- Développer une stratégie interministérielle de lutte contre la désinformation en cas d'évènements climatiques extrêmes. Intégrer la mobilisation des services de contre-ingérence et de lutte informationnelle pour limiter la portée des attaques contre les opérations des forces armées et de sécurité civile (par exemple, en valorisant les actions mises en place, en démontrant la fausseté d'une information, etc.).
- Sécuriser les canaux de communication officiels afin de garantir la fiabilité de l'information parvenant aux populations cibles, ainsi que les informations destinées aux forces de sécurité et aux forces armées.

3

Renforcer la coopération et la recherche sur l'étude des liens entre désinformation climatique et ingérences étrangères.

- Poursuivre le soutien à la recherche stratégique sur les liens entre les changements climatiques, les enjeux informationnels et les nouvelles formes de conflictualités, notamment dans une dynamique prospective pour permettre d'identifier les sujets pouvant être instrumentalisés.
- Initier une coopération européenne sur ces enjeux, les pays européens étant la cible d'attaques similaires, afin de réfléchir à des solutions communes.
- Initier une dynamique dans les instances internationales, et les dialogues bilatéraux sur les risques et les menaces de la désinformation climatique pour la sécurité.

4

Assurer le maintien de sources d'informations fiables sur le climat.

- Intégrer, dans les formations, une sensibilisation systématique aux mécanismes de manipulation de l'information, notamment des enjeux climatiques. Généraliser le *pre-bunking*, en tant qu'approche préventive visant à renforcer la résilience du personnel face aux menaces informationnelles.
- Former les personnels aux conséquences concrètes que la désinformation peut avoir sur les populations, notamment lors des interventions de secours d'urgence, et préciser les comportements et réflexes appropriés à adopter.
- Protéger une base de données climatiques fiable à même d'informer la décision militaire et l'intégrer dans la programmation et les stratégies d'adaptation des forces armées.
- Veiller à la planification des opérations militaires dans des théâtres affectés par les changements climatiques, et assurer la continuité de l'information sur ces terrains sujets à des évolutions rapides.

GLOSSAIRE

Adaptation : Démarche d'ajustement sociétal et technique aux changements climatiques afin d'en atténuer les effets préjudiciables, d'en exploiter les effets bénéfiques, et *in fine* de garantir l'intégrité fonctionnelle des systèmes sociopolitiques.

Atténuation : Actions visant à réduire les sources d'émissions de gaz à effet de serre, ou à renforcer les puits de gaz à effet de serre.

Attribution : Identification de l'acteur responsable des opérations de FIMI. Si cette identification repose sur l'analyse de sources ouvertes, elle soulève une question politique de l'attribution de responsabilité (Service européen pour l'Action extérieure, 2025).

Bot : Programme informatique qui exécute des tâches automatisées, répétitives et prédéfinies, généralement en imitant ou en remplaçant le comportement humain.

Campagnes de désinformation : Opération organisée ayant pour objectif de diffuser des informations trompeuses ou fausses dans le cadre d'ingérence et de manipulation de l'information par un État étranger.

Changements climatiques : Variations de l'état du climat observées depuis la fin du XXe siècle, attribuées directement ou indirectement à l'activité humaine, modifiant la composition de l'atmosphère. Ces variations se traduisent par l'occurrence d'aléas ponctuels et à évolution lente qui peuvent avoir des implications environnementales, mais aussi des implications sécuritaires.

Climato-complotisme : Désigne la manière dont les théories conspirationnistes se sont emparées des enjeux climatiques (Douglas *et al*., 2026).

Climato-dénialisme, climato-négationnisme : Forme de climato-scepticisme se rapportant à la négation de l'existence des changements climatiques, et/ou de leur origine anthropique.

Climato-relativisme : Discours visant à contester le consensus scientifique sur les changements climatiques, en le présentant comme un sujet encore débattu au sein de la communauté scientifique. Ce terme recouvre plusieurs attitudes, dont l'objectif principal est de retarder ou dissuader l'action climatique (remise en question scientifique, obstruction normative, etc.).

Climato-scepticisme : Désigne la remise en question de l'existence des changements climatiques, et/ou de leur origine anthropique.

Complotisme, conspirationnisme : Croyance selon laquelle deux acteurs ou plus se sont secrètement entendus pour parvenir à un résultat donné. Le plus souvent, ce complot est conçu comme malveillant et inconnu du grand public (Gong *et al*., 2026).

Crise : D'après Jean Mingasson, la crise désigne « des situations dans une phase grave, parfois portées au paroxysme et susceptibles d'aboutir à un bouleversement auquel succède à un état totalement nouveau un retour à l'état antérieur. (…) Il y a donc crise et crise, crise internationale résultant de tensions entre pays et crise issue de la survenance d'un risque majeur, naturel ou technologique » (Mingasson, 1992).

Culture du risque : Désigne la place qu'occupe le risque, en l'occurrence climatique, dans les représentations mentales et collectives d'une population. Elle englobe la connaissance des risques majeurs d'un territoire et la transmission de cette connaissance pour que tous les acteurs soient en mesure d'anticiper les catastrophes et de s'y préparer.

Cyberespace : Selon la politologue Frédérick Douzet, le cyberespace concerne « à la fois l'Internet et l'« espace » qu'il génère : un espace intangible dans lequel s'opèrent des échanges déterritorialisés entre des citoyens de toutes nations, à une vitesse instantanée qui abolit toute notion de distance. » (Douzet, 2014).

Désinformation : Contenus faux ou trompeurs diffusés avec l'intention de tromper ou dans un but lucratif ou politique et susceptibles de causer un préjudice public.

Economie de l'attention : Ensemble des modèles économiques par lesquels les entreprises cherchent à capter l'attention des consommateurs et la valoriser économiquement.

Gaz à effet de serre (GES) : Gaz absorbant le rayonnement infrarouge émis ou renvoyé par la surface de la Terre, ce qui augmente sa température, supérieure à ce qu'elle serait en l'absence des GES. Il est aujourd'hui admis par la communauté scientifique que les rejets de GES consécutifs à l'activité humaine conduisent à une amplification de l'effet de serre et accentuent fortement le réchauffement global moyen de l'atmosphère (Géoconfluences, 2025).

Géo-ingénierie climatique : Ensemble de techniques « devant permettre l'intervention à grande échelle sur le système climatique, dans le but d'atténuer les changements climatiques et/ou d'en réduire les effets » (de Guglielmo Weber *et al*., 2023).

Géo-ingénierie solaire : Ensemble de projets techniques cherchant à compenser l'augmentation de la température moyenne globale sous l'effet des changements climatiques par une modification du bilan radiatif de la Terre (GIEC, 2022, 168). La plupart de ces techniques entendent diminuer la part de rayonnement solaire entrant dans l'atmosphère, par exemple *via* l'injection d'aérosols dans la stratosphère (IAS), quand d'autres cherchent à diminuer la part de rayonnement terrestre retenu par l'atmosphère, à l'instar de l'amincissement des cirrus (*cirrus cloud thinning*, CCT).

Guerre hybride : Bien que son usage soit répandu, le cadre sémantique du concept d'hybridité demeure flou, ne faisant l'objet d'aucune définition universellement admise. Il renvoie à la porosité entre la guerre régulière et irrégulière à travers l'emploi par des acteurs étatiques et non étatiques des moyens conventionnels, irréguliers, criminels et non militaires (cyber, information, économique) dans une logique coordonnée afin d'exploiter la vulnérabilité de l'adversaire tout en niant ou masquant son implication.

Guerre informationnelle/Guerre de l'information : Désigne le recours à l'information comme une arme, dans le cadre d'un conflit qui a pour théâtre l'espace informationnel au sens le plus large (Colon, 2024).

Influence : Ce concept large et neutre désigne la tentative d'un État d'influencer les attitudes, les décisions ou les comportements d'un autre. Plus précisément, il consiste à faire faire par un autre État ce qu'il n'aurait pas fait autrement, sans recourir à la contrainte (Charillon, 2022). Le concept d'influence informationnelle comprend des pratiques aussi diverses que la diplomatie publique (...), la diplomatie numérique, la propagande (...), la désinformation ou les opérations de « lutte informationnelle ». Le principal intérêt analytique de la notion d'influence informationnelle repose sur son caractère englobant (Audinet *et al.,* 2024). A l'échelle française, la Revue Nationale et Stratégique de 2025 a confirmé la prise en compte de l'influence comme sixième fonction stratégique nationale (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, 2025).

Ingérence (étrangère) : Ensemble d'actions menées par un État ou un acteur étranger, visant à diffuser des propos mensongers à l'égard d'une nation afin d'influencer son opinion publique. Concept large, ce phénomène est le mieux décrit par la « manipulation de l'information et l'ingérence étrangère » (FIMI).

Intelligence artificielle (IA) : Système par lequel une machine peut reproduire des comportements et mécanismes humains, notamment dans les domaines du raisonnement, de la planification et de la créativité (Parlement européen, 2023).

Intelligence artificielle générative : Forme d'IA capable de créer de nouveaux contenus sur des supports aussi bien textuels que sous forme d'image, de vidéo ou d'audio (OCDE, 2026).

Manipulation et ingérence étrangère en matière d'information *(Foreign Information Manipulations and Interference)* (**FIMI**) : Développé par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), ce concept caractérise l'usage hostile de l'information par un État étranger. Contrairement à la notion d'influence – concept neutre plus proche de la notion de soft power –, la manipulation ou l'ingérence informationnelle étrangère vise à influencer négativement les valeurs, les procédures et les processus politiques d'un État.

Menaces informationnelles : L'OTAN définit les menaces informationnelles comme les « activités de manipulation intentionnelles, préjudiciables et coordonnées qui sont menées par des acteurs étatiques et non étatiques dans le but d'affaiblir et de diviser (…). Ces activités d'information hostiles comprennent de nombreuses tactiques, techniques et procédures visant à manipuler l'opinion publique. » (OTAN, 2025).

Mésinformation : Diffusion de contenus faux ou trompeurs transmis sans intention de nuire, même si leurs effets peuvent néanmoins être préjudiciables (Commission européenne, 2020).

Mode opératoire informationnel (MOI) : Le SGDSN définit un « mode opératoire informationnel » (MOI) comme un « un ensemble de comportements, d'outils et de tactiques, techniques et procédures (TTP) adverses présumés liés au même acteur malveillant ou groupe d'acteurs malveillants, qui peut être inconnu » dans le cadre d'un continuum allant de la détection à l'attribution d'opérations d'ingérence numérique étrangère (VIGINUM, 2026).

Propagande : Vise à faire adhérer un individu ou un groupe à un point de vue, une cause ou une croyance, avec un objectif précis (Géré, 2011), à travers la diffusion d'informations, vraies ou fausses (EU Disinfo Lab, 2023).

Réaction, réactionnaire : Pensée politique opposée au changement, dont l'objectif est de restaurer le passé. Elle se distingue en ce sens du courant conservateur, qui tend à préserver l'ordre établi.

Risque : D'après le chercheur Jean-Paul Brodeur, le concept de risque se définit comme un danger dont il est possible d'estimer la probabilité qu'il se réalise. A contrario, le concept de menace se distingue par son caractère intentionnel, et peut être définit comme un danger qui est le produit d'un intention humaine malveillante (Brodeur, 2006).

Sécurité climatique : Désigne la prise en compte de l'impact des changements climatiques sur le contexte stratégique et les équilibres géopolitiques, les missions des armées et leurs moyens de mise en œuvre, ainsi que les mesures d'anticipation et d'adaptation qui en découlent (Stratégie Climat Défense du ministère des Armées, 2022).

Sécuritisation : Processus à travers lequel un enjeu est construit par un acte de langage comme une menace existentielle, nécessitant des mesures exceptionnelles.

Soft power : Capacité d'un État à influencer et attirer d'autres acteurs internationaux (pays, organisations internationales, populations) sans recourir à la force ou à la coercition. Le concept repose sur trois piliers : la culture, les valeurs et les idéaux politiques, et les politiques étrangères telles que l'aide au développement, la diplomatie culturelle, ou les interventions en cas de catastrophes naturelles (Nye, 1990).

Sharp power : Capacité d'un État à « pénétrer et perforer l'environnement politique et informationnel » des pays occidentaux, afin d'en saper les principes démocratiques (Walker et Ludwig, 2017).

Technologies de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (Carbon Capture, Utilisation and Storage (CCUS)) : un ensemble de technologies visant à capter le dioxyde de carbone (CO_2) émis par des sources industrielles ou énergétiques, à le réutiliser dans des processus industriels ou bien à le stocker de manière permanente dans des formations géologiques souterraines. Cette approche est considérée comme un outil important pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre, en particulier dans les secteurs difficiles à décarboner.

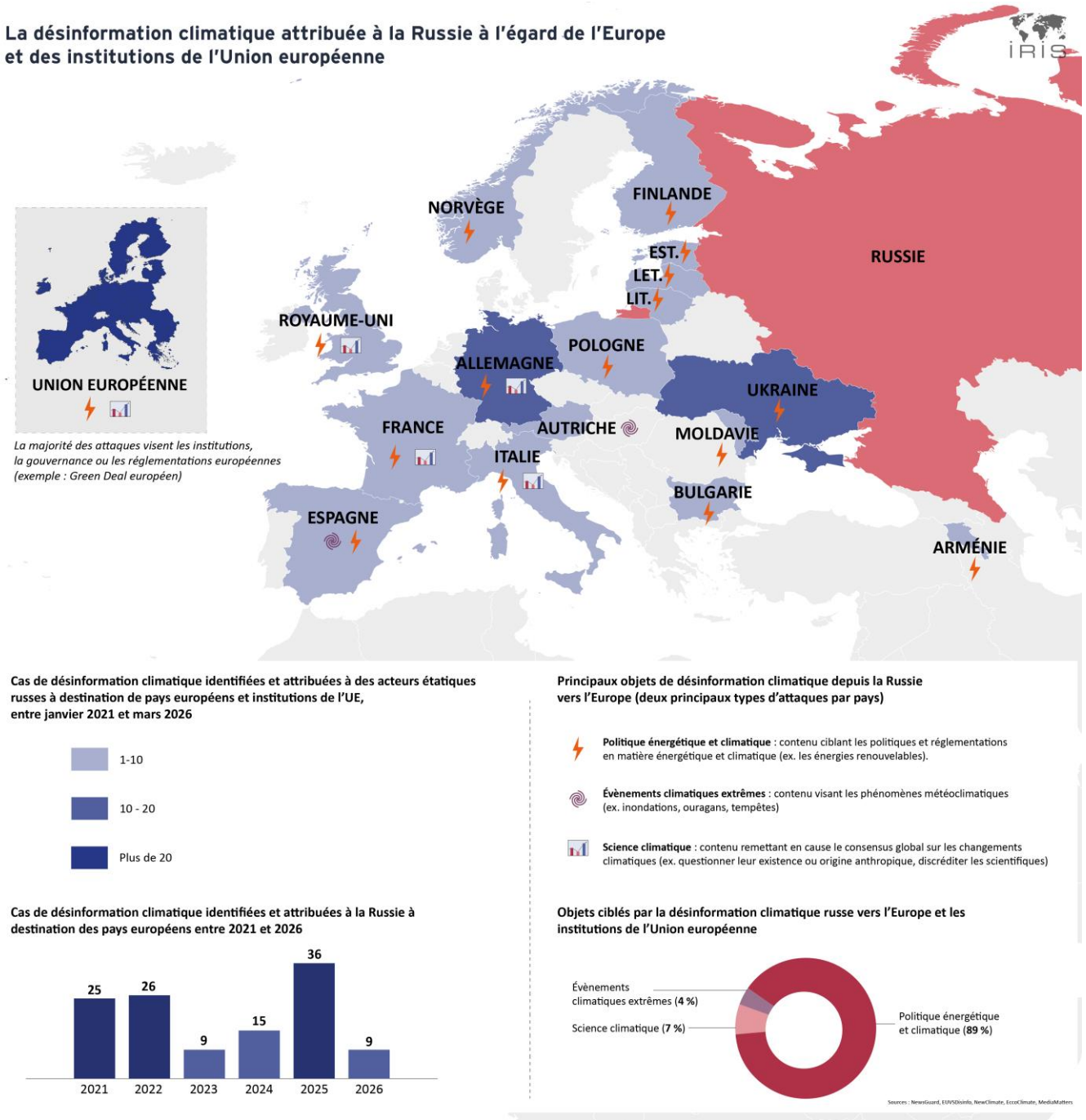
Technosolutionnisme : Le technosolutionnisme désigne la confiance dans la technologie et l'innovation pour résoudre différents problèmes et crises. Il se caractérise par la foi dans le potentiel révolutionnaire de la science et de l'ingénierie (Sætra et Selinger, 2024).

Troll (Internet) : Individu ou programme automatisé qui cherche à provoquer, diviser ou influencer les débats en ligne en diffusant des messages provocants et/ou insultants afin de nuire à une réputation ou diffuser de fausses informations.

Vulnérabilité (climatique) : Propension ou prédisposition à être affecté négativement par les changements climatiques (variabilité lente et phénomènes extrêmes rapides). Elle dépend de la sensibilité de l'environnement naturel, de la fragilité de l'environnement humain et des politiques d'adaptation.

ANNEXES

Annexe 1. Carte : La désinformation climatique attribuée à la Russie à l'égard de l'Europe et des institutions de l'Union européenne.



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Conway, E. M., Oreskes, N. (2010). *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues From Tobacco Smoke to Global Warming*. Bloomsbury Press.

Downie C., Roberts, J., Timmons Roberts. J, *Climate Obstruction: A Global Assessment* (Oxford Academic, 2025), https://doi.org/10.1093/oso/9780197787144.001.0001

Ghosh, A. (2016). *The Great Derangement: Climate Change and the Unthinkable*. University of Chicago Press.

Marangé, C. et Quessard, M. (dir.) (2021). *Les guerres de l'information à l'ère numérique.* Presses Universitaires de France. https://doi.org/10.3917/puf.maran.2021.01.

Articles scientifiques et autres analyses

Allred, A., Brewer, S., Medina, R., Nicolosi, E., Vorkink, M., (2025). The new denial: climate solution misinformation on social media. Global Sustainability, 8, e31, 1–13. https://doi.org/10.1017/sus.2025.10016

Audinet, M. et Gérard, C. (2024). Sous les radars Crise, recomposition et clandestinisation du dispositif d'influence informationnelle de la Russie après l'invasion de l'Ukraine. Réseaux, 245(3), 113-152. https://doi.org/10.3917/res.245.0113.

Avvenuti, M., Cresci, S., Mazza, M., Tesconi, M. (2022). Investigating the difference between trolls, social bots, and humans on Twitter. *Computer Communications*, Volume 196, 23–36, https://doi.org/10.1016/j.comcom.2022.09.022.

Bonneuil, C., Choquet, P-L., Franta, B. (2021). Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971–2021. *Global Environmental Change,* Volume 71, 102386, https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102386.

Boyer, B. (2023). Le cyberespace : la nouvelle frontière de la guerre de l'information. Dans S. Taillat, A. Cattaruzza et D. Danet *La Cyberdéfense : Politique de l'espace numérique* (p. 244-253). Armand Colin. https://doi.org/10.3917/arco.taill.2023.01.0244.

Brodeur, J-P. (2006). « Le risque et la menace. », *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*.

Bruch, C., Deligiannis, T., Ide, T., Lujala, P., Matthew, R.A., Swain, A. Weinthal, E. (2025). The U.S. withdrawal from the Paris Agreement—Implications for global climate governance and security. Environment and Security, 3(1), 3–7. https://doi.org/10.1177/27538796251322680

Chandra, B., Chao, L.-N. (2023, 17 octobre). Dismantling the Disinformation Business of Chinese Influence Operations. *Rand*. https://www.rand.org/pubs/commentary/2023/10/dismantling-the-disinformation-business-of-chinese.html

Charillon, F. (2022). Chapitre 1. Ce qu'est l'influence (et ce qu'elle n'est pas) Guerres d'influence : Les états à la conquête des esprits (p. 21-43). Odile Jacob. https://shs.cairn.info/guerres-d-influence--9782738155108-page-21?lang=fr.

Collomb, J-D. (2014). The Ideology of Climate Change Denial in the United States. *European Journal of American Studies*, 91. https://www.researchgate.net/publication/272430096_The_Ideology_of_Climate_Change_Denial_in_the_United_States

Chatterjee, D., Vasist, P. N., Krishnan, S. (2023). The polarizing impact of political disinformation and hate speech: A cross-country configural narrative. *Information Systems Frontiers*. https://doi.org/10.1007/s10796-023-10390-w

Colon, D. (2024). « Faire face à la guerre de l'information sans se renier » (Entretien réalisé par E. Debono). *Le Droit de Vivre*, Volume 692(2), 12-17, https://doi.org/10.3917/ddv.692.0012.

Dahan, A. (2021). How China's Position Has Evolved in the COPs and on the Global Climate Geopolitical Stage. *Le Grand Continent*, 13-18. https://geopolitique.eu/en/articles/how-chinas-position-has-evolved-in-the-cops-and-on-the-global-climate-geopolitical-stage/

De Jong, E., et Shelley-Egan, C. (2026). Quantum for good through a lens of technosolutionism: A critical-constructive view. *Journal of Responsible Technology*, Volume 25, 100157. https://doi.org/10.1016/j.jrt.2026.100157

Douglas K., Uscinski, J.E., Lewandowsky,S. (2017). Théories du complot sur le changement climatique, dans Hansvon Storch (éd.), *Oxford Research Encyclopedia of Climate Science* (New York, édition en ligne, Oxford Academic, 2016). https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228620.013.328

Douzet, F. (2020). Du cyberespace à la datasphère. Enjeux stratégiques de la révolution numérique. *Hérodote*, 177-178(2), 3-15. https://doi.org/10.3917/her.177.0003.

Douzet, F. (2014). La géopolitique pour comprendre le cyberespace. *Hérodote*, 152-153(1), 3-21. https://doi.org/10.3917/her.152.0003.

Duffau, E. et Jourde, M. (2025). Le retour de Donald Trump, ou le multilatéralisme climatique face à la montée des populismes antiécologiques. *L'Année stratégique 2026 : Le monde face à la révolution Trump*, p. 1284-1294. https://doi.org/10.3917/dunod.bonif.2025.01.1284

Duffau, E., Jourde, M., Collet, M., Michelet, M. (2025). L'utilisation stratégique des vulnérabilités climatiques dans les conflits contemporains : modalités et rétroactions. *Observatoire Défense et Climat*. https://defenseclimat.fr/la-diplomatie-climatique-des-monarchies-du-golfe-levier-dinfluence-et-outil-de-puissance/

Edvardsson Björnberg, K., Karlsson, M., Gilek, M. & Hansson, S. O. (2017). Climate and environmental science denial: A review of the scientific literature published in 1990–2015. *Journal of Cleaner Production*, 167, 229-241. https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2017.08.066.

Géré, F. (2011). La propagande. Dictionnaire de la désinformation (p. 70-84). Armand Colin. https://shs.cairn.info/dictionnaire-de-la-desinformation--9782200257729-page-70?lang=fr.

Ferragu G. (2023), « Céline Marangé et Maud Quessard (dirs), Les Guerres de l'information à l'ère numérique », *Questions de communication*, 43. https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.32325 https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/32325

Gong, S. et al. (2026). Conspiracy thinking in American politics. *Politics and the Life Sciences*, 45(1), pp. 28–45. https://doi.org/10.1017/pls.2026.10019

Quessard, M. (2023). Les Démocraties Occidentales Face à La Globalisation Des Luttes Informationnelles Numériques. *Diplomatie*, 124, pp. 75–79. *JSTOR*. https://www.jstor.org/stable/48749764.

Lamb, W. F., Levi, S., Mattioli, G., (2020). Discourses of climate delay. *Global Sustainability*, Volume 3, e17, https://doi.org/10.1017/sus.2020.13

La Selva, G., Monacis, L., van der Linden, S. (2026). Prebunking interventions against climate misinformation: A systematic review on effectiveness and implementation. *Journal of Environmental Psychology*, 111, 103029. https://doi.org/10.1016/j.jenvp.2026.103029

Liu, John Chung-En. (2025). China's Climate Grand Propaganda on Social Media and Mass Media: Evidence from Twitter and State Newspapers, *Energy Research & Social Science*, 125.https://doi.org/10.1016/j.erss.2025.104086.

Liu, JC-E. et Lee, C-F. (2025). Climate and energy misinformation in Taiwan. *Frontiers in Communication,* 9. https://doi.org/10.3389/fcomm.2024.1531126

Ludwig, J., Walker, C., (2017). The Meaning of Sharp Power: How Authoritarian States Project Influence. *Foreign Affairs*. https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2017-11-16/meaning-sharp-power

Maréchal, J.-P. (2021). La realpolitik climatique chinoise. *GREEN*, 1(1), 23-30. https://doi.org/10.3917/green.001.0023.

Margraff, G. (2024). Réseaux sociaux et guerre cognitive : la menace des algorithmes de recommandation de contenus. *Sécurité et stratégie*, 37(2), 62-66. https://doi.org/10.3917/sestr.037.0062.

Mingasson, J. (1992). Militaires et civils face aux crises. *Revue française d'administration publique*, 62, 269–278. https://www.persee.fr/doc/rfap_0152-7401_1992_num_62_1_2582

Monjon, S. et René, É. (2024). « La civilisation écologique en Chine, entre outil de contrôle domestique et projet de rayonnement mondial ». *Revue internationale et stratégique*, 135(3), 203-215. https://doi.org/10.3917/ris.135.0203.

Morton, T. (2013). *Hyperobjects: Philosophy and Ecology after the End of the World*. University of Minnesota Press. http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.ctt4cggm7

Oakes, I. (2023). Climate Obstruction: How Denial, Delay and Inaction Are Heating the Planet. Revue d'Histoire de l'Énergie, 11(2), 1h-8. https://doi.org/10.3917/jehrhe.011.0001h.

Sætra, H.S., Selinger, E. (2024). Technological Remedies for Social Problems: Defining and Demarcating Techno-Fixes and Techno-Solutionism. Sci Eng Ethics 30, 60. https://doi.org/10.1007/s11948-024-00524-x

Schmid-Petri, H. (2017). "Politicization of science: how climate change skeptics use experts and scientific evidence in their online communication". *Climate Change*, Springer, vol. 145(3), pages 523-537. https://doi.org/10.1007/s10584-017-2112-z

Seaman, J. (2025). Le rôle clé de la Chine dans les chaînes de valeur des minerais critiques. Annales des Mines - Réalités industrielles, Novembre (4), 47-51. https://doi.org/10.3917/rindu1.254.0047.

Vosoughi S., Roy D., Aral S. (2018). The spread of true and false news online. *Science*, 359, 1146–1151. https://doi.org/10.1126/science.aap9559

Supran, G. *et al*. (2023). Assessing ExxonMobil's global warming projections. *Science*, 379, https://doi.org/10.1126/science.abk0063

Rapports et notes

Bentolila, S., Bornstein, R., Calatayud, B. (2023, 26 avril). « Climatoscepticisme : le nouvel horizon du populisme français », *Fondation Jean Jaurès*. https://www.jean-jaures.org/publication/climatoscepticisme-le-nouvel-horizon-du-populisme-francais/

Chavalarias, D., Bouchaud, P., Chomel, V., Panahi, M. (2023). Les nouveaux fronts du dénialisme et du climato-scepticisme. https://hal.science/hal-03986798v2

Chauvancy, R. (2025). « L'espace informationnel : un nouveau territoire à défendre ? ». *Diplomatie,* 87. https://www.areion24.news/produit/les-grands-dossiers-de-diplomatie-n-87/

Carbon Brief. (2025). *Factcheck: Trump's climate report includes more than 100 false or misleading claims*. https://interactive.carbonbrief.org/doe-factcheck/index.html

Center for Countering Digital Hate. (2024). *The New Denial: How social media platforms and content producers profit by spreading new forms of climate denial*. https://counterhate.com/wp-content/uploads/2024/01/CCDH-The-New-Climate-Denial_FINAL.pdf.Google Scholar

Conger, J., Sikorsky, E. (2022, janvier 13). States of emergency: Climate change risks to U.S. military installations in 2021. *Center for Climate and Security, Council on Strategic Risks.*

De Guglielmo Weber, M., Kabbej, S., Hebbel Boutang, L. (2023). *Géo-ingénierie solaire : enjeux géostratégiques et de défense. Observatoire Défense & Climat.* https://defenseclimat.fr/geo-ingenierie-solaire-enjeux-geostrategiques-et-de-defense/

Derakshan, H., Wardle, C., (2017). *Information Disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policy making*. Council of Europe. https://rm.coe.int/information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-researc/1680762141

DOE. (2025). A Critical Review of Impacts of Greenhouse Gas Emissions on the U.S. Climate. *Climate Working Group, United States Department of Energy*. https://www.energy.gov/sites/default/files/2025-

07/DOE_Critical_Review_of_Impacts_of_GHG_Emissions_on_the_US_Climate_July_2025.pdf

Duffau, E. (2025, 25 mars). The attacks of the Trump II administration on climate, the environment, and biodiversity. IRIS. https://www.iris-france.org/en/111410/

Duffau, E., Jourde, M., Kabbej, S., Buchot, D. (2025). L'utilisation stratégique des vulnérabilités climatiques dans les conflits contemporains : modalités et rétroactions. *Observatoire Défense et Climat.* https://defenseclimat.fr/lutilisation-strategique-des-vulnerabilites-climatiques-dans-les-conflits-contemporains-modalites-et-retroactions/

Ekman, A. (2025, mars). *China's turn towards the Global South: Europe is not Beijing's priority*. EUISS (European Union Institute for Security Studies). https://www.iss.europa.eu/publications/commentary/chinas-turn-towards-global-south-europe-not-beijings-priority

Ellison, T. (2025, décembre). Putin, Permafrost, and Propaganda: Russian Information Manipulation in a Changing Climate. Edited by Erin Sikorsky and Francesco Femia. *The Center for Climate and Security*, an institute of the *Council on Strategic Risks.*

Ellison, T. (2026, April 29). El Niño will supercharge shocks like the Iran war. *Council on Strategic Risks. https://councilonstrategicrisks.org/2026/04/29/el-nino-will-supercharge-shocks-like-the-iran-war/*

Escorcia, A., Guillaume, M., Herrera, J., Jeangène Vilmer, J.-B. (2018). Les manipulations de l'information : Un défi pour nos démocraties. Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) ; Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM). https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/03/les-manipulations-de-l-information.pdf

Graphika. (2025). Graphika ATLAS highlights report: Chinese state influence. https://public-assets.graphika.com/atlas-highlights-china.pdf

Magnan, A. (2013). Éviter la maladaptation au changement climatique (Policy Brief n°08/13). *IDDRI*. https://www.iddri.org/sites/default/files/import/publications/pb0813_am_maladaption.pdf

Military Advisory Board. (2014). National security and the accelerating risks of climate change. https://www.cna.org/archive/CNA_Files/pdf/mab_5-8-14.pdf

Jeannin, J., Ramdani, T., Roussel, M. (2025). La transition énergétique en Asie centrale : catalyseur de la compétition entre puissances. *IRIS*. https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2025/10/OSFME_2025_10_Asie-centrale_Synthese.pdf

Korteweg, R. (2018). Energy as a tool of foreign policy of authoritarian states, in particular Russia. *European Parliament.* https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/603868/EXPO_STU(2018)603868_EN.pdf

Krausmann, E., Tavares da Costa, R. (2021). *Impacts of natural hazards and climate change on EU security and defence* (EUR 30839 EN, JRC126315). Publications Office of the European Union. https://doi.org/10.2760/244397

Laisney, M., et Piednoir, S. Rapport d'information sur la géoingénierie, n°1970. *Les Notes scientifiques de l'Office*, Assemblée Nationale. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/ots/l17b1970_rapport-information

Laurent, B. (2025). De la désinformation soviétique à la guerre cognitive russe : un siècle d'art de la guerre des esprits. https://www.iris-france.org/de-la-desinformation-sovietique-a-la-guerre-cognitive-russe-un-siecle-dart-de-la-guerre-des-esprits/

Lentschig, H., Piria, R., van Schaik, L., Szulecki, K. (2026). Europe's Selective Blindness on Gas: US LNG and the Limits of Supply Diversification. https://www.ecologic.eu/sites/default/files/publication/2026/Policy-brief-Europes-Selective-Blindness-on-Gas.pdf

Marlow, T., Miller, S., & Roberts, J. T. (2020, 26 février). Twitter Discourses on Climate Change: Exploring Topics and the Presence of Bots. https://doi.org/10.31235/osf.io/h6ktm

Nedophil, C. (2025). "A con-job": Why Trump is pushing fossil fuels at the world's expense. *Griffith University*. https://research-repository.griffith.edu.au/items/dea4cc3f-fdc3-4c4b-b059-fd2a9b13b31a/full

Pajot, B. (2025, mars). Le solutionnisme technologique : vrais problèmes, fausses solutions ? *Études de l'Ifri, Ifri*. https://www.ifri.org/fr/etudes/le-solutionnisme-technologique-vrais-problemes-fausses-solutions

Quessard, M. (2025). La puissance sans principe. Géopolitique du trumpisme. *IRSEM*. https://www.irsem.fr/storage/file_manager_files/2025/10/etude-irsem-126-quessard-ok-v2-2.pdf

Sadeghi, M. (2025). Le taux de fausses informations répétées par les chatbots d'IA a presque doublé en un an. *NewsGuard*. https://www.newsguardtech.com/fr/special-reports/audit-chatbots-fausses-affirmations-double/

Sergie, M.A. (2026). Oil Dependence and U.S. Foreign Policy. *Council on Foreign Relations*, https://www.cfr.org/articles/oil-dependence-and-us-foreign-policy

Ward, M., Pierson, S., Beyer, J. (2019). Formative Battles: Cold War Disinformation Campaigns and Mitigation Strategies. *Wilson Center*. https://www.wilsoncenter.org/publication/formative-battles-cold-war-disinformation-campaigns-and-mitigation-strategies

White, J. (2023, 14 septembre). What makes climate change a populist issue?, *Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment*. https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/what-makes-climate-change-a-populist-issue/

Yermakov, V. (2025). The Inflection Point: Russia's Oil and Gas Revenues in 2025. *The Oxford Institute for Energy Studies*. https://www.oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2026/02/Comment-Russian-Oil-and-Gas-2025.pdf

Bureau du scientifique en chef du Québec. (2025). Naviguer dans les désordres de l'information. https://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/app/uploads/2025/10/frq_guide_v11_web.pdf

CAAD. (2024). Extreme Weather, Extreme Content. How Big Tech enables Climate Disinformation in a World on the Brink. *Climate Action Against Disinformation*, https://caad.info/wp-content/uploads/2024/11/CAAD-Pre-COP-Report-2024.pdf

CCDH. (2024). The New Climate Denial. How social media platforms and content producers profit by spreading new forms of climate denial. *Center for Countering Digital Hate*, https://counterhate.com/research/new-climate-denial/

Climate Power. (2024). Big Oil Spent $450 Million To Influence Trump & The 119th Congress. https://climatepower.us/research-polling/big-oil-spent-450-million-to-influence-trump-the-119th-congress/

Conseil de l'UE et Conseil européen. (2025). Where does the EU's gas come from? https://www.consilium.europa.eu/en/infographics/where-does-the-eu-s-gas-come-from/

Conseil de l'Union européenne. (2026). *Council conclusions on EU energy and climate diplomacy.* https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-8417-2026-INIT/en/pdf

ECCO. (2026). The Green Deal under attack: US influence and the struggle for European autonomy. https://eccoclimate.org/the-green-deal-under-attack-us-influence-and-the-struggle-for-european-autonomy/

EU Disinfo Lab (2023, mars). *Disinformation Glossary*. https://www.disinfo.eu/wp-content/uploads/2023/03/EUDL_Disinformation_Glossary.pdf

Forum économique mondial. (15 janvier 2025). Global Risks Report 2025: Conflict, Environment and Disinformation Top Threats. https://www.weforum.org/press/2025/01/global-risks-report-2025-conflict-environment-and-disinformation-top-threats/

Forum sur l'information et la démocratie (2026, février). *Strengthening Information Integrity on Climate Change and Environmental Issues*. https://informationdemocracy.org/wp-content/uploads/2026/02/Report-FID-%E2%80%93-Strengthening-Information-Integrity-on-Climate-Change-and-Environmental-Issues-.pdf

IPIE. (2025). International Panel on the Information Environment [E. Elbeyi, K. Bruhn Jensen, M. Aronczyk, J. Asuka, G. Ceylan, J. Cook, G. Erdelyi, H. Ford, C. Milani, E. Mustafaraj, F. Ogenga, S. Yadin, P. N. Howard, S. Valenzuela (eds.)], "Information Integrity about Climate Science: A Systematic Review," Synthesis Report, SR2025.1, https://www.doi.org/10.61452/BTZP3426

ISD. (8 octobre 2024). Hurricane Helene brews up storm of online falsehoods and threats. *Institute for Strategic Dialogue.*

https://www.isdglobal.org/digital-dispatch/hurricane-helene-brews-up-storm-of-online-falsehoods-and-threats/
ISD. (24 octobre 2024). Russian Propaganda Exploits US Hurricane Response to Undermine FEMA and Ukraine Support. *Institute for Strategic Dialogue*. https://www.isdglobal.org/digital_dispatches/russian-propaganda-exploits-us-hurricane-response-to-undermine-fema-and-ukraine-support/
Quota Climat (2026, 21 avril). Les médias à l'épreuve de la désinformation climatique. Analyse comparative : Brésil, Espagne, France, Pologne. *Quota Climat*. https://quotaclimat.org/app/uploads/2026/04/Les-medias-a-lepreuve-de-la-desinformation-climatique-avril-2026.pdf
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. (202). Revue nationale stratégique 2025. https://www.sgdsn.gouv.fr/files/2025-08/20250713_NP_SGDSN_Actualisation_2025_RNS_FR.pdf
Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). (2024, mai). Guide de sensibilisation à la menace informationnelle à destination des entreprises. https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/Guide_sensi_entreprises_vf_v2.pdf
Service européen pour l'action extérieure (SEAE). (mars 2025). 3rd EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats. https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2025/EEAS-3nd-ThreatReport-March-2025-05-Digital-HD.pdf
Service européen pour l'action extérieure (SEAE). (mars 2026). 4th EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats. https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/2026/documents/EEAS%204th%20Threat%20Report_web%20version_1.pdf
VIGINUM. (2024). MATRIOCHKA : Une campagne prorusse ciblant les médias et la communauté des *fact-checkers.* https://www.vie-publique.fr/files/rapport/pdf/294572.pdf
VIGINUM. (2025). Analyse du mode opératoire informationnel russe *Storm-1516*. https://www.sgdsn.gouv.fr/files/2025-05/20250507_TLP-CLEAR_NP_SGDSN_VIGINUM_Rapport%20technique_Storm-1516.pdf
VIGINUM. (2026). Définitions et objectifs du concept de « mode opératoire informationnel ». https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20260122_NP_TLP-CLEAR_SGDSN_VIGINUM_MOI.pdf
Wang, M., Pavilonis, V., Fishman, Z. et Brewster, J. (2023). Mésinformation certifiée : Les comptes Twitter à 'coche bleue' inondent la plateforme de fausses informations. *NewsGuard*, https://www.newsguardtech.com/fr/misinformation-monitor/avril-2023/

Articles de presse

Alexandre, A. (2025, octobre 14). Pentagon retreats from climate fight even as heat and disasters worsen under Trump. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/environment/2025/oct/14/pentagon-military-climate-crisis-trump Arduino, A. (2024, 20 février). Le groupe Wagner rebaptisé Africa Corps : quelles conséquences pour les opérations russes sur le continent ? *The Conversation*. https://theconversation.com/le-groupe-wagner-rebaptise-africa-corps-quelles-consequences-pour-les-operations-russes-sur-le-continent-223913
Colman, Z. (2025, 9 avril). Trump moves to hobble major US climate change study. *Politico*. https://www.politico.com/news/2025/04/09/trump-moves-to-hobble-major-climate-study-00280405
Franta, B. (2018, 19 septembre). Shell and Exxon's secret 1980s climate change warnings. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/environment/climate-consensus-97-per-cent/2018/sep/19/shell-and-exxons-secret-1980s-climate-change-warnings

Jaffray, F. (2025, 21 janvier). Les États ne doivent pas rester tétanisés face au dilemme posé par les réseaux sociaux. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/01/21/les-etats-ne-doivent-pas-rester-tetanises-face-au-dilemme-pose-par-les-reseaux-sociaux_6508439_3232.html

Hofstadter, R. (novembre 1964). The Paranoid Style in American Politics. *Harper's Magazine*. pp. 77–86.

Horton, H., Bright, S., Carlile, C. (2025, 22 janvier). Revealed: US climate denial group working with European far-right parties. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/environment/2025/jan/22/us-thinktank-climate-science-deniers-working-with-rightwingers-in-eu-parliament-heartland-institute

Hsu, T. (2023, 30 août). Falsehoods Follow Close Behind This Summer's Natural Disasters. *The New York Times.* https://www.nytimes.com/2023/08/30/business/media/maui-idalia-disinformation-climate-change.html

Jacqué, P. (2025, 5 décembre). La Commission européenne inflige une amende de 120 millions d'euros au réseau X. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/05/la-commission-inflige-une-amende-de-120-millions-d-euros-au-reseau-x_6656113_3234.html

Lee Myers, S., Sanger, D., (2023, 11 septembre). China Sows Disinformation About Hawaii Fires Using New Techniques. *The New York Times.* https://www.nytimes.com/2023/09/11/us/politics/china-disinformation-ai.html

Le Monde. (2025, 22 avril). *Global warming is a security threat and armies must adapt, experts warn*. https://www.lemonde.fr/en/international/article/2025/04/22/global-warming-is-a-security-threat-and-armies-must-adapt-experts-warn_6740491_4.htm

Makuch, B.. (2025, mars 15). *How Pete Hegseth is pushing his beliefs on US agency: 'nothing to prepare forces'*. The Guardian. https://www.theguardian.com/us-news/2025/mar/15/pete-hegseth-defense-department-policy

Maldita. (30 octobre 2024). 133 bulos y desinformaciones sobre el paso de la DANA en el este y sur de España en octubre de 2024. *Maldita*. https://maldita.es/malditobulo/20241105/bulos-y-desinformaciones-sobre-el-paso-de-la-dana-en-el-este-y-sur-de-espana-en-octubre-de-2024/

Maldita. (6 novembre 2024). The hoax about the Spanish king's or Pedro Sánchez's entourage arriving in Valencia: how it was spread and amplified by Russian channels and websites in several languages. *Maldita*. https://maldita.es/malditobulo/20241106/entourage-king-russian-pages-arabic/

Maldita. (8 novembre 2024). "Ocultan los muertos de Bonaire": por qué esta teoría de la conspiración no se podría mantener en secreto. *Maldita*. https://maldita.es/malditobulo/20241108/fallecidos-parking-bonaire-ocultacion-conspiracion/

Noor, D. (2025, 17 janvier). Democracy, climate and justice - a Guardian series. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/us-news/2025/jan/23/big-oil-445m-trump-congress

Noor, D. (2025, 9 septembre). Fossil-fuel firms receive US subsidies worth $31bn each year, study finds. *The Guardian.* https://www.theguardian.com/environment/2025/sep/09/fossil-fuels-subisidies-study

Roth, A. (2023, 1er juillet). 'Yevgeny Prigozhin will never be discussed again': Russian media to erase all traces of mutinous warlord. *The Guardian*. https://www.theguardian.com/world/2023/jul/01/yevgeny-prigozhin-russian-media-erase-warlord-wagner-moscow

Ruiz de Elvira Serra, A. (2024, 31 octobre). Comprendre le phénomène météo « DANA », à l'origine des récentes inondations en Espagne. *The Conversation*. https://theconversation.com/comprendre-le-phenomene-meteo-dana-a-lorigine-des-recentes-inondations-en-espagne-242611

Sengal, E. (2024, 16 octobre). The Impact Of False Information On Hurricane Recovery Efforts. *Forbes*. https://www.forbes.com/sites/edwardsegal/2024/10/16/the-impact-of-false-information-on-hurricane-recovery-efforts/

Sud-Ouest. (2026, 29 avril). *Climat : les coupes budgétaires américaines nuisent à la science mondiale, estime l'agence météorologique européenne*. https://www.sudouest.fr/international/etats-unis/climat-les-coupes-budgetaires-americaines-nuisent-a-la-science-mondiale-estime-l-agence-meteorologique-europeenne-24048339.php

Takver, R. (2026, 4 mars). Trump has launched an unprecedented assault on the environment. Where's the pushback? *The Guardian*. https://www.theguardian.com/commentisfree/2026/mar/04/trump-climate-change-democrats

Trippenbach, I. (2025, 18 juin). The Heritage Foundation, les missionnaires du trumpisme à l'assaut de l'Europe. *Le Monde.* https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2025/06/18/the-heritage-foundation-les-missionnaires-du-trumpisme-a-l-assaut-de-l-europe_6614138_4500055.html

Pages internet

Alaphilippe, A. (2024, 14 mars). Paperwall: Chinese information operation targets Belgium and Luxembourg. *EU Disinfo Lab*. https://www.disinfo.eu/paperwall-chinese-information-operation-targets-belgium-and-luxembourg/

Boštíková, V., et Macela, A. (2025). HAARP, weather, natural disasters, and the human mind. *CEDMO*. https://cedmohub.eu/haarp-weather-natural-disasters-and-the-human-mind/

Climate files (s.d.). 1988 Shell Confidential Report: "The Greenhouse Effect". https://www.climatefiles.com/shell/1988-shell-report-greenhouse/

Connaissance des Energies. (2024). Gazprom. https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/gazprom

Deseille, L. (2026, 27 mars). Droits de douane : qu'est-ce que l'accord de Turnberry entre l'Union européenne et les États-Unis ? *Toute l'Europe*. https://www.touteleurope.eu/economie-et-social/droits-de-douane-qu-est-ce-que-l-accord-de-turnberry-entre-l-union-europeenne-et-les-etats-unis/

Conseil de l'Union européenne. (2022, 2 mars). *L'UE impose des sanctions aux médias publics RT/Russia Today et Sputnik, qui diffusent dans l'UE*. https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/02/eu-imposes-sanctions-on-state-owned-outlets-rtrussia-today-and-sputnik-s-broadcasting-in-the-eu/

EDMO (2023, 20 juillet). *From the pandemic to the war in Ukraine: a special edition brief*. https://edmo.eu/publications/special-edition-brief-is-out/

EDMO (2026, mars). *EDMO monthly fact-checking brief no. 57*. https://edmo.eu/publications/monthly-fact-checking-brief-no-57-is-out/

EDMO (2024, novembre 4). *Floods in Valencia: main disinformation narratives and phenomena.* https://edmo.eu/publications/floods-in-valencia-main-disinformation-narratives-and-phenomena/

European Parliament & Council of the European Union. (2022). *Regulation (EU) 2022/2065 on a single market for digital services and amending Directive 2000/31/EC (Digital Services Act)*. Official Journal of the European Union, L 277, 1–102. https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2022/2065/oj/eng

European Commission. (n.d.). *Climate disinformation*. https://climate.ec.europa.eu/eu-action/climate-disinformation_en

European Commission. (2026). *The 2022 Code of Practice on Disinformation. https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/code-practice-disinformation*

EUvsDisinfo (2020, 27 janvier). Greta Thunberg is part of a scheme to enrich a handful of financial giants. https://euvsdisinfo.eu/report/greta-thunberg-is-part-of-a-scheme-to-enrich-a-handful-of-financial-giants/

EUvsDisinfo (2020, 16 juillet). Climate change is a hoax invented by capitalists to reduce people's freedoms. https://euvsdisinfo.eu/report/climate-change-is-a-hoax-invented-by-capitalists-to-reduce-peoples-freedoms/

EUvsDisinfo. (2022, 22 octobre). Désinformation : C'est l'UE, et non la Russie, qui est à l'origine des crises énergétiques, alimentaires et économiques. https://euvsdisinfo.eu/report/the-eu-not-russia-is-behind-the-energy-food-and-economic-crises/?

EUvsDisinfo. (2023, 23 juin). Disinfo: Climate change is a hoax invented by capitalists to reduce people's freedoms. https://euvsdisinfo.eu/report/climate-change-is-a-hoax-invented-by-capitalists-to-reduce-peoples-freedoms/

EUVSDisinfo (2024, 12 novembre). Disinfo: West trying to discredit COP29. https://euvsdisinfo.eu/report/west-trying-to-discredit-cop29/

EUvsDisinfo (2025, 7 novembre). Sneaky Heat: the Kremlin uses climate change to push its favourite FIMI narratives. https://euvsdisinfo.eu/sneaky-heat-the-kremlin-uses-climate-change-to-push-its-favourite-fimi-narratives/

FEMA. (s.d.). *Common Disaster-Related Rumors*. https://www.fema.gov/disaster/recover/rumor-response

Hemery, F., & Savatteri, F. P. (2025, 28 novembre). *Les contenus des médias d'influence russes interdits au sein de l'Union européenne continuent de circuler sur les réseaux sociaux*. Fondation Descartes. https://www.fondationdescartes.org/2025/11/rt-reseaux-sociaux/

IEA. (2024). Oil. https://www.iea.org/world/oil

IEA. (2024) Natural gaz. https://www.iea.org/world/natural-gas

IPCC/GIEC. (2018). *Deux mondes à part : impacts d'un réchauffement global de 1,5 °C par rapport à 2 °C.* https://www.ipcc.ch/report/infographic/worlds-apart/fr/

Michałowska, M., Kubs, J. (2022). Coining lies. Kremlin spends 1.5 billion per year to spread disinformation and propaganda. *Debunk.org*. https://www.debunk.org/coining-lies-state-budget-financing-of-russian-propaganda

Ministère de la Transition écologique. (2023, 26 juin). S'adapter, ne rien faire… combien ça coûte ? https://www.adaptation-changement-climatique.gouv.fr/comprendre/enjeux/le-cout-de-l-adaptation-et-de-l-inaction

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023, 7 août). Communication numérique : mieux comprendre les orientations de la diplomatie française. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-en-action/agir-pour-la-paix-et-le-respect-des-droits-de-l-homme/diplomatie-numerique/communication-numerique-mieux-comprendre-les-orientations-de-la-diplomatie-francaise

OTAN. (16 janvier 2025). Approche de l'OTAN pour la lutte contre les menaces informationnelles. https://www.nato.int/fr/what-we-do/wider-activities/natos-approach-to-counter-information-threats

SGDSN. (17 novembre 2022). Service de vigilance et protection contre les ingérences numériques étrangères. https://www.sgdsn.gouv.fr/notre-organisation/composantes/service-de-vigilance-et-protection-contre-les-ingerences-numeriques

Représentation en France. (2025, 27 février). Le "Digital Services Act" : mode d'emploi. https://france.representation.ec.europa.eu/informations/le-digital-services-act-mode-demploi-2025-02-27_fr

The Heartland Institute. (2017). *Global warming: Fake News From the Start*. https://heartland.org/opinion/global-warming-fake-news-from-the-start/

U.S. Department of Defense. (2025, 17 mars). *Mission focus of the Department of Defense* [Mémo]. U.S. Army Engineer Research and Development Center. https://planning.erdc.dren.mil/TOOLBOX/library/MemosandLetters/Memo_DoD_MissionFocus_17Mar2025.pdf

U.S. Department of Defense. (2021). *DoD climate assessment tool*. https://media.defense.gov/2021/Apr/05/2002614579/-1/-1/1/DOD-Climate-Assessment-Tool.PDF

X. (2026). "Energy independence doesn't come from buying more." *French Response*, X. https://x.com/FrenchResponse/status/2045089004329062643

Traités internationaux et documents institutionnels

Commission européenne. (3 décembre 2020). « Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative au plan d'action pour la démocratie européenne ». https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0790&from=FR

Commission européenne, 2024. « Corporate sustainability due diligence ». https://commission.europa.eu/topics/business-and-industry/doing-business-eu/sustainability-due-diligence-responsible-business/corporate-sustainability-due-diligence

Descôtes, A-M. (2025, 9 septembre). Le Quai d'Orsay face à la guerre informationnelle. *Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères*. https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/le-ministere-et-son-reseau/actualites-du-ministere/actualites-du-ministere-de-l-europe-et-des-affaires-etrangeres/article/lutte-contre-la-desinformation-evenement-le-quai-d-orsay-face-a-la-guerre

Sénat (2024, 11 juin). *Lutte contre les influences étrangères malveillantes. Pour une mobilisation de toute la Nation face à la néo-guerre froide*. Rapport de commission d'enquête n° 739. https://www.senat.fr/rap/r23-739-1/r23-739-1.html

The White House. (Novembre 2025). National Security Strategy of the United States of America. https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf

Vidéos

Armée Française - Opérations militaires (2025, 11 juillet). Burkhard, T. *Déclaration du chef d'état-major des armées* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=v1A-Hvj5uTg&t=1s

King, J., Ellison, T., Hill, A., Starbird, K. (2026, 14 janvier). *CCS Expert Webinar Explores Extreme Weather and Disinformation* [Webinaire]. Center for Climate and Security (CCS). https://climateandsecurity.org/2026/01/watch-ccs-expert-webinar-explores-extreme-weather-and-disinformation/

Entretiens

Briggs, C. (2026, 19 février). Professeur en gestion des risques, Asian Institute of Management. Entretien en visioconférence.

Colon, D. (2026, 16 février). Professeur d'histoire, Sciences Po Paris. Entretien en visioconférence.

Ellison, T. (2026, 16 janvier). Directeur adjoint, Center for Climate and Security. Entretien en visioconférence.

Grenier, C. (2026, 14 janvier). Directeur exécutif, Forum sur l'Information et la Démocratie. Entretien en visioconférence.

Heffernan, A. (2026, 27 janvier). Chercheur associé au Centre pour l'intégrité de l'information, Université d'Ottawa. Entretien en visioconférence.

Hernández-Echevarría, C. (2026, 24 avril). Directeur adjoint et responsable des politiques publiques et du développement institutionnel, Maldita. Entretien en visioconférence.

Huber, M. (2026, 30 janvier). Professeur au Département des sciences de la Terre, de l'atmosphère et des planètes, Université Purdue. Entretien en visioconférence.

Janulewicz, Ł. (2026, 27 janvier). Analyste senior, Institute for Strategic Dialogue. Entretien en visioconférence.

Johansmeyer, T. (2026, 30 janvier). Co-directeur du programme "Guerre économique et juridique", Irregular Warfare Initiative. Entretien en visioconférence.

Lee Myers, S. (2026, 19 février). Journaliste, The New York Times. Entretien en visioconférence.

Général Martin, I. (2026, 23 février). Chef du pôle anticipation stratégique et orientation, Etat-major des armées. Entretien.

Morel, E. (2026, 15 janvier). Secrétaire générale, Quota Climat. Entretien en visioconférence.

Newell, P. (2026, 16 janvier). Coprésident chargé de la communication, Climate Action Against Disinformation. Entretien en visioconférence.

Nocetti, J. (2026, 7 avril). Conseiller aux affaires numériques, cyber et technologiques au Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Entretien.

Sethi, P. (2026, 3 février). Chercheuse (désinformation climatique), Grantham Research Institute. Entretien en visioconférence.

Taithe, A. (2026, 3 avril). Membre du comité scientifique de l'Observatoire Défense & Climat, chercheur à la

Fondation pour la Recherche Stratégique. Entretien en visioconférence.

Entretien avec deux agents du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Entretien avec un agent de VIGINUM.

Entretien avec un membre du Council on Foreign Relations.

Bases de données

EUVsDisinfo. (2026). https://euvsdisinfo.eu/

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS

OBSERVATOIRE Défense & Climat

www.defenseclimat.fr